

La poursuite
des grèves en Pologne
préoccupe Moscou

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.50 F

Algérie, 1,30 F; Arabie Saoudite, 2,30 F; Belgique, 1,40 F; Brésil, 1,40 F; Canada, 1,40 F; Chine, 1,40 F; Espagne, 1,40 F; États-Unis, 1,40 F; France, 2,50 F; Grèce, 1,40 F; Inde, 1,40 F; Italie, 1,40 F; Japon, 1,40 F; Liban, 1,40 F; Luxembourg, 1,40 F; Maroc, 1,40 F; Mexique, 1,40 F; Pays-Bas, 1,40 F; Portugal, 1,40 F; Royaume-Uni, 1,40 F; Suisse, 1,40 F; Tunisie, 1,40 F; Turquie, 1,40 F; Union soviétique, 1,40 F; Yougoslavie, 1,40 F.

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le sénateur Kennedy s'efface devant M. Carter

Un recours pour 1984 ?

En concédant l'investiture du parti démocrate à M. Carter, le sénateur Edward Kennedy a connu la plus cuisante défaite subie par sa famille depuis que celle-ci est entrée dans la politique et la légende américaines.

La campagne du sénateur du Massachusetts a été à bien des égards paradoxale. Il apparaissait en novembre dernier comme un redoutable concurrent du président, qu'il devançait de très loin dans les sondages effectués chez les électeurs démocrates. Son image de « leader » libéral, soucieux de réformes sociales, soutenu par les minorités, les syndicats — et plus discrètement par l'Eglise catholique — était à son apogée. Il a suffi qu'il annonce officiellement sa candidature, le 7 novembre, pour que s'effondre cet espoir qui paraissait solidement bâti.

Le moment était mal choisi : le sénateur s'est lancé dans la course trois jours après la prise d'otages de Téhéran qui a créé pendant quelques mois un climat d'union sacrée autour du président, encore renforcé par l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

M. Carter, élu à la Maison Blanche, se refusait à faire campagne, sans s'interdire pour autant l'usage du téléphone afin de s'apercevoir que cela était possible les efforts du sénateur, a été en quelque sorte sauvé par sa fonction.

M. Kennedy, de son côté, a paru sûr de lui, incapable de répondre aux questions inattendues des journalistes et ne correspondant pas aux schémas pour lesquels son imposante équipe de brillants collaborateurs l'avait préparé. Le sénateur fit en particulier une mauvaise impression à la télévision quand on le vit bafouiller sur les motivations qui le poussaient à braver la Maison Blanche. L'homme n'apparaissait pas convaincu.

En même temps, dès l'annonce de sa candidature, remémorait le fantôme de Chappaquiddick, cette île de Nouvelle-Angleterre où le sénateur avait laissé son yacht en 1969 une jeune secrétaire qui avait pris place dans sa voiture. La personnalité de M. Kennedy, certaines faiblesses de son caractère, certains aspects de sa vie familiale, dominaient bien malgré lui sa campagne.

Après une longue série d'échecs, le sénateur connaît cependant un sursaut à la fin des « primaires » et remporte les États industriels et peuplés tels que New-York, la Pennsylvanie et la Californie. Au total, il gagna dix « primaires » contre vingt-quatre à M. Carter. Ce résultat, sans être négatif, était insuffisant pour menacer sérieusement le président.

La seule ressource laissée à M. Kennedy était de demander une convention « ouverte » où les délégués seraient élus de leur engagement antérieur. Le sénateur misait sur la déaffection qui atteignait une fois de plus, mais avec une ampleur sans précédent, le président. La manœuvre était politiquement compréhensible, mais elle posait un problème moral dans la mesure où M. Kennedy avait longtemps milité lui-même pour imposer l'idée d'une convention « fermée », respectant les vœux exprimés lors des « primaires » par les électeurs démocrates.

Le président est assuré d'être le candidat démocrate à la Maison Blanche

Le sénateur Kennedy a reconnu au soir de la première journée de la convention démocrate à New-York, lundi 11 août, la victoire de M. Carter. L'occasion en a été un vote de procédure qui a entériné la règle selon laquelle les délégués à la convention étaient liés par l'engagement exprimé en faveur d'un candidat au cours des « primaires ». M. Carter, qui dispose d'une majorité de délégués à New-York, est désormais certain d'être désigné mercredi pour porter les couleurs de son parti aux élections du 4 novembre.

Les débats ont été tumultueux au Madison Square Garden de New-York, et les démocrates ont été pendant une journée leurs divisions devant les caméras de télévision, à la différence des républicains, qui avaient célébré leur unité derrière M. Ronald Reagan en juillet à Detroit.

La campagne électorale commencera officiellement au début septembre.

De notre correspondante

New-York. — Le sénateur Kennedy a perdu son pari lundi soir 11 août, premier jour de la convention démocrate : la résolution obligeant les délégués à voter pour le candidat présidentiel au nom duquel ils ont été élus lors des « primaires » de leur État a été adoptée par 1 300 voix, contre 1 000. M. Kennedy a décidé aussitôt de se retirer de la course.

Lors d'une conférence de presse à l'hôtel Waldorf Astoria où il avait installé son quartier général, M. Kennedy a lu une déclaration indiquant qu'il venait de féliciter M. Carter pour la « victoire impressionnante » qu'il venait de remporter et qu'il retirait son nom de la course à la nomination. Le sénateur a ajouté qu'il allait poursuivre ses efforts pour que le parti démocrate compte des principes qui lui sont chers, et qu'il allait prononcer, ce mardi, le discours prévu sur ses options économiques.

Tandis que ses supporters protestaient contre sa décision d'abandonner la compétition, le sénateur, escorté de plusieurs membres de sa famille, se retirait rapidement. Il n'a pas prononcé une seule parole de soutien à M. Carter, relançant les spéculations selon lesquelles il aurait l'intention de négocier ce soutien contre un infatigable soutien sensible du programme électoral du parti dans un sens plus libéral.

Le scrutin sur la résolution de procédure n'avait pas été une surprise. Ses résultats recoupaient à peu près le compte des délégués hésitants étaient l'objet. Les attributions à chacun des deux adversaires. Il était au sénateur Kennedy tout espoir d'obtenir la nomination de son parti. La rapidité de sa décision a cependant étonné, et le sentiment était, lundi soir, qu'il s'était préparé à cet échec.

Le vote avait eu lieu dans une atmosphère électrique, attisée par des rumeurs qui couraient depuis le début de la campagne sur les marchandages dont certains délégués hésitants étaient l'objet. Les partisans de M. Kennedy « travaillaient » particulièrement les représentants des minorités et les femmes. Un délégué noir de Californie assurait que les collaborateurs de M. Carter tentaient des pressions « honteuses » en faisant miroiter des avantages substantiels aux congressistes qui penchaient pour le président. Une déléguée de Chicago déclarait que le maire de la ville, Mme Jane Byrne, fervente du clan Kennedy, avait espéré la faire changer d'avis au profit du sénateur en lui offrant un emploi municipal. La vérification de ces tentatives de corruption devait, bien entendu, se révéler difficile.

Le vote a été précédé d'une série d'interventions qui ont contribué à faire monter la température. Durant le débat à la tribune, le speaker de la Chambre des représentants, M. O'Neill, a lancé un appel à l'unité. Mais les interventions successives du gouverneur du Connecticut, Mme Ella Grasso, partisan de

M. Carter, de M. Robert Strauss, directeur de la campagne du président, ont très vite donné le ton. On n'allait guère se réjouir : tandis que le gouverneur de l'État de New-York, M. Hugh Carey, promoteur de la campagne pour une convention « ouverte » se faisait huer par la délégation du Michigan, M. Strauss subissait le même sort de la part de celle du New-Jersey.

M. Edward Bennett Williams, porte-parole de la campagne pour une « convention ouverte », lança un appel à M. Carter : « M. le président, faites-nous confiance, faites confiance à la convention, laissez vos délégués voter librement pour vous. » Un grand-

NICOLÉ BERHNEIM.
(Lire la suite page 3.)

M. Jacques Barrot s'inquiète de la pléthore de médecins

(Lire page 19 les déclarations au « Monde » du ministre de la santé.)

Le terrorisme en Europe

- Des militants d'extrême droite gardés à vue après l'attentat de Marseille
- Un policier français suspendu pour ses relations avec des activistes

M. Marco Affatigato, dont les policiers s'efforcent de reconstituer l'emploi du temps le jour de l'attentat de Bologne, a été une nouvelle fois interrogé lundi 11, sans que son audition ait apporté d'éléments nouveaux. M. Affatigato a néanmoins reconnu avoir établi des contacts avec un Français, M. Paul-Louis Durand, ancien inspecteur des Renseignements généraux que le ministre de l'Intérieur, invoquant ses activités d'extrême droite, a suspendu lundi de ses fonctions.

La montée de la violence en Europe est aussi illustrée par l'attentat qui a visé le même jour une imprimerie d'extrême gauche à Marseille et par les menaces lancées en France par le Comité de sauvegarde de la révolution islamique contre le personnel des sociétés qui vendent du matériel nucléaire à l'Irak.

● L'enquête sur l'attentat de Bologne, après avoir conduit les enquêteurs à Nice, afin de connaître les activités, « tant en France qu'en Italie », de M. Marco Affatigato, militant d'extrême droite italien résidant en France, les ont amenés à s'intéresser aux agissements politiques d'un inspecteur de police stagiaire français, M. Paul-Louis Durand. Ancien inspecteur des renseignements généraux récemment muté au service régional de la police judiciaire de Versailles, ce dernier a été suspendu provisoirement avec traitement pour conduite non conforme à la déontologie policière par le ministre de l'Intérieur.

Après l'attentat contre une librairie d'extrême gauche, à Marseille, lundi 11, une dizaine de personnes, dont une majorité de militants d'extrême droite, ont été placées en garde à vue ce mardi 12 août. Cette opération avait été revendiquée auprès de l'A.F.P. par un correspondant anonyme se réclamant de l'organisation « Ordre et justice nouvelle ». Une des six personnes blessées lors de cet attentat est dans un état très critique.

● Le Comité de sauvegarde de la révolution islamique, qui a revendiqué deux attentats, le 7 août à Paris et à Rome, pour protester contre les ventes de matériels nucléaires à l'Irak, menace désormais de s'attaquer aux cadres des sociétés qui, en France, participent à la construction du réacteur de recherches Osiris. Si l'une de ces sociétés affirme avoir reçu des appels téléphoniques de ce comité, le commissariat à l'énergie atomique — dont deux des sociétés visées sont des filiales — se refuse à tout commentaire sur cette affaire.

(Lire pages 6 et 7.)

Les États-Unis, l'Europe et l'étalon-or

par PAUL FABRA

Depuis tant d'années déjà, l'inflation est si profondément ancrée au cœur du système économique et financier de l'Occident, elle fait tellement partie des habitudes, qu'on a peine à croire qu'elle pourrait rapidement disparaître. Ce faisant, on se trouve probablement victime d'une illusion, comme seule la monnaie est capable d'en créer.

Ce qui jusqu'à maintenant a manqué terriblement, c'est à la fois une volonté authentique de mettre fin à un mal né de mille facilités et l'acceptation, sur le plan intellectuel, des remèdes nécessaires. Le refus de toute réforme efficace, tant à l'échelle de chaque nation en particulier qu'à l'échelle internationale, est encore plus grand depuis que tous les pays se sont laissés convaincre par le faux semblant du monétarisme, l'idée que, pour ramener la stabilité, il faut et il suffit que les autorités monétaires se fixent (comme elles le font notamment en France) un objectif de croissance de la masse monétaire.

La méthode repose sur une base statistique incertaine, comme vient encore de l'attester le résultat aberrant enregistré pour le mois de juillet en Grande-Bretagne. Mais c'est là le moindre de ses défauts. Il est plus grave de constater qu'elle consiste en une pétition de principe : l'augmentation de la masse monétaire qu'on prévoit pour l'année suivante est calculée sur la base d'un certain taux d'inflation. Les choses seraient-elles en train de changer ? Les Américains, qu'on a si souvent accusés (non

sans quelques bonnes raisons) de perpétuer l'inflation mondiale — par le biais des privilèges du dollar, — ont fait récemment d'une révision déshonorante de leurs conceptions en la matière ? On a toutes les raisons de se méfier d'un manifeste électoral. Cependant celui du parti républicain, dans sa partie (relativement succincte) consacrée à la monnaie, se recommande à l'attention à la fois par sa sobriété et l'intention de rupture qu'il exprime avec la politique suivie depuis plus de vingt ans — pour ne pas remonter plus loin dans le temps.

(1) L'étalon de change or admet, à côté de l'or, l'utilisation de devises convertibles — dollar, livre sterling — comme réserves de change.

« L'une des tâches les plus urgentes dans la nouvelle période qui s'ouvre (entendons après l'éventuelle élection de M. Ronald Reagan), sera la restauration d'un étalon monétaire digne de foi — autrement dit mettre un terme à l'inflation », lit-on dans ce document. Ses rédacteurs n'ont pas écrit en toutes lettres le mot « étalon-or » chargé dans la mythologie du vingtième siècle de tous les échecs. Mais ils ont remplacé l'étalon-or par la première guerre mondiale. Mais ils ont fait après coup savoir que c'est bien de cela qu'il s'agit (voir le Monde du 2 août).

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Burk

« Le veau élevé sous la mère » est pratiquement devenu une curiosité, une pièce de collection : le dernier cri de la viande industrielle est en effet le veau aux hormones, qui pousse vite, plus gros et plus blanc, même si c'est pratiquement illégal, comme on fait mine de s'en apercevoir actuellement.

Ainsi les lois de la rentabilité et de la productivité à tout prix dénaturent-elles peu à peu le goût des humains au point d'en faire des mutants : aujourd'hui, nous créons encore au scandale en apprenant qu'on a mis des hormones dans notre viande, mais vous voyez qu'un jour nous nous indignons en apprenant qu'on a mis de la viande dans nos hormones.

BERNARD CHAPIUS.

DEUX EXPOSITIONS A DIJON

Des Italiens en Bourgogne

Lyon regarde vers les Alpes et Dijon vers les plaines de la Champagne et des Flandres. Cela s'articule ainsi depuis des siècles et c'est la coloration de l'histoire. Au palais-musée de la capitale bourguignonne, on voit les tombeaux des ducs et la sculpture des quatorzième et quinzième siècles, admirablement mise en valeur par Pierre Quarré. Mais la culture est faite de mouvements compensés et, pour déclarer la diversité de ses ressources, la bonne ville rappelle cet été par deux expositions jumelles qu'elle possède un des fonds de peinture italienne les plus importants de France.

La manifestation a lieu au cœur de Dijon par accord entre Pierre Quarré, le nouveau conservateur du musée, et Arnaud Brejon, qui a

la charge du musée Magnin. Car on est ici logé dans des bâtiments somptueux ; au fameux palais ducal, plus fameux et ducal que jamais, sont présentés les peintures et de l'autre côté de la grand-place, en demi-lune, dans l'hôtel du dix-septième siècle aménagé il y a un demi-siècle par Auguste Perret, ont été religieusement assemblés les dessins.

Dijon, il suffit de s'y promener, avec un style : calme, confortable, avec un goût des choses bien en place et une certaine propension à la culture qui a fait au dix-septième et dix-huitième siècles la gloire de son académie.

ANDRÉ CHASTEL.
(Lire la suite page 11.)

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Aujourd'hui

HAWAÏ : tout est à vendre

(Lire page 15.)

Le Monde

idées

HOMOSEXUELS

Les homosexuels, comme l'ont montré les débats du printemps à l'Assemblée nationale, ne parviennent pas à s'abstraire des discriminations légales dont ils sont l'objet. Comment doivent-ils du moins assumer leur existence ? En s'affichant, comme les y invite Hervé Leblanc, en demandant « le droit à l'indifférence » dont parle Jean-Noël Surgis, ou bien en adoptant la voie moyenne — l'acceptation dans la dignité — préconisée par Errebal ? Gisèle Poli dénonce pour sa part l'homosexualité imposée qui sévit dans les prisons.

NOUS VOUS COTOYONS

par P. ERREBAL

Il résonne dans des W.C. publics de la région parisienne, cette inscription, parmi tant d'autres : « Il y en a assez de vous ces P.D. qui s'achèvent dans les toilettes, coupez leur la queue ! » Quelqu'un avait ajouté : « Nous sommes bien d'accord avec vous ! »

Sans insister sur la confusion coutumière entre homosexuels et pédérastes et quelque homosexuel moi-même, je voudrais apporter de l'eau au moulin de l'auteur de ces graffiti, et déplorer avec lui l'attitude exhibitionniste de certains de mes « cousins » qui donnent de nous tous cette fausse image. Je ne saurais cependant le suivre dans ses solutions définitives, me gardant de condamner mes semblables, et chercherai plutôt à analyser les causes d'un tel comportement. S'il est vrai que bon nombre de nos édifices publics servent de quartier général à certains homosexuels, il en est de même de certains bars ou cinémas et jardins de ville. Pourquoi ? Ce sont les rares endroits où ces gens peuvent se retrouver, car la société, vous, les socialistes, par des tabous méthodiquement rétransmis, vous enfermez ces individus dans des ghettos. Vous les avez, une

fois pour toutes, par une sorte de racisme, condamnés, sans chercher à comprendre. Pourtant, ces « monstres » sont vos fils, vos frères, vos maris, mesdames, vos semblables, que cela vous plaise ou pas.

D'où viennent les règles de morale qui régissent le comportement de la société à notre égard ? Dieu, répondront certains. Mais que de choses ont été écrites et faites en son nom par des hommes aussi faibles et imparfaits que vous et moi ! Les religions judéo-chrétiennes ont pour base des textes sacrés anciens, de l'époque précédant Jésus-Christ (Ancien Testament). Ces textes s'attaquent déjà à l'homosexualité, à sa variante masculine seulement, notons-le. En fait, la raison en est assez simple : les populations juives de ces temps lointains avaient été décimées par les épidémies, les catastrophes naturelles et les invasions. Aussi, leurs prêtres, pour sauvegarder leur foi et leurs peuples, incitaient à la procréation : « ouïe » : aucune « semence » ne devait se perdre. Son gaspillage était voué aux foudres célestes.

l'assentiment général, ils mènent campagne contre nous et contre leur vraie nature qui les effraie.

Savez-vous, braves gens, que l'on est homosexuel comme on a les yeux bleus ou de grands pieds, on ne choisit pas ! Comme tous les êtres vivants, nous subissons notre sexualité, nous devons composer avec elle.

L'amour de deux êtres

Diverses solutions sont possibles :

● Se refouler, ne pas s'accepter soi-même ; il y a alors conflit intime et déséquilibre. Les déséquilibres sont des dangers potentiels pour les autres.

● S'accepter et vivre sa sexualité dans le secret, en cherchant des amis comme soi, et en présentant au monde une fausse apparence. Pouvez-vous enorgueillir ainsi l'hypocrisie, savoir que ces hommes et ces femmes sont malheureux, vivent dans la hantise d'être découverts, que votre morale en fait souvent des névrosés, qu'ils sont à la merci de changements et de violences, dont ne se privent pas nombre de voyous ?

● S'accepter ouvertement et même agresser l'opinion en s'affichant par des tenues ou des agissements choquants au regard des règles en vigueur. Vous en profitez alors pour nous affubler tous d'une caricature stupide. Je ne me permets pas de blâmer ces « cousins » qui réagissent à leur manière aux règles de bienséance imposées.

● S'accepter et vivre dignement sa sexualité, souvent en couple, sans s'efforcer ni se cacher. Se forger un rempart contre la critique et les qualibets des imbéciles et marcher la tête haute. Hélas ! Peu d'entre nous peuvent ainsi se permettre de vivre à visage découvert.

Quelle que soit la solution retenue, la majorité des homosexuels est digne et respectable. Nous vous cotoyons et tenons comme vous notre place dans cette société conçue par vous et pour vous, sans même que vous vous en doutiez. Nous sommes dans toutes les activités humaines. Nous appartenons à tous les peuples et nous avons droit, nous aussi, au bonheur. Il est en votre pouvoir de nous laisser vivre en paix, en acceptant le droit à la différence. Enfin, sachez qu'aucun fantasme et aucune perversion ne peuvent perturber les relations homosexuelles, elles puisent toutes leur substance dans la plus noble cause, l'amour de deux êtres l'un pour l'autre.

SORTIR DU PLACARD

par HERVÉ LEBLANC (*)

La prétendue libération des mœurs, contre laquelle les tenants de l'ordre moral nous mettent en garde, semble ignorer plusieurs millions d'hommes et de femmes homosexuels et lesbiennes. Les images d'Épinal illustrent cette méconnaissance de la réalité homosexuelle par la majorité de la population : images surannées du fou, du pervers, du malade ; pour la femme, de la « mal-balaisée », de la « laissée-pour-compte »... jusqu'à l'image « Saint-Germain-des-Près », où tout serait permis, sans problème, au point que certains trouvent même « qu'ils et elles se montrent un peu trop ».

Voilà bien les limites de la tolérance : il suffit que les homosexuels et les lesbiennes ne se montrent ni plus ni moins que les « autres » et se livrent au grand jour pour que l'on crie au scandale, à l'exhibitionnisme... Hélas ! Nous n'en sommes même pas là. La majorité d'entre nous ne vit pas à Saint-Germain-des-Près, mais dans les grandes cités-dortoirs, dans n'importe quel village de campagne ou de ville de province. Il n'est pas question de sombrer dans un misérabilisme de bas étage, mais de dire clairement quelle est la situation imposée encore à la plupart.

Cette condition, c'est d'abord une série de lois et de règlements discriminatoires récemment confirmés par l'Assemblée nationale. Entre autres, les fameux articles du code pénal qui, pour les actes homosexuels, doublent les peines en cas d'outrage public à la pudeur (article 330, alinéa 2) et punissent durement les actes impudiques ou « contre nature » avec un individu mineur du même sexe (article 331, alinéa 3), la barre étant fixée à quinze ans lors de relations avec l'autre sexe. Il faut mentionner aussi toutes ces entreprises dans lesquelles il est formellement interdit d'aimer différemment, les dizaines de cas de licenciements et de brimades dans le travail, les « descentes » de loubirds ou de police dans les lieux de rencontre, le refus ou le retrait du droit de garde des enfants aux parents homosexuels, etc. Pour beaucoup d'entre nous, il faut aussi vivre avec le silence, la clandestinité, la difficulté de faire des rencontres...

Mais l'homosexualité aujourd'hui, c'est, de plus en plus, le désir de se vivre sans masque et sans honte, de s'affirmer, de renverser la marionnette de l'oppression dans laquelle nous n'avons que trop longtemps mijolé. C'est aussi un vaste mouvement international qui, par ses États-Unis en 1969, a peu à peu gagné la plupart des pays occidentaux. Partout, les homosexuels et les lesbiennes réclament leurs droits et veulent justice.

Bien sûr, ce vaste mouvement est plus ou moins développé selon les pays, et la France peut paraître singulièrement en retard de ce point de vue. Mais une dynamique est lancée, tant par l'urgence de mouvements (le FAHR, puis les G.L.H. et les groupes lesbiens) que par un changement des mentalités chez la masse des « gais », à travers notamment leur participation croissante à une série d'initiatives : fêtes, rassemblements, campagnes. Notons aussi la masse de romans, essais, revues

ou films, qui s'est multipliée ces dernières années.

Un pas important a été réalisé dans cette voie par la création du comité d'urgence anti-répression homosexuelle lors de l'université d'été organisée par le Groupe de libération homosexuelle de Marseille (1). Ce comité vise à rassembler tous les groupes existants sur les problèmes de répression à l'encontre des homosexuels et des lesbiennes et à y répondre de façon efficace. Participent aux initiatives du CLAHF, les groupes de libération homosexuelle, le Centre du Christ libérateur, David et Jonathan (homosexuels chrétiens), le Belt Haverim (juifs homosexuels), des groupes lesbiens et des volontés individuelles. A peu près seule, l'organisation Arcadie ne voit pas l'utilité d'un tel regroupement, et préfère agir de son côté.

La honte et la crainte

Pour le législateur, l'homosexualité est une perversion contagieuse et dangereuse pour la jeunesse. C'est un peu le « Sauvez nos enfants » d'Anita Bryant, cette sctrice américaine qui, voilà quelques années, demandait : « Tuez un homosexuel, pour l'amour de Dieu ! » Pour ces partisans, les adolescents ne doivent apprendre qu'une chose : l'amour n'est destiné ni à l'amour ni au plaisir, mais à la procréation, un point c'est tout ! Tant pis pour eux s'ils doivent vivre dans la honte et la crainte, ou se replier sur eux au point que leurs vies en soient profondément amputées. Le législateur lui-même ne serait-il pas, dans ces conditions, un danger pour la jeunesse ?

Entendons-nous bien. Au-delà du débat sur le point de savoir s'il faut autoriser ou non les relations adultes-adolescentes, ce que nous disons est que si de telles relations ne sont pas pénalisées entre personnes de sexe différent, il n'y a aucune raison qu'elles le soient quand il s'agit de personnes du même sexe. Si le législateur refuse de nous suivre dans cette voie en maintenant une scandaleuse discrimination, nous ferons tout ce qui est possible pour que notre bon droit triomphe. Or un tel problème concerne bien plus que les seuls homosexuels et lesbiennes. Il est de la responsabilité de tous les groupes et de tous les individus soucieux de liberté individuelle et collective (les homosexuels et les lesbiennes forment bien une collectivité) de nous aider dans cette tâche.

Une victoire sur ce terrain ne supprimera pas, bien sûr, toutes les atteintes au droit des « gais », mais elle ouvrira une brèche dans le mur de la répression, à partir de laquelle nous aurons, enfin, la possibilité d'imposer nos droits élémentaires : suppression des agressions, droit de s'organiser et de se rassembler librement, non-utilisation de l'homosexualité pour refuser le droit de garde à un parent, destruction des fichiers existants, suppression des brimades policières, liberté d'assumer publiquement son homosexualité... Nous voulons en finir avec la honte, l'oppression, la clandestinité, qui sont encore le lot commun de la plupart d'entre nous.

(*) Membre du comité d'urgence anti-répression homosexuelle.

On ne choisit pas !

Les relations homosexuelles, pratiquées très couramment par les deux sexes dans les temps anciens, comme le littérateur en témoigne, devinrent alors tabou.

Après Jésus-Christ, les textes sacrés reprisent, pour une bonne part, les textes anciens ; il est à noter que l'homosexualité féminine (aussi courante que la masculine) fut totalement « oubliée ». Elle n'avait aucune incidence sur les naissances, les femmes étant soumises au mâle dominant. Curieusement, les régimes antireligieux de notre époque ont repris à leur compte ces principes.

Même s'il se croit fort, libre et indépendant, tout homme est conditionné par son éducation. Depuis des siècles, les parents transmettent à leurs enfants leurs convictions, leurs tabous, leur perception des choses. Certaines de ces idées reçues s'estompent, voire s'effacent, quand l'adolescent apprend à réfléchir. Il en débat avec d'autres et est à même de se faire sa propre opinion. Hélas, d'autres idées, rarement ou jamais débattues, restent imprimées dans l'inconscient comme des postulates. Elles se transmettent ainsi de génération en génération sans avoir aucune chance d'évoluer. C'est tout à fait le cas en ce qui nous préoccupe ici.

Compte aussi la peur, celle que tout homme ressent devant ce qu'il ne connaît pas et qui a si mauvaise presse. Certains, qui éprouvent dans leur intimité un trouble, une attirance, une pulsion pour certains êtres de leur sexe, ne veulent pas se l'avouer. Ils ont peur d'y succomber, d'y trouver un plaisir, et puis, encore, que cela se sache. Ceux-là se refoulent violemment, et leur frustration, parfois inconsciente, les rend plus acharnés contre nous. Puisqu'ils ne se le permettent pas eux, pourquoi les autres se le permettraient-ils ? Profitant de

ET LES DÉTENUS ?

par GISELE POLI (*)

Q'U'ON me pardonne si je me méfie des bons apôtres, mais la vie m'a appris qu'il est bien difficile de faire le bonheur des gens, les meilleures solutions comportant elles-mêmes de graves inconvénients.

La manière dont on banalise l'homosexualité par exemple, au nom de la je ne sais plus quels droits, m'inquiète. Il y a quelques années, ce n'était pas la peine de mort qui était en cause, ni la vivisection, ni la différence entre drogues dures et drogues douces, mais les conditions de vie atroces faites aux condamnés, obligés de passer plusieurs mois ou plusieurs années derrière les barreaux d'une prison.

Dans le répertoire très fourni des maîtres du détenu, l'homosexualité apparaissait alors comme le flic numéro un ; à l'époque, pas si lointaine tout de même, on considérait que l'univers concentrationnaire, contraignant des hommes à vivre entre eux et seulement entre eux, les amenait aux pires perversions. Des jeunes gens se voyaient contraints à la prostitution homosexuelle, prostitution d'ailleurs aussi souvent gratuite qu'obligatoire, qui laissait ses victimes complètement démolies, incapables de reprendre une vie normale une fois la liberté retrouvée.

Si l'homosexualité contrariée est un supplice, que dire de l'homosexualité imposée ? Une critique littéraire récente du Monde révélait que Jack London, après un séjour dans une prison, avait été tellement ébranlé par les expériences homosexuelles qu'il avait été malade, que l'écrivain n'osait même pas en parler.

L'opinion publique s'inquiétant des mœurs qui se développaient dans les prisons, bien des esprits conservateurs, peut-être justement parce qu'ils s'alignaient sur une morale traditionnelle, en venaient à admettre qu'il fallait absolument réformer le système carcéral et permettre aux détenus de recevoir leurs épouses ou leurs petites amies, afin de mettre un terme à l'horreur sexuelle.

● RECTIFICATIF. — Une erreur a déformé le sens d'un passage de l'article de Mme Catherine Valabrega dans notre page « Idées » du 8 août. Il fallait lire : « Aux Nations unies, la déléguée officielle du Chili ne pouvait pas s'exprimer sur l'épaulé de la jeune sœur d'un homme mort sous la torture des policiers de Pinochet » (et non pas : comme lorsqu'aux Nations unies la déléguée officielle du Chili s'exprima...).

(*) Journaliste à « Kyra », mensuel d'informations corse.

LE DROIT À L'INDIFFÉRENCE

MISOGYNE, soit, l'homosexuel a droit de l'être, enfin peut-être (lui n'est parfait), comme l'est souvent l'hétérosexuel. Mais a-t-il le droit de ne pas savoir, ou de faire semblant d'ignorer, que depuis dix ans les femmes bougent et que parmi elles une minorité homosexuelle, comme la masculine, aspire, aussi, à une reconnaissance non discriminatoire ? Une minorité en écorce une autre, sans vergogne, et personne ne se révolte ?

Eh bien ! si, je me lèche. Moi aussi, je suis pédé, et le récepteur pas — et l'on juge indispensable d'aborder le problème, et il est en effet vital pour certains de tout tenter pour soulever le couvercle de l'oppression sournoise — qu'on ne donne l'illusion d'être, bientôt (?) considéré comme un membre honorable de la société. Primo, la société, en ce moment, je la trouve un peu pourrie et je ne partage pas l'ambition d'être bien digéré par la pourriture. Deuxièmement, si les pédés doivent se faire bouffer avec le sourire, je veux que les goudous soient bouffés en même

temps. Tercio, je m'admets de personne qu'on m'impose un modèle.

Et puis, ils m'énervent tous avec leur droit à la différence. Qu'est-ce que l'on a à faire, de ma différence ? Depuis plus de trente ans, je vis avec, plus ou moins bien, comme les pauvres vivent leur différence, comme les riches la leur, comme les Noirs ou les Juifs la leur, comme tout individu vit sa différence d'avec son voisin.

De toute façon, l'un ou l'autre, tout dissimilables qu'ils sont, voguent sur la même galère. Tous les handicapés de la terre, devant l'humanité de toutes les bonnes intentions, en ont fait l'expérience : ils sont la caution de la bonne conscience universelle. Aussi, pour eux, pour les pédés et ces femmes dont on oublie un peu vite qu'elles s'aiment aussi, pour moi — et je dirai, pour moi surtout — je ne réclame qu'un seul droit : le droit à l'indifférence. De tous les maux, je suis persuadé qu'ainsi je subirai le moindre.

JEAN-NOËL SURGIS.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une agence, d'être assurés que de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances sur simple demande, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	48 F
Trois semaines	68 F
Un mois	78 F
Un mois et demi	108 F
Deux mois	138 F
Deux mois et demi	168 F
Trois mois	208 F
ÉTRANGER (vols normaux) :	
Quinze jours	73 F
Trois semaines	108 F
Un mois	132 F
Un mois et demi	162 F
Deux mois	192 F
Deux mois et demi	222 F
Trois mois	262 F
ÉTRANGER (vols) :	
Quinze jours	98 F
Trois semaines	132 F
Un mois	158 F
Un mois et demi	188 F
Deux mois	218 F
Deux mois et demi	248 F
Trois mois	288 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'ajournement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir leur déléguer un représentant, le nom et adresse en lettres majuscules.

PRIX RTL GRAND PUBLIC 1980



«...boire frais et abondamment, manger de la légume de son jardin et du cochon domestique, bavarder entre amis, dans un silence entrecoupé des borborygmes chers à saint Augustin, tel est, selon le professeur Fallet, le bonheur sur la terre.»

JEAN CLEMENTIN / LE CANARD ENCHAÎNÉ. roman denoël

AMÉRIQUES

Brésil

LE TAUX ANNUEL DE HAUSSE DES PRIX A DÉPASSÉ LES 100 % EN JUILLET

Retour de l'hyper-inflation que M. Netto avait promis de conjurer

Rio-de-Janeiro. — Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, le taux annuel d'inflation a dépassé le cap des 100 %. Selon les chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté de 106,5 % entre le mois de juillet 1979 et le mois de juillet 1980. Lorsqu'il s'agit d'hyper-inflation, le pouvoir en 1980, les militaires avaient invoqué la nécessité de mettre fin à une hausse des prix qui atteignait 94 %, un taux qui n'avait plus jamais été enregistré depuis.

Cette hyper-inflation se combine avec un

déséquilibre croissant des échanges extérieurs : pour le premier semestre de cette année, le déficit de la balance commerciale a déjà atteint 2 milliards de dollars. Pour le comble, le gouvernement a commencé à puiser dans les réserves en devises qu'il avait accumulées les années précédentes, en moins d'un an, celles-ci sont revenues de 10 à 6,5 milliards de dollars. Elles ne couvrent plus que l'équivalent de trois mois d'exportations, ce qui est considéré comme critique par les milieux financiers internationaux.

De notre correspondant

libéralisation de la politique de change et des taux d'intérêt, restriction monétaire et fin de l'indexation des salaires. Concomitants des effets sociaux catastrophiques d'une telle politique, les responsables brésiliens continuent à affirmer qu'ils n'auront pas recouru au F.M.I.

Chaque nuit à Brasília qu'une politique « répressive » signifiait simplement la fin de l'ouverture politique, que le président Figueiredo paraît toujours sincèrement vouloir maintenir. Elle provoque d'abord de vives réactions dans les milieux syndicaux, surtout à São-Paulo. La répression massive qui s'est abattue en avril sur les métallurgistes de la région, mettant en échec leur mouvement de grève, n'a pas empêché que les syndicats ouvriers apparaissent, pour la première fois depuis 1964, comme un facteur avec lequel il faille compter.

Surtout, une récession atteindrait les classes moyennes, déjà touchées par les mesures d'austérité décrétées par le régime, ainsi que les secteurs les plus vulnérables du patronat brésilien. C'est la propre base sociale du régime qui se trouverait ainsi ébranlée. Comment éviter, dans ces conditions, que des milieux de basculement vers l'opposition, comme ils ont déjà commencé à le faire lors des élections de 1974 et 1978 ? Ou — si encore pour le président Figueiredo — comment s'assurer qu'ils ne tentent pas de fomenter une division au sein des forces armées, notamment à São-Paulo, où le climat militaire est le plus détesté ?

La panacée agricole ?

Ce sont les risques politiques d'une agriculture répressive qui assentent dans le ministère de M. Netto malgré la dégradation de la situation. Reste que les différents « paquets » (paquets de mesures économiques, de réformes, de décrets, etc.) adoptés le 18 juin, bloquent le recrutement de personnel dans le secteur public jusqu'en décembre 1980. Ce qui provoque l'insatisfaction. Que va faire le ministre du plan ? En particulier, comment va-t-il trouver les ressources pour financer le déficit du secteur public, avant que l'inflation n'échappe à tout contrôle ?

Un premier instrument est déjà en œuvre : favoriser plus encore l'entrée du capital étranger pour couvrir les brèches fiscales. Le gouvernement espère notamment attirer une partie de l'énorme masse des pétrodollars en quête de placement. Un résultat a été atteint avec l'achat par le Koweït, le 24 juin, pour 100 millions de dollars, de 10 % des actions de la société Volkswagen du Brésil, la principale fabrique d'automobiles du pays. Cette transaction est considérée comme un coup d'envoi prometteur pour les investissements arabes au Brésil.

Le gouvernement pourrait aussi et s'apprête apparemment à le faire, ouvrir au capital étranger de larges zones de l'Amazonie, où des gisements miniers aussi importants que celui de Carajás, qui contient les plus grandes réserves de fer du monde, Tonifolia, il prête ainsi le flanc aux campagnes de l'opposition, qui l'accuse déjà d'être en train de brader le Brésil. Ce thème est d'autant plus délicat qu'il pourrait entraîner une réaction nationaliste au sein des forces armées, ce qui mettrait en danger la survie du régime.

Un autre impératif est d'augmenter encore les exportations, comme le préconise à cor et à cri M. Netto. Les résultats sont encourageants : durant le premier semestre, les exportations ont augmenté de 35 % par rapport à l'an dernier. Mais dans la conjoncture internationale actuelle, les ventes à l'étranger ne semblent pas extensibles à l'infini. Surtout, elles courent à peine les importations, qui croissent à un rythme plus rapide encore vu l'augmentation des prix du pétrole, et un service de la dette de plus en plus envahissant.

M. Netto voit dans l'agriculture la panacée qui permettra de sortir de la crise. Dans un pays de 8,5 millions de kilomètres carrés de terres presque entièrement arabes, l'importance de ce secteur est une évidence, bien que le régime militaire l'ait sacrifié durant quinze ans, notamment à l'époque où M. Netto était ministre des finances (de 1967 à 1974). Aujourd'hui, les prix agricoles plus rémunérateurs fixés par le gouvernement doivent per-

mettre pour la plupart des denrées, notamment le soja et le maïs, une récolte encourageante pour l'année. L'exportation de produits agricoles aidera à soulager la balance commerciale, et un meilleur approvisionnement du marché alimentaire national contribuera à freiner la hausse des prix.

Toutefois, ce n'est pas l'agriculture à elle seule qui suffira à résoudre la crise, d'autant que le régime est, dans ce secteur, victime de ses contraintes politiques. Malgré les demandes de l'opposition et des secteurs les plus lucratifs du parti au pouvoir, le gouvernement se refuse à envisager la promulgation d'une réforme agraire, même modérée. Ce serait elle pourtant qui permettrait au secteur agricole de relancer l'emploi et d'endiguer le flot de l'immigration urbaine. Tout au contraire, le régime continue d'ignorer, malgré les protestations de l'église, la croissance de la délinquance des compagnies de milliers de petits propriétaires dans l'Amazonie et le Mato-Grosso, ce qui empêche la formation d'une classe moyenne rurale.

Sans doute est-ce aussi le jeu des alliances politiques conservatrices du régime qui l'empêche d'envisager une mesure que tous les secteurs d'opposition considèrent comme prioritaire pour combattre la crise : la réforme fiscale. Dans un pays où la concentration des revenus reste l'une des plus élevées du continent, la question sur le marché financier joue un rôle important dans le processus d'inflation. En avril, le régime avait bien tenté une première mesure timide en instaurant un « emprunt obligataire » de 10 % sur le capital (les revenus du capital échappaient jusque-là à toute taxation). Deux mois plus tard, plus aucune mesure n'a été prise, et le déficit public, réduisant de près de 40 %, selon les estimations officielles, les recettes attendues de cet emprunt en 1980.

Pour l'opposition, seule la réforme fiscale permettrait de réorienter vers l'Etat un montant considérable de ressources, susceptible de combler le déficit public. Elle permettrait aussi de modifier le profil de la demande en la réorientant vers les biens de première nécessité et de relancer l'emploi par une série de travaux publics dont le financement serait assuré. « Il ne s'agit pas d'instaurer le socialisme, mais simplement un capitalisme moins sauvage », affirme-t-on dans l'opposition, même s'il s'agit là d'une conversion limitée. Il n'est pas sûr que le régime militaire soit à même de l'accomplir.

THIERRY MALINIAK

Bolivie

DEUX FRANÇAIS VONT ENQUÊTER SUR LES DROITS DE L'HOMME

La Paz (A.F.P.). — Un syndicaliste et un juriste français sont arrivés, le lundi 11 août, en Bolivie pour enquêter sur la situation des disparus et prisonniers politiques après le coup d'Etat militaire du 17 juillet contre le gouvernement de Mme Gueiler. M. Jean-Jacques Guillemin, président de la C.G.T., et Joël Nordmann, président de la Fédération française des juristes démocrates, ont été accueillis à La Paz par le président de la Commission épiscopale bolivienne, Mgr José María, et le premier secrétaire de l'ambassade de France, M. Gérard Guillemin.

M. Guillemin et M. Nordmann ont déclaré vouloir établir le nombre de tués et les conditions de détention des prisonniers politiques. Ils ont annoncé qu'ils commenceraient leur enquête par un entretien avec le ministre de l'Intérieur, le colonel Luis Arce Gomez, à qui ils demanderont l'autorisation de visiter les prisons de La Paz et d'autres villes de Bolivie. Ils souhaitent l'enquête de sort de MM. Juan Lechin, président de la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.), et Simon Reyes, autre dirigeant de la C.O.B., autre dirigeant de la C.O.B., autre dirigeant de la C.O.B. et dont on ignore s'ils sont encore en vie.

On apprend d'autre part à La Paz, de source proche de l'administration présidentielle, que Mme Gueiler partira, mercredi, pour l'Europe.

PROCHE-ORIENT

Jérusalem ne constitue plus un thème de négociation

écrit M. Begin au président Sadate

« Jérusalem, capitale éternelle d'Israël ne pourra constituer un thème de négociation dans le cadre des pourparlers sur l'autonomie des Palestiniens », écrit le premier ministre israélien dans la lettre, rendue publique lundi à Jérusalem, qu'il avait adressée le 2 août au président Sadate.

« Quiconque déclare que les actes souverains du Peuple d'Israël (Israélien) sont nuls et non avenue fait une déclaration illégitime nulle et non avenue. La même chose s'applique à nos implantations en Judée et Samarie (la Cisjordanie), à Gaza et au Golan. Aucune de ces colonies, îlots et îlots et parties isolées de la terre d'Israël, ne sera jamais éliminée », ajoute M. Begin, en précisant qu'il ne laissera aucune illusion à M. Sadate.

Celui-ci, qui doit faire connaître cette semaine sa réaction, avait demandé au chef du gouvernement israélien de « garantir

que la nouvelle loi sur Jérusalem n'empêcherait pas la question de la ville sainte de faire partie des thèmes de négociations ». Aussi le quotidien Al-Ahram affirme-t-il ce mardi au Caire que la réponse de M. Begin « est une forme de désespoir et que les discussions pourraient reprendre quand l'atmosphère adéquate sera créée ». La position égyptienne inclinait actuellement à laisser aux Palestiniens le soin de régler plus tard directement avec les Israéliens le dossier de Jérusalem. Quant aux colonies juives en Cisjordanie et à Gaza, Le Caire se contenterait pour le moment de leur « gel » sans exiger leur abandon définitif.

Les capitales arabes, de leur

côté, paraissent voir dans la situation présente un moyen de retrouver, au moins passagèrement, leur entente. Aux sept pays (Jordanie, Syrie, Irak, Arabie, Koweït, Qatar, Bahreïn) qui avaient déjà annoncé leur intention (le 12 août) de rompre leurs relations diplomatiques ou de boycotter économiquement tout Etat reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, se sont ajoutés, depuis lundi, les Émirats unis, le Maroc, la Mauritanie, le Yémen du Nord et l'O.L.P.

La presse algérienne, pour sa part, évoque la possibilité d'utiliser « l'arme du pétrole » contre tout gouvernement qui reconnaît l'annexion de Jérusalem. Quant au maréchalissime du Liban, le cheikh Hassan Khaled, il vient de suggérer la convocation d'une conférence islamo-chrétienne pour la défense de Jérusalem et des lieux saints islamiques et chrétiens.

DEUX ANALYSES DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE

« Le Sphinx et le Commissaire », d'Hassanein Heykal

Le titre évoque plutôt l'Agatha Christie de Mort sur le Nil. Mais un sous-titre est là pour nous le rappeler : « Les deux analyses du conflit israélo-arabe ». On se dit quand même que comme dans les Documents du Caire (Flammarion, 1978), dans une œuvre de l'écrivain égyptien devenu confident de Nasser et patron de presse, avant d'être brusquement renvoyé dans le rang par le président Sadate en 1974, va encore nous promener dans les coulisses de « grands » de ce monde, non sans piquant, certes, ni intérêt pour le lecteur, mais avec un contentement d'avoir été qui à la longue finit par lasser.

On lit bien dans le Sphinx et le Commissaire, qui vient d'être publié en français (1), que l'auteur s'est retrouvé une nuit, à Zaglora, près de Moscou, dans le lit du premier ministre égyptien, à la petite histoire n'est pas le thème de cet ouvrage. On a affaire, cette fois, à un livre majeur sur la politique du Karam, son bon vouloir à reconnaître les faiblesses ou les erreurs d'une politique à laquelle il fut étroitement associé.

L'un des chapitres les plus éclairants est consacré à l'origine du soutien égyptien, dont la première organisation nous apprend-il, fut fondée à la fin de la première guerre mondiale à Alexandrie, par un bijoutier juif européen, Joseph Kahan, en liaison avec un de ses coreligionnaires, Victor Stein, servant dans l'armée anglaise.

Le rôle fondamental joué dans le mouvement communiste égyptien par des étrangers ou par des nationaux de culture européenne (de plus souvent français) explique, sans doute, l'attachement indéfectible, jusqu'à nos jours, des marxistes égyptiens au modèle soviétique, et leur peu d'attrait pour ceux du tiers monde. Libres sous le régime de Nasser de s'exprimer, de moins d'aller et de venir, les communistes égyptiens représentent l'époque d'indépendance, jusqu'à nos jours, des marxistes égyptiens au modèle soviétique, et leur peu d'attrait pour ceux du tiers monde.

Et le neutralisme ? Eux qui, avec les intégristes islamiques, sont aujourd'hui, en Égypte, le fer de lance de l'opposition à la « paix séparée » avec Israël, que l'usage aussi l'Union soviétique, comme « exemple de compromis », le traité séparé germano-russe signé en mars 1918 à Brest-Litovsk (alors en Pologne), aujourd'hui en Biélorussie soviétique), qui par parenthèse, est aussi la ville natale de M. Begin.

Nasser n'est cure de ce conseil. Il voulait utiliser les Soviétiques pour se donner une armée capable de mettre un jour Israël à mort. Finalement, c'est l'Égypte qui se trouva, après 1967, à la

fois à la merci des Israéliens et des Russes. Le moment de la guerre de six jours : « L'Union soviétique n'avait pas apporté la moindre aide d'aucune sorte, et n'avait même pas fourni une description précise du camp des forces israéliennes ». À telle enseigne que Le Caire crut à une collusion américano-soviétique.

Paradoxalement, à l'instar d'El Sadate, l'homme qui n'est pourtant pas possible de mettre en doute l'amour qu'il porte à son pays, c'est qu'en conclusion de son ouvrage il ne parait pas envisager l'hypothèse d'une Égypte qui ne serait ni « américaine », ni « soviétique ». Et l'indépendance ? Et le neutralisme ? N'y croit-il plus ? A-t-il trop haïti M. Groussky dans le quotidien Farouk, ou Moscou, le (T)évoquant parler du non-alignement, et il se semblait qu'en fermant les yeux l'entendait Dulles.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

« L'Année de la colombe »

de Eitan Haber, Zeev Schiff et Ehud Yaari

Écrit par trois des meilleurs journalistes israéliens, Eitan Haber, Zeev Schiff et Ehud Yaari, « L'Année de la Colombe » commence quand finit le livre d'Hassanein Heykal. C'est le premier ouvrage publié en français (1) sur cette période cruciale pour le Proche-Orient qu'ont été les années 1977 et 1978 : il existe aussi en arabe, en hébreu, en anglais, en japonais, etc.

Ayant suivi de très près la genèse de la paix égypto-israélienne et ayant eu des contacts privilégiés avec plusieurs de ses « pères » israéliens et arabes, les trois auteurs nous font revivre les événements et découvrir leurs arrière-plans, de 1977 à 1978. Par exemple, le rôle joué par les Marocains et par le général Dayan et le général égyptien

Touhami, personnage mystérieux et mystérieux, pour faire déboucher l'initiative de paix » du rôle sur un véritable dialogue. On envoie le sommet Sadate-Begin de la Noël 1977, à l'été, où l'incompréhension israélienne — égyptienne — s'abaisse presque au drame. Jérusalem, Camp-David, Le Caire, Washington... Dans ces lieux, la paix manqua d'être conclue. Aujourd'hui, les trois journalistes israéliens veulent croire que « trente ans de haine et de guerres » ont pris fin. « 18 000 soldats israéliens et quelque 60 000 soldats égyptiens ayant donné leur vie pour rendre [cela] possible ». Mais dans ce livre, comme dans la paix, il y a un oubli : le peuple palestinien.

J.-P. P.-H.

Iran

Le chef du gouvernement affirme que M. Bani Sadr l'a laissé « entièrement libre » de choisir ses ministres

Le nouveau chef du gouvernement iranien, M. Mohamed Ali Radjavi, au cours de la première conférence de presse, lundi 11 août, a indiqué que le président Bani Sadr l'avait laissé « entièrement libre » de choisir les membres de son cabinet. Le chef de l'Etat a cependant émis « un avis sur le choix des ministres de la défense et de l'intérieur », a-t-il ajouté.

M. Radjavi a commencé ses consultations et présentera son cabinet dans un délai de dix jours comme l'exige la Constitution. On lui prête l'intention d'offrir le portefeuille de la défense ou celui des affaires étrangères à M. Djaleddine Farsi, l'un des principaux adversaires de M. Bani Sadr au sein du parti républicain islamique. Sa candidature à la présidence de la République avait été écartée en janvier en raison de ses origines afghanes.

Interrogé sur d'éventuelles divergences qui le sépareraient du président de la République, M. Radjavi a répondu : « Le président Bani Sadr et moi-même sommes deux frères qui servent le peuple. L'avenir démontrera que le président, le cabinet et moi-même serons tous responsables devant la révolution. Il a conclu en demandant aux journalistes de « cesser de lui poser des questions sur de prétendues divergences avec le chef de l'Etat ».

M. Bani Sadr observe le silence depuis son allocation politique de dimanche dénonçant les « fausses nouvelles » qui tentaient de monopoliser le pouvoir. Mais Radio Téhéran, citant un député

qui avait assisté à une réunion à huis clos du Parlement, rapporte que le président avait déclaré : « Eitan Haber, le neveu de feu le général (M. Radjavi) est obstiné, mais il croit à ses propres idées, alors que ses connaissances des affaires iraniennes ne sont pas suffisantes ».

D'autre part, l'ancien ministre de la Défense, ancien ministre de la Défense, avait été accusé pour ses « liens suspects » avec les États-Unis, a demandé à passer en jugement, dans une lettre publiée lundi par le quotidien Farouk. « Quelques députés ont dit sur moi ce qu'ils voulaient et m'ont accusé de n'importe quoi, les journaux ont rapporté tout cela en ajoutant leurs propres commentaires », écrit l'ancien ministre à la présidence de la République, ayant d'ajouter : « C'est pourquoi je demande (...) un procès qui tout le monde puisse voir, c'est-à-dire qu'il soit tenu avec les juges d'un côté et moi de l'autre, afin que le peuple puisse juger ».

L'un des rares journalistes étrangers qui travaillaient encore en Iran, M. Alex Brodie, correspondant de la B.B.C., a été invité lundi à quitter le pays. Un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères l'a informé que son permis de séjour de trois mois ne serait pas renouvelé en raison de ses « correspondances négatives ».

D'autre part, quatre cents trafiquants de drogue, purgés des peines de un à deux ans de prison, ont été libérés lundi sur l'ordre de l'ayatollah Khomeini à l'occasion de la fête du Fitr, marquant la fin du ramadan.

Chili

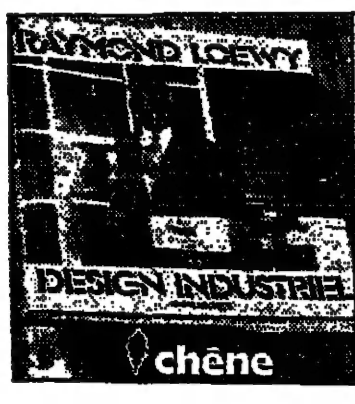
DÉMISSION DU CHEF DE LA POLICE

Santiago (A.F.P.). — Le chef de la police civile chilienne, le général en retraite Ernesto Baeza, a donné sa démission le lundi 11 août à la suite d'accusations selon lesquelles certains de ses subalternes seraient impliqués dans l'actuelle vague d'enlèvements. Un communiqué indique que le président Pinochet a accepté la démission du général Baeza nommé chef de la police civile peu après le coup d'Etat contre Allende, en 1973.

Selon le communiqué, les services de renseignements du gouvernement sont parvenus à la conclusion que certains fonctionnaires de la police, « agissant en marge de la légalité », ont participé aux enlèvements qui ont eu lieu depuis deux semaines.

Au cours de l'un de ces enlèvements, un capitaine, M. José Eduardo Lara, avait été torturé à mort. Les autres personnes séquestrées avaient été libérées, et certaines avaient déclaré avoir également subi des tortures. Une organisation s'intitulant « Commando vengeur des martyrs » (COVEMA), probablement d'extrême droite, avait revendiqué ces actions.

La démission du général Baeza intervient trois semaines après celle du général Odanier Mesa, chef de la Centrale nationale d'Informations (C.N.I.), le principal service de renseignements chilien, qui a succédé à la DINA. Le général Mesa a été remplacé à la tête du C.N.I. par le général Humberto Gordon. A la demande du ministère de l'Intérieur, un juge a été chargé d'enquêter les faits relatifs aux récents enlèvements.



مكتبة الأمل

RIENT
e plus un thème de

AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Nouvelle détérioration des relations entre le Maroc et la Mauritanie

De notre correspondant

Rabat. — Les relations entre le Maroc et la Mauritanie évoluent-elles vers une nouvelle crise aussi grave que celle qui avait accompagné l'accord d'Alger, il y a un an, entre Nouakchott et le Polisario ? Les Marocains le craignent et n'excluent pas une rupture ouverte entre les deux pays. L'incident frontalier du 28 juillet semble avoir mis vraiment le feu aux poudres et précipité le rapprochement de la Mauritanie et du Polisario. Les Marocains ont pourtant toujours opposé des démentis obstinés à toutes les accusations de la Mauritanie, de toute évidence démentées (le Monde du 3 août).

On avait parlé à Nouakchott de bombardement du port de Nouadhibou et de la Ghera. Mais de lui-même le gouvernement mauritanien réduisit ses accusations à une attaque aérienne marocaine contre le poste de Boujanour, situé près de la frontière entre le Maroc et l'ancien territoire espagnol du Rio de Oro, annexé par le Maroc en 1975 après que les mauritaniens l'eurent abandonné. Y a-t-il eu poursuite d'éléments mobiles du Polisario par des avions marocains qui auraient voulu, en lançant quelques roquettes sur les dunes de Boujanour, donner un avertissement à la Mauritanie ?

Toujours est-il que les dirigeants mauritaniens auraient pris l'incident très au sérieux. Au point que plusieurs d'entre eux ont été déposés à la fin de la semaine dernière au point de reconnaissance internationale de la République sahraïenne. La Mauritanie avait déjà reconnu de facto en signant son accord avec le Polisario en 1975, mais elle n'a pas procédé à la démarche officielle.

Saisissant l'occasion que lui fournissait ce regain de tension maroco-mauritanienne, le Polisario décida brusquement, le 5 août dernier, de libérer quarante-cinq détenus mauritaniens, ce que, depuis l'accord d'Alger, il était bien gardé de faire (le Monde du 7 août). Le nombre des détenus mauritaniens civils et militaires dans les camps du Polisario atteindrait, selon les estimations marocaines, plusieurs centaines.

République Sud-Africaine

IMPASSE DANS LES NEGOCIATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES METIS

Au cours d'un entretien, lundi 11 août, avec le premier ministre sud-africain, M. Pieter Botha, les dirigeants du Parti du Congrès (métis) ont réaffirmé qu'ils refusaient de faire partie d'un conseil présidentiel au cas où les Noirs en seraient exclus. En dépit de cette impasse, les représentants de la communauté métisse ont déclaré que l'entrevue s'était déroulée dans une atmosphère « sérieuse et sincère ».

D'autre part, la plupart des cent cinquante-cinq scolaires arrêtés lors du récent boycottage des cours dans les écoles pour non-Blancs ont été relâchés ces derniers jours, a affirmé lundi le Rand Daily Mail, quotidien d'opposition de Johannesburg. Quarante d'entre eux auraient signé une pétition en faveur de l'abolition de l'apartheid.

Enfin, un automobiliste blanc a trouvé la mort et un autre a été blessé lorsque leurs véhicules respectifs ont été victimes d'un accident provoqué par des jets de pierres de manifestants dans la banlieue de la ville du Cap, lundi. Dans la « ceinture noire » du Cap, la police a dû intervenir à plusieurs reprises contre des manifestants qui ont notamment incendié un véhicule des postes. (A.F.P., U.P.I.)

sudestasie

MAGAZINE D'INFORMATION

Pour la première fois : un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est

No 4 Août-Septembre 80

Vous découvrirez dans les 80 pages de Sudestasie :

- Pourquoi l'Inde a-t-elle reconquis le Cambodge ?
- L'Asie du Sud-Est japonaise
- Suppuration et sous-développement en Asie
- L'évolution des structures socio-économiques dans les pays non-socialistes d'Asie
- Sri-Lanka : le thé amer de la famine
- Le cour spirituel de la Birmanie : Shwedagon, la grande pagode d'or

et notre dossier spécial en 16 pages : LE TOURISME EN ASIE DU SUD-EST

Tarif annuel d'abonnement : France : 90F et pays d'Europe : 120F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris

Nom _____

Adresse _____

MOSCOU ET LES PAYS DE L'EST

L'aggravation de la situation en Pologne préoccupe le Kremlin

Dans sa résidence d'été en Crimée, M. Leonid Brejnev a terminé le 11 août ses consultations rituelles avec les chefs des partis communistes des pays de l'Est européen en recevant M. Honecker. Notre correspondant à Moscou analyse ci-dessous les différents communiqués publiés à cette occasion.

Seul le texte relatif à l'audience accordée le 31 juillet à M. Gierak évoque une information réciproque sur la « situation intérieure » de chaque pays. Des graves sporadiques ont encore lieu en Pologne et les autorités continuent à satisfaire tant bien que mal les revendications. Ainsi, les éboueurs de Varsovie viennent de recevoir la promesse d'une augmentation progressive des salaires, de l'ouverture d'un centre de distribution de viande dans chacune des cinq bases de

De notre correspondant

Ainsi le communiqué soviéto-polonais fait-il référence à la conférence de Paris des partis communistes européens réunis à l'initiative conjointe du P.C.F. et du P.O.U.P. et le communiqué soviéto-polonais fait allusion, par exemple, à la « situation intérieure » à propos de laquelle M. Brejnev et Gierak se sont mutuellement informés. On ne peut manquer de voir dans cette phrase une expression des inquiétudes ressenties face à la dégradation de la situation économique et sociale en Pologne. Bien que les moyens d'information soviétiques soient totalement muets à ce sujet, il est évident que l'évolution des événements est suivie avec beaucoup d'attention à Moscou.

D'autre part, le communiqué Brejnev-Honecker contient une référence implicite aux relations entre les deux Etats allemands, bien que la R.F.A. ne soit pas nominalement citée. Au moment où l'on célèbre le dixième anniversaire du traité de Moscou entre l'U.R.S.S. et la R.F.A. — je l'ai dit — il est important dans la voie d'un rapprochement sensible du climat en Europe, dans le raffermissement de la détente en tant que

La situation « intérieure » en Pologne

D'autres différences semblent tenir à une « division des tâches » entre les communistes. Comme chacun ne peut pas aborder tous les sujets de politique intérieure, il faut pour rappeler à l'ordre les positions du camp socialiste. Le communiqué Brejnev-Husak avec M. Gierak souligne avec la juste cause du peuple polonais et indique que la tentative d'isoler l'U.R.S.S. a fait long feu. Avec M. Husak, Moscou rappelle ses initiatives et ses propositions de négociations sur la base de la coopération avec les systèmes américains, et la reconnaissance de la situation polonaise dans la lutte pleine et entière pour la paix et la sécurité en Europe.

Certains nuances peuvent encore être rapportées à des initiatives propres à certains P.C.

LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DU TRAITE DE MOSCOU

Les relations germano-soviétiques sont un facteur de stabilité en Europe estiment les dirigeants des deux pays

Le dixième anniversaire du traité de Moscou entre la République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique a donné lieu à de nombreux commentaires. Par son traité, signé le 12 août 1970 par MM. Brandt et Kossyguine, les deux pays s'engageaient notamment à respecter « l'intégrité territoriale des Etats en Europe dans leurs frontières (du moment) ».

Ecarter ainsi, au nom de la Realpolitik, le rêve de la réunification, le chancelier ouest-allemand de l'époque mettait un terme à vingt-cinq ans de guerre froide entre les deux pays, ce qui allait permettre de débloquer les relations de la République fédérale avec les autres pays membres du pacte de Varsovie, notamment la R.D.A.

Quelques mois plus tard, M. Brandt signait le traité de Varsovie : en septembre 1971, était conclu l'accord quadripartite sur le statut de Berlin et en août 1972 le traité de Berlin. Est marquant le début des relations officielles entre les deux Allemagnes.

M. Brandt, actuel président du parti social-démocrate (S.P.D.), a estimé que le traité de Moscou, élément-clé de l'Ostpolitik de

Bonn, a signé malgré le Vietnam et maintiens malgré l'Afghanistan, est à l'origine de la « relative stabilité » en Europe, qui a pu être préservée en dépit de l'actuelle tension Est-Ouest. Dans un message, adressé ce mardi à M. Brejnev, M. Schmidt souligne également l'importance du dialogue germano-soviétique et évoque le dessein de faire en sorte que les relations entre les deux pays demeurent stables et évoluent conformément aux objectifs du traité de Moscou.

MM. Brejnev et Kossyguine avaient pour leur part célébré l'importance du traité dans une lettre adressée lundi 11 août au président Carstens et au chancelier Schmidt. « Une complaisance conséquente de la politique qui s'est concrétisée par le traité de Moscou puis par les traités conclus entre la R.F.A. et d'autres pays socialistes et en plus dans l'acte final d'Helsinki, demeure un facteur décisif de la stabilité en Europe, un gage de paix juste et durable sur notre continent », souligne le message. Il s'agit donc que cette politique a été confirmée de façon concluante par le récent voyage de M. Schmidt à Moscou.

ASIE

Sri-Lanka

Le gouvernement a adopté de nouvelles mesures répressives

Le gouvernement sri-lankais a donné l'ordre à la police et à l'armée d'ouvrir le feu sur toute personne causant des dommages aux biens publics ou privés. Cette mesure a été prise à la suite d'une manifestation qui avait dégénéré en émeute le vendredi 8 août à Colombo pour protester contre le licenciement d'environ quarante mille grévistes du secteur public. Plusieurs centaines de manifestants s'étaient répandus dans le centre de la capitale, détruisant une centaine de voitures, une soixantaine d'autobus et des dizaines de magasins. Une centaine de personnes avaient été blessées, dont un parlementaire. Les forces de l'ordre avaient procédé à plusieurs arrestations, des personnalités syndicales et d'opposition, dont M. Colwyn de Silva, ancien ministre, ont été incarcérées.

Les manifestants s'en étaient principalement pris aux autobus pour protester contre le refus des employés de la compagnie de transports d'état de participer à la grève générale organisée le 19 juillet. Celle-ci avait pour but d'obtenir des augmentations de salaire permettant de compenser une inflation galopante. Cette grève avait été déclarée illégale par le président M. Jayewardene, qui avait ordonné le licenciement de tous les grévistes et annoncé qu'une loi serait prochainement promulguée, qui interdirait grève dans les services publics. Il avait mobilisé les forces armées, décrété l'état d'urgence et renforcé la censure de la presse. Depuis le début de l'année, la position du gouvernement conservateur s'est durcie dans les conflits politiques et sociaux. M. Jayewardene et son premier ministre, M. Premadasa, craignent que l'opposition ne profite des difficultés économiques actuelles pour se renforcer.

Chine

Selon le comité central du P.C. le culte de la personnalité « MANQUE DE DIGNITE POLITIQUE »

Le culte de la personnalité « manque de dignité politique ». Tel est le thème de la directive du comité central du P.C. chinois, diffusée lundi 11 août à Pékin. Ce texte, publié près de quatre ans après la mort de Mao Tse-tung et à l'approche du procès de la « bande des quatre », prévoit la suppression, dans un certain nombre de lieux publics, des portraits du « grand timonier » dans la capitale chinoise, tous ces portraits, à l'exception de celui figurant sur la place Tien-An-Men, ont été décrochés la semaine dernière.

La directive prévoit d'autre part que la diffusion des écrits de Mao Tse-tung et des autres dirigeants devra désormais être réduite et opérée avec « prudence ». Il s'agit d'une nouvelle critique voilée de M. Hua Guofeng, dont les portraits ont longtemps figurés aux côtés de l'ancien dirigeant et qui avait, en 1977, supervisé la publication du tome V de ses Œuvres choisies. Déjà l'an dernier, le comité central du P.C. avait décidé de limiter la construction de monuments, les publications de biographies de maréchaux choisis et de discours de dirigeants.

On ne sait encore ce qu'il adviendra du mausolée de Mao Tse-tung. Un porte-parole du gouvernement a refusé de répondre quand il lui a été demandé lundi si le corps du défunt serait transporté au cimetière des martyrs de Babaoshan, et si le bâtiment serait transformé en musée. — (A.F.P. - A.P.)

Allemagne fédérale

M. Helmut Schmidt propose sa médiation dans le conflit sur la cogestion

De notre correspondant

Bonn. — A moins de deux mois des élections législatives du 5 octobre, le chancelier Schmidt va probablement devoir arbitrer un conflit sur la cogestion dans les entreprises, conflit dont il se serait bien passé à pareille époque. Lundi 11 août, aussitôt après l'échec des négociations entre les protagonistes immédiats, la société Mannesmann et le syndicat de la métallurgie I.G. Metall, M. Schmidt a fait une offre de médiation aux deux parties. Car la tourmente politique prise par les événements envenime les rapports entre les partenaires de la coalition sociale-démocrate (S.P.D.) et libérale (F.D.P.).

Le conflit a été déclenché par le plan de restructuration de Mannesmann présenté le 28 mai, par le président de la firme, M. Overbeck (le Monde du 28 juin). En proposant de regrouper les usines d'acier de la maison mère avec une filiale fabriquant des tubes, M. Overbeck ne vise pas seulement à réaliser des économies de personnel de 50 millions de marks par an (117 millions de francs) en période de crise de la sidérurgie. Il cherche aussi, selon ses adversaires, à réduire le pouvoir de l'I.G. Metall au sein de la direc-

tion de l'entreprise. En perdant ses activités sidérurgiques, la maison mère passerait en effet sous le régime général de cogestion de 1970, beaucoup plus favorable au patronat que la loi de 1951 sur la cogestion paritaire des entreprises du charbon et de l'acier.

M. Overbeck n'avait pas compté avec la combativité de l'I.G. Metall, ni avec le flair politique du puissant chef du groupe parlementaire S.P.D., M. Herbert Wehner, qui a vu dans l'affaire une aubaine pour renforcer l'appui traditionnel des centrales ouvrières de son parti. M. Wehner a déposé en extrême en juillet, à la fin de la législature, une proposition de loi visant à éviter que la cogestion style 1951 ne soit tournée. Il a même menacé de demander une session extraordinaire du Bundestag en plein été, pour discuter du texte que les libéraux ont aussitôt rejeté, par souci de ménager leur propre clientèle de cadres et de chefs d'entreprises. La balle est maintenant dans le camp de M. Schmidt, qui va s'efforcer de désamorcer la discorde avant que la République fédérale n'entre dans la « phase chaude » de la campagne électorale.

(Interim.)

société

LA SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ONU SUR L'ESCLAVAGE

Un rapport dénonce l'exploitation de cinq cent mille enfants italiens

De notre correspondante

Genève. — Selon le rapport établi par la Société anti-esclavagiste, basée à Londres, et l'intention des experts du groupe de travail de l'ONU sur l'esclavage, qui se tient depuis le 11 août au Palais des Nations (le Monde du 12 août), l'Italie a le triste privilège de venir au premier rang des pays de la C.E.E. pour ce qui est de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine. Cinq cent mille enfants y sont occupés, la plupart du temps illégalement, dans tous les secteurs de l'économie.

« La conspiration du silence »

Les enfants qui travaillent dans l'industrie du cuir sont souvent atteints de polyarthrite provoquée par les vapeurs de colle. Cette maladie touche les articulations et entraîne une paralysie du système nerveux en causant de fortes douleurs. Non soignée, elle peut provoquer la mort. Plus du quart des enfants qui souffrent ont moins de quatorze ans. La seule mesure qui ait été prise en leur faveur a été non pas de leur donner des soins appropriés, mais de leur verser une pension d'incapacité de travail estimée à 30 %.

ISABELLE VICHNIAC.

Il est évident que si les enfants étaient scolarisés durant au moins huit ans, comme le veut la loi, le problème ne serait pas aussi grave. Selon une enquête réalisée par le ministère italien du travail, auprès de dix mille sept cent cinquante enfants qui travaillent, 62 % ne fréquentent pas l'école et 38 % seulement ont obtenu leur certificat d'études élémentaire, pièce qui est délivrée après cinq ans de scolarité.

À Naples, la plupart des enfants quittent l'école au début de leurs études. Des inspecteurs du travail milanais estiment que « quelquefois, les enfants travaillent parce que l'école les persuade qu'ils ne sont pas faits pour étudier ». En effet, les enseignants se montrent intolérants envers les enfants qui en sont réduits à travailler et assimilent leur absence à des échecs scolaires, les encourageant ainsi à gagner de l'argent, à se sentir utiles et non pas méprisés comme à l'école.

Quant aux enfants qui fréquentent l'école, ils restent livrés à eux-mêmes tous les après-midi et certains parents préfèrent les faire travailler plutôt que de les voir traîner dans les rues. Il convient d'autre part, de relever une incohérence dans la législation italienne : la loi fixe à quinze ans l'âge minimum d'accès à l'emploi, alors que les enfants ne sont tenus de fréquenter l'école que jusqu'à quatorze ans révolus. L'application de la législation est, en outre, fortement compromise, comme l'indique le juge du travail de Naples, par une « conspiration du silence qui lie travailleurs, employeurs et familles ».

RACISME

La section syndicale C.F.D.T. du Sernam (Service national des messageries, rattaché à la S.N.C.F.) a élevé une protestation contre le caractère raciste du texte proposé aux candidats à l'examen de commis des messageries qui a eu lieu récemment. Une pétition a circulé parmi les membres du personnel et une lettre a été envoyée à la direction, exigeant des explications.

Le texte de l'épreuve de dactylographie, qui était nationale, retraçait l'évolution de l'être humain depuis les débuts de la civilisation. Le texte à transcrire expliquait notamment : « Ainsi la race la plus évoluée se mêlant-elle aux races inférieures, des hommes-singes, ce sont des mélanges qui ont donné les négroïdes (nègres, Australiens, etc.), les sémites (Asiatiques, Juifs) et les mongoloïdes (Russes de l'Est, Égyptiens, Tibétains). L'homme blanc occidental (Européen) doit avoir conservé la pureté de son ancienne race aux derniers phénomènes glaciaires qui bouleversèrent notre globe, 20 000 ou 30 000 ans avant notre ère. Lorsque les glaces furent fondues, ces tribus nordiques se trouvèrent avoir une supériorité immédiate sur les autres tribus de Cro-Magnon dégénérées par les alliances avec les primitifs. »

La direction du Sernam que nous avons interrogée, affirme que le texte a été écrit par un spécialiste de la formation et a été soigneusement relu par des « hauts professionnels ».

UNE NOUVELLE VICTIME DE L'ALCOOL FRELATÉ

Quand l'eau est rare et le pastis bon marché

De notre envoyé spécial

Valence. — Les habitants de Silhac (Ardèche) restent incrédules face à l'évidence : l'alcool, même fabriqué avec du méthanol, un produit de synthèse tout à fait impropre à la consommation, ne peut être responsable pour eux du décès de Christian Villeneuve, vingt-six ans, le mardi 5 août. Pourtant les résultats de l'autopsie ont été très clairs : l'homme était bien la victime d'une intoxication par du méthanol. Or, il n'y avait pas de méthanol dans le pastis qu'il avait bu, mais de l'alcool de vin. La consommation de pastis ou d'eau-de-vie frelatée (le Monde du 6 septembre 1979 et du 18 avril).

La fatigue des derniers temps de la victime, son état de santé, les tranquillants qu'il aurait absorbés, l'absence pour l'instant des résultats de l'autopsie des bouteilles trouvées chez lui et, en revanche, les résultats négatifs des examens pratiqués sur ses amis : tout est prétexte pour innocenter l'alcool dans ce pays granitique où l'eau est rare et le vin bon marché. Les trois quarts des hommes, d'après les médecins locaux, boivent trop mais ils ne s'en inquiètent guère : la « piquette », disent-ils, n'a-t-elle pas un degré d'alcool inférieur à 5 ? La piquette qu'on fabrique soi-même n'est-elle plus « naturelle » que celle de M. Ricard ?

Même si on admet parfois la responsabilité du méthanol dans le décès de la victime, on y voit une preuve supplémentaire de la nécessité de rétablir le privilège des bouilleurs de cru supprimé par M. Pierre Mendès France en 1958. « Les mentalités n'ont pas eu le temps d'évoluer », déclare un agriculteur, vingt-quatre ans après la réforme.

Dans le village de Silhac, la moitié seulement des cent exploitants peuvent, grâce à un grand-père ou grâce à la veuve d'un ancien, distiller 10 litres d'alcool pur par an : « Encore, explique l'un d'eux, est-ce peu lorsque la femme a fait sa tarte de framboises et qu'il a fallu aider le vache à vider son lait dans 7 ou 2 litres de gnoise. » L'alcool vient donc à manquer même si quelques-uns n'hésitent pas, malgré les « rats-de-cave », les inspecteurs des impôts indirects, à faire fonctionner leur alambic dans l'arrière-cour de leur ferme.

Certains se sont résignés à acheter à la ville leur pastis : d'autres comme Christian Villeneuve, un ancien employé de banque arrivé de Lyon en 1973 pour vivre autrement, ne s'y sont pas résignés. C'est « hippie », comme on appelle ici les nouveaux arrivants, fabriquait lui-même, en grande quantité, du pastis et de l'eau-de-vie avec un alcool acheté à d'autres. « C'est l'état qui est responsable de cette mort, confie un paysan. Si on l'avait

Le Monde

A Marseille

Des militants d'extrême droite sont gardés à vue après l'attentat contre l'imprimerie « Encre noire »

La sûreté urbaine et les renseignements généraux ont opéré des perquisitions, mardi 12 août, à l'après-midi, dans la région marseillaise, chez des militants d'extrême droite et d'extrême gauche à la suite de l'attentat, le lundi 11 août à 2 h 30, contre une imprimerie d'extrême gauche au centre de Marseille (le Monde du 12 août). Une dizaine de personnes appartenant pour la plupart à des groupuscules néonazis ont été interpellées et placées en garde à vue : elles étaient entendues, ce mardi 12 août, dans la matinée, dans les locaux de la police. On ignore pour l'instant les raisons pour lesquelles des militants d'extrême gauche ont été visés.

L'attentat a été revendiqué, dès le lundi 11 août, après de l'A.F.P., par un correspondant anonyme se réclamant de « la cellule Ordre et Justice nouvelle et des amis de Jacques Mazié » (nos dernières éditions). Raymond Mazié — et non Jacques — est un inspecteur de police de la sûreté urbaine démissionnaire d'une manifestation antiraciste à la Foire de Marseille, le 17 avril 1979 (le Monde du 18 avril). Le même correspondant anonyme a rappelé que la cellule Ordre et Justice nouvelle était

Le comité de sauvegarde de la révolution islamique s'en prend aux constructeurs d'un réacteur destiné à l'Irak

Le Comité de sauvegarde de la révolution islamique, qui a revendiqué deux attentats commis jeudi 7 août à Paris et à Rome pour protester contre la vente de matériel nucléaire à l'Irak (le Monde du 9 août), a menacé par divers appels téléphoniques les sociétés qui participent à la construction d'un réacteur nucléaire de recherche destiné à l'Irak, qui doit être mis en service à la fin de l'année.

M. Vsevolod Dmitriev, directeur général des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.), société d'ingénierie et de construction nucléaire, a confirmé que son entreprise a bien été l'objet d'appels téléphoniques « menaçants », affirmant que si nous continuons à fabriquer des armements nucléaires, cela nous portera malheur et nous et à notre personnel qualifié, a-t-il déclaré. « Or, ajoute-t-il, nous ne sommes pas des fabricants d'armements nucléaires, et nous ne sommes qu'un million de la chaîne qui construit le réacteur nucléaire qui sera installé à l'Irak depuis des années. »

Le correspondant anonyme parlant au nom du comité islamique, a, en outre, indiqué qu'il avait

LE CLODO CONTRE LA C.I.I.

Une bombe de forte puissance a été découverte dans la nuit de samedi 9 août contre le mur d'enceinte des locaux de la société C.I.I. - Honeywell-Bull à Louveciennes (Seine-et-Marne). L'engin, qui contenait quelque 5 kilos d'explosif, avait la forme d'un bidon cylindrique en fer blanc, haut d'environ 40 centimètres. Il a été trouvé par un des nombreux gardiens qui surveillent jour et nuit cette société. Son dispositif de mise à feu n'avait pas fonctionné et il a été démonté par les services de déminage de Versailles.

L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire de Versailles qui a relevé, sur un mur, près du transformateur au pied duquel était placée la bombe, des inscriptions : « Halles au nucléaire », « Non au fâcheux », et « C.I.I. = R.D.F. ». Ces graffiti étaient situés au-dessus du C.I.I. (Comité libérant ou démantelant les ordinateurs). Ce comité a revendiqué les sabotages d'installations informatiques commis à Louveciennes chez Philips et C.I.I. Honeywell-Bull les 6 et 9 avril (le Monde du 11 avril).

L'établissement visé par cet attentat revendiqué, est le plus important de la société C.I.I. dans la région parisienne — il emploie près de deux mille personnes — groupe essentiellement des bureaux d'études et ne possède, selon la C.I.I., aucun matériel sensible. Cependant, une tentative de sabotage y a déjà eu lieu le mois dernier. Un ordinateur a été surpris de nuit, à proximité d'un local où se trouve un ordinateur. Une fusillade a eu lieu entre les gardiens et l'inconnu qui s'est enfui. Depuis cet incident, les rondes de police ont été renforcées.

Attentat à Paris. — Un attentat à l'explosif a pulvérisé dans la nuit du 11 au 12 août, à Paris, la devanture de la banque de crédit Sofinco-La Hénin.

Sur les lieux ont été retrouvés des tracts du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.), protestant contre l'occupation de la Corse par des organismes étrangers.

Faits et jugements

Un clown affirme qu'il a été victime de violences policières

Alain de Mayencourt, vingt-six ans, illusionniste et clown, qui se produit plusieurs fois par semaine sur le boulevard Saint-Germain, à Paris, près des cafés Les Deux Magots et le Flore, déclare avoir été maltraité par deux agents du commissariat central du VI^e arrondissement, Bonaparte, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 août. Il avait été interpellé, vers 23 h 30, alors qu'il effectuait un numéro de salom entre les automobiles, dans une planche à roulette, boulevard Saint-Germain. Il fournit à l'appel de ses déclarations des certificats médicaux attestant qu'il a eu, notamment, le tympan droit à la suite de violences subies. Alain de Mayencourt précise avoir été battu, injurié, et déshabillé, avant d'être relâché. Il a porté plainte à la police, mais les mêmes services après une première arrestation le 14 mai 1980.

Selon la police, Alain de Mayencourt, par son spectacle, provoquait un attroupement qui gênait la circulation. De plus, il aurait refusé d'obtempérer. Une procédure de « rébellion, incitation à coups et blessures volontaires contre agents dans l'exercice de leurs fonctions » et « dégradation de véhicule administratif », est engagée contre lui. Alain de Mayencourt affirme n'avoir présenté aucune résistance et affirme qu'il va déposer plainte en se constituant partie civile.

L'ancien docteur René Roque mis en liberté. — Détenu depuis le 13 juin à Lyon pour une tentative de vol de diamants, le boxeur René Roque, ancien champion d'Europe et de France des poids légers, a été remis en liberté récemment. L'ancien champion, âgé de trente-neuf ans, a été placé sous contrôle judiciaire, mais il n'aura pas à verser de caution. René Roque avait déjà été impliqué dans plusieurs affaires de recel de biens du Trésor, de recel de bijoux volés, d'assistance à proxénétisme, de détention illégale d'armes prohibées (le Monde du 10 mars 1977). René Roque a été condamné à chaque fois d'une peine au tribunal ou d'un non-lieu à l'ins-truction.

Un enfant meurt pendu devant une trentaine de témoins

Un jeune garçon âgé de onze ans, Pierre Giangreco, de nationalité italienne, est mort pendu, dimanche 10 août, en face de l'immeuble de ses parents à Parthenay-sur-Meuse (Moselle). Au cours d'un jeu avec des camarades, l'enfant a fait passer un corde coincé autour de son cou et s'est suspendu à un croisillon métallique reliant deux poteaux télegraphiques, sous les yeux d'une trentaine de témoins, habitants de la cité où il a bien le drame. Aucun d'entre eux n'a eu la présence d'esprit de couper la ficelle dont s'était servi l'enfant, jusqu'à ce qu'une doctoresse qui passait par hasard détache le corps, mais trop tard. Un témoin aurait enjoint aux autres de ne pas toucher le corps de la victime avant l'arrivée des gendarmes.

Emission pirate du P.S.U. à Sarlat

Périgueux. — Une émission de radio-pirate, d'allures quasiment inaudibles, a été diffusée samedi, lors du passage à Sarlat (Dordogne) de la caravane du P.S.U. avec Mme Eugénie Bouchard, secrétaire nationale, qui présentait son programme présidentiel au cours d'une conférence de presse et d'un débat public. Les inspecteurs du S.R.P.J. de Bordeaux avaient tenté en vain de siffler le lien d'émission. Lundi 11, ils se sont présentés à 7 h 30 au domicile de M. Jean Vilatte (P.S.U.), adjoint au maire de Sarlat. La perquisition de la maison a été vaine. Toutefois, M. Vilatte a été convoqué au commissariat de Sarlat où il a été entendu sur instruction du parquet de Bergerac. — (Corresp.)

Suicide d'un détenu. — Jean-Jacques Baron, vingt-six ans, a été retrouvé pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Rennes dans la nuit du mardi 5 août. Inculpé de vol, il était retenu en détention provisoire depuis le 10 juillet 1980. Il n'a pas laissé de lettre expliquant les mobiles de son acte. C'est le vingt-neuvième suicide de détenu

CASSEURS PAYEURS

Des jeunes gens de Champagne (Jura) s'étaient livrés à des « actes de vandalisme ». Pris sur le fait, ils ont été « jugés » leur peine. Le maire les a obligés à travailler pendant leurs vacances à des tâches de propreté et d'embellissement du bourg. Les gendarmes avaient décollé l'alarme des pompiers : ils devaient nettoyer la caserne. Ils avaient jeté des pots de fleurs dans le bûche : il leur fallait le réparer. Qui casse répare, c'est le bon sens populaire.

Mais, à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), les parents devront remettre en état ce que leurs « chers anges » ont fragilisé ou détruit. Trois enfants de cinq à six ans ont fait une « descente » à l'école maternelle, sans doute romaine. Après avoir cassé un carreau, ils s'en sont donné à cœur joie, s'en prenant au mobilier à coups de petite poterie, s'acharnant sur les tenturettes apporées à peindre par un élève de Frelat et leur tordant le cou. Devant l'étendue du désastre, l'adjoint au maire n'a pas porté plainte, mais les parents devront installer des sacs à ordures récemment acquis par la municipalité dans les rues de la ville.

Deux personnes ont trouvé la mort dans deux accidents de montagne en Haute-Savoie, lundi 11 août. Un jeune garçon, âgé de dix ans, a fait une chute dans les gorges d'un torrent alors qu'il se promenait avec un groupe d'une colonie de vacances près de Saint-Jean-de-Sixt. D'autre part, M. Paul Rommelero, trente-neuf ans, a fait une chute mortelle d'une trentaine de mètres dans un torrent aux environs de Sixt.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des offres d'immobilier
vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Pierres précieuses et pierres fines pour touristes Ces bonnes affaires qui n'en sont pas

Au moment où l'un des gros diamants du monde — l'« Océan de l'Inde », 70,26 carats (1) — est exposé à l'hôtel Carlton de Cannes, il n'est pas inutile de rappeler les risques que le profane court lorsqu'il achète des pierres précieuses ou fines à des vendeurs peu sérieux. Les personnes qui peuvent offrir les plus belles pierres précieuses sont certes rares. Mais nombreuses sont celles qui, croyant faire une très bonne affaire en achetant une modeste gemme, se font « rouler ».

« Venez voir mes alexandrites », dit-il. Ce sont vraiment des alexandrites ? Le marchand du Khan Khaili (le basar du Caire) prend un air de surprise douloureuse. « Je ne vends que des pierres vraies. D'ailleurs, je vais vous le prouver. Vous le voyez, mes alexandrites sont rouges avec des lampes normales, le change l'éclairage. Avec les lampes à incandescence, elles sont vertes. Et, en plus, elles rayent la glace. » Le marchand a souvent dû faire cette démonstration : la vitre du comptoir vitrine est couverte de fines rayures. De retour à Paris, nous téléphonons à M. Henri-Jean Schubnel, maître-assistant, chef de service de la galerie de minéralogie du Muséum national d'histoire naturelle. « Oh mes-voilà, vous achetez votre alexandrite ? » — « Au Caire. » — « Alors c'est un corindon synthétique dopé au vanadium et fait, très probablement, dans le Jura français ou suisse. Combien l'avez-vous payé ? » — « 20 francs, après avoir marchandé. » « Vous n'avez pas vu que c'est une coupe ? A ce prix-là, ne repartez rien. »

Cette petite histoire, qui nous est arrivée il y a quelques mois, illustre assez bien les risques auxquels se laissent prendre les touristes. Le voyageur, en général, ne connaît rien aux pierres. Mais il pense trop souvent avoir trouvé l'occasion inespérée, occasion d'autant plus alléchante que le pays visité est lointain. Pourtant, tout le monde le sait,

les marchands, sérieux ou non, sont des commerçants et non des philanthropes, et tous sont au courant des prix réels des vraies pierres.

La naïveté peut coûter cher : il y a quelques années, à Bangkok, un homme d'affaires français achète trois saphirs de 1 à 3 carats pour une somme totale d'une dizaine de milliers de francs (soit la moitié du prix moyen d'aujourd'hui). Il s'agit, en fait, d'un spinelle bleu synthétique, d'un saphir synthétique et d'un petit saphir d'Australie valant à eux tous 500 francs au grand maximum. L'appât de la « bonne affaire » peut faire perdre tout sens critique, même aux spécialistes. Un lapidaire a ainsi acheté à Rio-de-Janeiro, de nuit, une splendide rubellite qui était encore dans sa gangue de quartz et de mica, et dont le rouge, à la lumière d'une lampe de poche, était superbe. Au jour, ce n'était plus que du verre rouge autour duquel on avait habilement collé du mica et du quartz.

Toutes ces imitations ne sont pas sans gravité. D'autant que de nombreux minéraux ont des ressemblances les uns avec les autres : des grenats ou des spinelles rouges peuvent être pris pour des rubis, un péridot ou une tourmaline verte ont un aspect qui, pour le profane, se rapproche de celui de l'émeraude. Les topazes ont une gamme de couleurs et variétés qu'elles peuvent passer pour des aigue-marines, des spinelles, des tourmalines, des citrines, des quartz jaunes, et même pour des diamants (telle celle de 1840 carats qui ornait la couronne des rois du Portugal).

Les choses se compliquent encore avec la teinture artificielle des pierres. Un bain judicieusement dosé peut renforcer la couleur du lapis-lazuli ou de la turquoise. Chauffée, une améthyste violette vire définitivement au jaune orangé, au brun ou au vert, et une aigue-marine claire fonce — la couleur bleu profond étant plus appréciée. Le même traitement appliqué à un siron de couleur (brun, jaune ou orange) fait passer celui-ci d'abord au bleu, puis à l'incolor.

Or les sirones incolores sont les pierres naturelles qui imitent le mieux les diamants.

Certaines supercheries se trahissent elles-mêmes : la kumite rose pâle (pierre bon marché) devient verte au chauffage et peut alors être prise pour une kikkite (minéral très voisin certes, mais plus cher...), malheureusement elle revient à sa couleur d'origine après quelques semaines.

Il faut se méfier des doublés et des triplets faits d'une couche de pierre véritable collée sur une base de verre, de pierre vulgaire ou de plastique ; une « bonne affaire » prise pour une kikkite (minéral très voisin certes, mais plus cher...), malheureusement elle revient à sa couleur d'origine après quelques semaines.

On peut aussi reconstituer des pierres — les turquoises notamment — par broyage de débris, addition de colle et cuisson du tout.

Des noms d'usage

Que peut faire l'acheteur pour se prémunir contre de telles fraudes ? Eventuellement, emporter une « échelle pour grandes durées » (2), petit outil qui s'achète chez les naturalistes. Mais l'amateur ne peut évidemment pas se procurer avec un microscope, un spectroscopie, un réfractomètre et autres appareils indispensables aux experts.

L'amateur doit avoir, en départ, une idée des prix moyens des différentes pierres qui l'intéressent. Il doit acheter chez les marchands connus pour leur sérieux, qui existent dans tous les pays. Il doit se rappeler que certaines pierres portent, dans le commerce, des noms d'usage — interdits en principe — qui prêtent à confusion : le « diamant d'Alençon » est, en fait, un quartz enfumé et le « diamant de Tasmanie » est une topaze blanche, le « rubis de Californie » n'est qu'un grenat et le « rubis du Brésil » qu'une tourmaline rouge.

L'amateur doit aussi savoir que dans divers États existent des organismes officiels qui, au vu de la facture, peuvent faire annuler des ventes abusives. Il doit enfin se rappeler que les pays du Sud et du Sud-Est asiatiques sont les plus grands acheteurs de pierres synthétiques et que, en général, ces dernières sont taillées avec moins de soin que les pierres véritables.

Si une pierre plat pour se former, pour sa couleur, ou pour l'absence de défauts, rien de plus naturel que de l'acheter, surtout si son prix ne dépasse pas quelques dizaines de francs. Mais si l'on recherche l'« affaire du siècle », on est pratiquement sûr d'être trompé.

YVONNE REBEYROL.

Diamant vert, grenat jaune et topaze bleue

LES pierres ou minéraux présentant un intérêt pour leur prix ou leur beauté sont beaucoup trop nombreux pour que nous donnions quelques caractéristiques de chacun d'entre eux. Nous nous contenterons donc de quelques informations sur ceux que nous choisissons.

Il faut d'abord mettre à part les quatre pierres précieuses :

● Le diamant (carbone pur cristallisé) est la plus dure des pierres. Seul le diamant raye le diamant. Incolore le plus souvent, le diamant peut être bleu (le diamant « Faint de Hollande » de 198,60 carats par exemple), vert (le diamant Dredge), jaune, rose, etc.

● L'émeraude (silicate d'aluminium et de beryllium) est un beryl (comme le sont l'aigue-marine et le beryl) qui doit sa couleur verte unique au chrome et au vanadium.

● Le rubis est un corindon (oxyde d'aluminium) qui doit sa couleur rouge au chrome. Les gros rubis (au-delà de deux carats) sont les plus chères des pierres précieuses.

● Le saphir est aussi un corindon, mais coloré en bleu par du fer et du titane, en violet par du vanadium, ou rose par du chrome, en jaune ou en vert par un peu de fer.

Toutes les autres pierres, citées ci-après par ordre alphabétique, sont dites « fines ».

● L'aigue-marine (silicate d'aluminium et de beryllium) est un beryl coloré en bleu profond, en bleu pâle ou en vert clair par du fer.

● L'alexandrite est un chrysobéryl (aluminat de beryllium). Elle est verte au soleil et pourpre à la lumière électrique.

● L'améthyste est un quartz (dioxyde de silicium) coloré en violet plus ou moins intense par de l'oxyde de manganèse.

● Le grenat désigne tout un groupe de minéraux divers (tous sont des silicates) dont les couleurs vont du rouge assez sombre à l'orange, au vert émeraude et au jaune citron.

● La topaze (silicate complexe avec aluminium et sodium) est d'un bleu intense au milieu duquel brillent des inclusions de pyrite.

● Le spinelle (aluminat de magnésium) peut avoir des couleurs très diverses. Pendant longtemps, le spinelle rouge a été appelé « rubis balais », ce qui est actuellement interdit.

● La topaze (fluosilicate d'aluminium) peut être de teintes très variées, d'incolor à rose vif, de bleu clair à vert pâle, mais aussi, bien sûr, de jaune à brun. Elle change de couleur si on la chauffe.

● La turquoise (phosphate basique hydraté d'aluminium et de cuivre) est connue pour ses différents bleus et verts.

Y.R.

Pour plus de détails, on peut consulter deux ouvrages : *Pierres précieuses dans le monde*, d'Henri-Jean Schubnel (édité par Hachette de France, 180 pages, 15 F environ) ; *Le Guide des pierres précieuses, pierres fines et pierres ornementales*, de Walter Schumann (édité par Delachaux et Niestlé, 253 pages, 15 F environ).

Nouvelles recherches, nouvelles applications

LE BLÉ RESTE MAL CONNU

« Le blé contient de l'amidon et du gluten », cette phrase des « leçons de choses », qui oublie d'ailleurs un troisième composant essentiel, le son, est pour la plupart des gens l'alpha et l'oméga de leurs connaissances sur le blé. L'amidon renvoie dans leur esprit à une vague notion de bouillie collante. Quant au gluten...

Les spécialistes, heureusement, en savent beaucoup plus — tout en admettant que bien des choses leur échappent encore. Ils ont patiemment recensé les divers sucres, protéines, celluloses... qui sont présents dans un grain de

blé, ils ont étudié le rôle de ces composants dans la valeur alimentaire du blé, dans sa capacité de panification.

Ils guident ainsi le travail de ceux qui créent et sélectionnent de nouvelles variétés ; d'autre part, en mettant au point des procédés pour isoler telle ou telle fraction, ils pourraient ouvrir de nouveaux usages à une céréale dont la France est exportatrice. Sur une récolte annuelle de 17 millions de tonnes — dont 2 millions de tonnes d'auto-consommation à la ferme, — 8 millions de tonnes sont exportées.

PAR ordre d'importance, l'amidon est le premier composant du grain de blé, dont il constitue les deux tiers de la matière sèche. L'amidon se présente comme un ensemble de grains, ceux-ci étant constitués de plusieurs macromolécules très imbriquées les unes dans les autres. Il s'agit toujours de polymères de glucose, en chaînes linéaires (amyloses) ou ramifiées (amylopectines). La proportion des deux types de chaînes dépend de l'espèce végétale considérée et, à l'intérieur de l'espèce, de la variété. Pour les blés, la proportion d'amylose est de 25 à 30 %.

La structure détaillée du grain d'amidon est d'une grande complexité. En combinant des méthodes chimiques, physiques et enzymatiques, une équipe du centre de recherches agro-alimentaires de Nantes (dépendant de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)) — a pu établir des modèles des molécules constituant le grain d'amidon, puis se représenter comment ces molécules sont agencées les unes par rapport aux autres.

L'amidon est extrait du blé, mais surtout du maïs. La production française (500 000 tonnes par an) vient du maïs pour 60 %, de la récolte de pomme de terre pour 30 %, et du blé pour seulement 10 % ; c'est, on le voit, une aberration économique, car le maïs d'où l'on extrait l'amidon est d'origine américaine. Le maïs français contient trop d'eau et doit subir un séchage pour bien se conserver. Or, ce séchage altère la structure de l'amidon.

La « force » de la pâte à pain

L'amidon trouve de nombreux usages dans la fabrication des colles, la papeterie, l'industrie textile. L'entre dans la composition de certaines boues de forage. L'usage principal reste alimentaire : on tire de l'amidon un sirop de glucose qui cristallise beaucoup moins à basse température que la saccharose du sucre de betterave et qui est donc très utile pour la fabrication de glaces ou de plats surgelés.

Autre constituant du blé, le gluten est en gros la composante protéique du grain, bien que certaines protéines, les solubles, ne soient pas incluses dans le gluten et que, en revanche, celui-ci contienne quelques sucres, graisses et sels minéraux.

Ces protéines du gluten forment un réseau texturé responsable des propriétés mécaniques de la pâte à pain.

Celles-ci s'expriment usuellement par une « force » boulangère qui mesure la ténacité de la pâte. Dans la boulangerie française, on utilise des farines de force 180 environ, alors

qu'avant la seconde guerre mondiale la force des farines était plutôt voisine de 120. Cette évolution est la conséquence de la généralisation du pétrissage mécanique, qui requiert des pâtes plus résistantes. Une autre raison est la fermentation à basse température : maintenue à 5 degrés Celsius, une pâte met trois à quatre heures à lever, alors qu'à la température ordinaire il lui faut trois heures. Le boulanger peut ainsi préparer la veille au soir la pâte qu'il fera cuire le lendemain, et éviter le travail de nuit. Mais cette fermentation lente demande aussi des pâtes plus fortes.

Les variétés françaises de blé donnent des farines de force 130 ou 140 ; il faut les renforcer avec 5 à 10 % de blés américains ou canadiens (la force du blé est plus grande dans les régions de climat très continental). Une autre méthode est d'enrichir la farine en gluten, et elle a l'avantage de réduire les importations.

Des lavages répétés

Depuis quelques années, des industriels français — ou plutôt des filiales françaises de sociétés anglaises et américaines — ont entrepris de produire industriellement du gluten séparé. Celui-ci s'obtient par des lavages répétés de la pâte qui éliminent l'amidon. Il reste une sorte de chewing-gum qui, lors du lavage de la pâte, emprisonnera le gaz carbonique produit par la levure.

La force de la pâte dépend de la structure du réseau formé par les protéines du gluten. Celle-ci est d'une très grande variété, et leur inventaire complet, commencé il y a un siècle, n'est pas encore terminé ; il se trouve que les protéines de céréales, et particulièrement celles du blé, ont de fortes tendances à s'associer ; comme elles sont très nombreuses et peu différenciées, leur isolement est très difficile.

De toute manière, la force de la farine ne semble pas être très corrélée avec la composition protéique, mais plutôt avec les associations des protéines entre elles ; c'est surtout la manière dont se groupent les molécules qui déterminent les propriétés fonctionnelles du gluten, et, en particulier, la force des farines.

De tels travaux sont développés au centre de Nantes de l'INRA, où l'on a particulièrement étudié le fractionnement des protéines : il s'agit d'isoler celles qui ont des propriétés particulières. Ainsi cherche-t-on à séparer des protéines ayant un pouvoir émulsifiant, qui pourraient être utilisées pour la fabrication de plats cuisinés industriels. La structure fibreuse des protéines et leur capacité de retenir l'eau et les matières grasses permet d'obtenir par filage un produit ayant une texture analogue à celle de la viande. Encore faut-il utiliser les bonnes protéines : les premiers essais conduiraient à des produits qui, lorsqu'on les mâchait se vidaient de leur eau et laissaient dans la bouche de désagréables fibres sèches.

Elucider les composants du son

L'enjeu économique de telles recherches n'est pas négligeable puisque les ménages français consomment de plus en plus de plats tout préparés, et que, d'autre part, les protéines végétales peuvent, dans une certaine mesure, remplacer les protéines animales sans réduction de la valeur alimentaire.

Il n'est pas certain que les protéines de céréales, pauvres en certains acides aminés comme

La même action bénéfique

Reste l'enveloppe du blé : le son. Longtemps considéré comme un sous-produit sans grande valeur, le son est mieux jugé aujourd'hui ; sa consommation, par exemple dans du pain complet, accélère le transit intestinal. Mais son action n'est pas uniquement bénéfique : il peut entraîner trop de sels minéraux, et, d'autre part, il contient les divers pesticides qui ont servi à traiter le blé. La structure moléculaire du son, à base de cellulose et d'hémicelluloses, n'a rien d'environ du point de vue de la complexité à celle de l'amidon ou du gluten. Des travaux sont actuellement conduits pour l'élucider et pour extraire du son des fractions qui auraient la même action bénéfique que le son pour le tube digestif, mais n'en auraient pas les inconvénients. Ces recherches n'ont pas encore abouti ; tous les procédés d'extraction actuellement étudiés modifient trop la structure du son et lui font perdre toute action.

Cet exposé très incomplet de quelques travaux sur le blé montre au moins la complexité des problèmes. Les recherches ont déjà donné des résultats utilisables, mais il reste beaucoup à faire pour bien connaître — donc mieux utiliser — la plus courante des céréales.

MAURICE ARVONNY.

En toute logique DES UNS POUR UN CARRÉ

PROBLEME N° 178

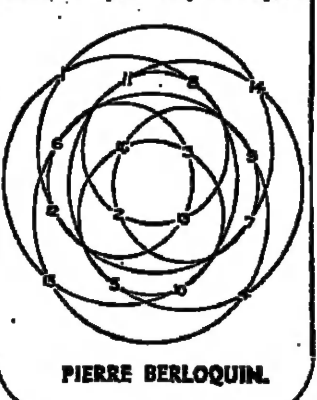
11
111
1111
11111
.....

Intuitivement, dans cette suite de nombres composés uniquement de chiffres 1, il n'y a pas de carré de nombres entiers. Mais qu'en est-il exactement ? Et pourquoi ?


(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 177

Voici les huit autres cercles de somme 34. La figure semble avoir été construite au début du siècle par Harry A. Sayles.



PIERRE BERLOQUIN.



Albert EINSTEIN

Un numéro spécial de la

REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

publié à l'occasion de l'exposition qui se tient au Palais de la Découverte. Ce numéro reprend en partie le texte ou l'esprit des panneaux de la salle d'exposition.

128 pages ; Prix 15 F ; franco 16 F ; Etranger 21 F

Abonnez-vous à la revue du Palais de la Découverte
Dir. numéros par an plus un ou deux numéros spéciaux
France : 65 F ; Etranger : 85 F

Av. F.-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

CINÉMA

La Mostra de Venise

La Mostra internationale du cinéma de la Biennale de Venise, qui se tiendra du 28 août au 8 septembre, retrouve, après douze ans d'absence, ses Lions d'or d'autrefois. Plus d'une centaine de films seront présentés au Lido de Venise, à Venise et à Mestre, au cours de ces onze journées, et vingt-cinq d'entre eux participeront à la compétition. Trois Lions d'or seront attribués. L'un couronnera un film d'auteur réalisé dans le cadre de l'industrie du spectacle international; le deuxième sera décerné à un film qui, en raison de ses innovations de langage ou parce qu'il est réalisé en dehors des structures de production habituelles, ou encore parce qu'il appartient à un cinéma naissant, est susceptible de rencontrer des problèmes de circulation et de distribution. Enfin, le troisième Lion d'or ira à un jeune auteur pour son premier film, une catégorie à laquelle la Mostra apparaît particulièrement sensible.

La Mostra comportera cinq sections: Cinéma 80, où seuls huit des quatorze films, réalisés dans le cadre de l'industrie du spectacle, seront en compétition (voir liste plus bas). Parmi ceux-ci deux français: *Le Petit Sirène*, de Roger Andrieux; et *Deux lions au soleil*, de Claude Farnio. L'Atelier vénitien regroupera des œuvres d'auteurs affirmés et de jeunes cinéastes produites en dehors des règles normales de la production cinématographique (dix-huit films en compétition). On trouve dans cet Atelier des œuvres d'origine télévisée, des films expérimentaux sur les techniques électroniques et de cinéma, comme, par exemple, le *Mystère d'Oberwald*, tourné par Antonioni en vidéo et ensuite imprimé sur pellicule et qu'on verra, à Venise, dans les deux versions. On pourra voir également les trois épisodes (durée: quinze heures) du feuilleton de télévision *Berlin Alexanderplatz* de Fassbinder, et la version complète (montage de cinq heures) du *Ludwig* de Visconti, qui n'a encore jamais été présentée au public.

Une troisième section, une nouveauté de cette année, Contrechamps, est entièrement consacrée à un cinéma national. L'Italie a évidemment l'honneur de l'inauguration. La liste des participants n'est pas encore établie, certains films n'étant pas encore achevés. La quatrième section, Mid-Minuit, présentera deux fois par jour, à titre d'information, des œuvres déjà projetées dans d'autres festivals et connues par des publics d'autres pays. La rétrospective enfin sera consacrée cette année au cinéaste japonais Kenji Mizoguchi dont seront présentées trente œuvres: de *la Chanson du pays natal*, de

1925, à *la Rue de la honte*, de 1953. Parallèlement à la Mostra, d'autres événements cinématographiques auront lieu à Venise à la fin du mois. La Fédération européenne du cinéma d'essai présentera sept films inédits de 35 mm, 16 mm et super-8, sélectionnés par le public lors de projections dans les différents pays. En collaboration avec la Cinémathèque française, une commémoration de Marcel L'Herbier permettra de voir en avant-première mondiale *Le Verger*, un film qu'on croyait perdu et qui a été récemment retrouvé et restauré. Enfin, tout au long de la Mostra se tiendront, comme le veut la tradition de la Biennale de Venise, des tables rondes et des débats en présence des auteurs et des critiques.

YANJA LUKSIC.

Le programme

CINÉMA

FILMS EN COMPÉTITION:
Géorgie in style (Géorgie-Union), de Martin Erast; *Glória* (Géorgie-Union), de John Cassavetes; *Melbourne et Howard* (Géorgie-Union), de Jonathan Demme; *La Petite Sirène* (France), de Roger Andrieux; *Deux lions au soleil* (France), de Claude Farnio; *Richard's things* (Grande-Bretagne), d'Anthony Harvey; *Etad de terre* (Israël), de Golan et Shoshan; *O M'egiesse d'ros* (Grèce), de Theodoros Angelopoulos.

ATELIER VENITIEN

FILMS EN COMPÉTITION:
Uomini e no (Italie), de Valentino Orsini; *l'Altra donna* (Italie), de Felice del Biondo; *Le Roman de la ville millénaire* (Italie), de Gianni Serra; *Mosch* (Italie), de Franco Brogi Taviani; *Les Nouragues Romaniques* (France), de Mohamed Benayad; *C'est la vie* (France), de Paul Vecchiali; *Guns* (France), de Robert Kramer; *Der Aufstand* (Allemagne), de Peter Lilienthal; *Lena Zelig* (Allemagne), de Christian Rischert; *La Répétition générale* (Allemagne), de Werner Schroeter; *Charlotte* (Hollande-Allemagne), de Franck Weisz; *Pilgrin*, *Jeune fille* (Italie), de Michael Roemer; *Les Enfants du vent* (Algérie), d'Ibrahim Isak; *Une journée spéciale* (Hongrie), de Peter Gabor; *Première Guerre* (Espagne), de Fernando Trueba; *Ozma* (Portugal), de Pedro Vasconcelos; *L'Amour des gouttes de pluie* (Tchécoslovaquie), de Karel Kachynka; *La Couronne de pierre* (Croatie), de Srdjan Karanovic.

HOBS CONCOURS: *Ludwig* (Italie), de Luchino Visconti; *Il Mistero d'Oberwald* (Italie), de Michelangelo Antonioni; *Vacanze in Val Trebbia* (Italie), de Marco Bellocchio; *Filippa* (Italie), de Carlo Tuzi; *Rueckwärts* (Allemagne), de René Parrand; *Gammoving* (Allemagne), de Hanna Frenzel; *Berlin Alexanderplatz* (Allemagne), de Rainer Werner Fassbinder; *Kontrakt* (Pologne), de Krzysztof Zanussi.

MIDI-MINUIT

The Empire strikes back (Géorgie-Union), d'Irving Kerschner; *The Black Stallion* (Géorgie-Union), de Carroll Ballard; *Lightnings over water* (Allemagne-Géorgie-Union), de Wim Wenders; *Louise* (France), de Maurice Pialat; *Premier Pas* (Algérie), de Mohamed Benayad; *Le Chien de l'Algérie*, de Mohamed Benayad; *Le Voyageur* (Japon), de Shohei Imamura; *Filming Oshello* (Géorgie-Union), d'Orson Welles; *Lolita* (Géorgie-Union), de Stanley Kubrick (montage intégral).

LE PALMARÈS DU FILM ÉTOUFFÉ D'ALÈS

Trois films ont été sélectionnés par le jury du Festival international du film éteint d'Alès: *Le Monde du 8 août*. Il s'agit de *Tai* (court métrage), un court métrage de Joseph L. Mankiewicz, un des derniers survivants de l'ancien Hollywood, celui des années 30, 40 et 50; avant la disparition progressive des grands studios aux batailles de vedettes, de metteurs en scène et de techniciens sous contrat permanent.

La visite de Joseph Mankiewicz à Avignon

En invitant dès 1957, c'est-à-dire avant même l'explosion de 1965 et tout ce qui allait en résulter pour la pratique du théâtre et des arts du spectacle, le cinéma comme participant à part entière du Festival d'Avignon, Jean Vilar lui accordait une place d'honneur à l'Institut même de la manifestation. Des premières de films français tirées sur le volet se succédèrent en 1957 et 1958, la Cour d'honneur du Palais des papes accueillit des projections en plein air, qui n'allaient pas sans poser de sérieux problèmes techniques. Le cinéma émigra ensuite dans des salles de la ville, sans que le ton ait été vraiment modifié.

Jacques Robert, ancien animateur de la Fédération française des ciné-clubs, à qui Jean Vilar avait confié le soin de coordonner la programmation cinématographique, avait multiplié les projections en ville, montrant des films du monde entier, permettant à la Cité des papes de devenir le rendez-vous de tous les cinéastes du monde, et d'abord Oshima, comme d'un cinéma italien qui arrivait mal à percer chez nous. Aujourd'hui, alors que les manifestations cinématographiques se multiplient à un rythme accéléré à travers toute la France, Jacques Robert a choisi d'honneur, en la personne de Joseph L. Mankiewicz, un des derniers survivants de l'ancien Hollywood, celui des années 30, 40 et 50; avant la disparition progressive des grands studios aux batailles de vedettes, de metteurs en scène et de techniciens sous contrat permanent.

Une rétrospective de ses films a été présentée à Avignon et chaque matin, le cinéaste est venu répondre aux questions du public au verger d'Urban V. Quand il aborde la mise en scène, en 1946, avec le Châtelet du dragon (*Dragonwyck*), produit par son maître Ernst Lubitsch (qui l'avait accompagné de la Metro Goldwyn Mayer à la Twentieth Century Fox), Joseph Mankiewicz a déjà derrière lui une brillante carrière de producteur. A la M.G.M., où il a coordonné les débuts de Fritz Lang en Amérique (*Furia*, 1936), il se permet même de réécrire le scénario de Scott Fitzgerald pour *Trois camarades*, de Franz Borchgrevink (1938), où il laisse son empreinte sur *Philadelphia Story*, de George Cukor (1940). L'auteur de *Chânes conjugales*, de Eve, de la Comtesse aux pieds nus, aurait pu se contenter de cette position privilégiée. Il n'en a pas fait, il se livre à la Fox pour y faire ses débuts de metteur en scène, par

la petite porte, en adaptant un roman de gare. Son arrivée sur le plateau est un peu ridicule, explique-t-il avec une extrême franchise. Pour se donner une contenance, il va vérifier le cadrage à travers le viseur, mais son chef opérateur, Arthur Miller, collaborateur éprouvé de John Ford, lui explique gentiment qu'il regarde du mauvais côté du viseur — il utilisera le gag dans *Eve*. Joseph Mankiewicz, tout en rappelant sa maladresse de cinéaste débutant, confirme déjà qu'il accorde la priorité au texte, au dialogue, par rapport à l'image: « Ne castrer pas l'opérateur, profitez des talents ambassadeurs des metteurs en scène qui ont travaillé avec lui. » Jean Douciot, l'ancien directeur des études de l'IDHEC, qui mène le débat, a beau essayer de l'orienter sur son sujet favori, la mise en scène qui transfigure en or le vil plomb de l'importe quel sujet, Mankiewicz, l'auteur par excellence du *Grand Hotel*, l'écrivain qui illustre par des images un texte de sa création, parle aussitôt acteurs, et d'abord de son travail avec le jeune Marlon Brando sur *Julius César*: « J'ai tenu à représenter Shakespeare comme un auteur vivant. Je suis contre toute interprétation méprisante des dialogues d'un film. Les acteurs sont très intelligents, mais ils ne savent pas écrire ». Ce n'est qu'avec *Chânes conjugales* (1948) qu'a débuté véritablement sa carrière hollywoodienne.

LOUIS MARCORELLES.

PEINTURE

Signé Hitler

Cette aquarelle est faite et ratée. Si on regarde les arbres qui sont figurés de chaque côté de la route, on note que leurs ombres se rejoignent au milieu. Pour que cela soit possible, il faudrait qu'il y ait deux soleils. Mais avec Hitler tout est possible. C'est le commentaire exprimé par l'adjudicateur d'une vente aux enchères qui a eu lieu, le jeudi 7 août, à Penzance en Cornouailles (Grande-Bretagne), à propos d'un tableau signé: « A. Hitler, 1911 ». Ce jugement n'a apparemment pas découragé un marchand d'art italien, qui n'a pas hésité à acquérir ladite aquarelle — elle représente un village autrichien — pour la somme de 550 livres sterling (un peu plus de 3 400 francs).

Si les barbouilleurs dénués de talent révélaient de voir un jour leurs profils atteindre le quart seulement de ce prix. Même Hitler en aurait rêvé, lui qui n'a jamais accepté, qui ne s'est jamais rendu, d'être un peintre raté et qui, malgré l'avis de son propre entourage, ne doutait pas du bien-fondé de sa vocation artistique. N'aurait-il pas lui-même qu'il était « un grand artiste »? Elle fut démise, on le sait, lorsqu'il ne fut pas admis, en 1907, au concours de dessin de l'école des beaux-arts de Vienne. Echo de cette déception compensée en faisant de la carte postale et de la copie de tableaux.

ANITA RIND.

(1) Joachim Dietrich, Hitler, jeunesse et conquête du pouvoir (Kail).

EXPOSITIONS

Des Italiens en Bourgogne

(Suite de la première page.) La culture a rempli ou dix-neuvième ses hôtels nobles puis, à travers le mécanisme des legs, son musée, d'échantillons de la peinture qui monnaie à son prestige: celle de l'Italie. Echantillons parfois distingués mais, on va le voir, posant par leur nature et leur origine, quantité de problèmes « techniques », dès qu'on les interroge d'un peu près.

On a donc regroupé plus de trois cents tableaux et quatre-vingts dessins. C'est d'une grande diversité. Il y a du Trecento à un adorable petit triptyque qui peut être de Pietro Lorenzetti; du Quattrocento: un « Couronnement de la Vierge » assez aligre de tons et de dessin, dû à un élève de Giotto; du Cinquecento: des Florentins comme Franciottio et Allori (de celui-ci une incroyable « Suzanne » datée 1561), et un fragment énigmatique de Pontormo, des Emiliens comme Bertola, des Vénitiens baroques, giorgionesques; du Seicento en abondance, avec une magnifique « Piété » dramatique qui a toutes chances d'être de Francesco del Corno, le grand Guido Reni aux grands nus pâles, lisses et doux, d'Adam et Eve, qui font les délices des connaisseurs, sans oublier une copie ancienne du « Martyre de Saint-André », de Caravage, ténébreux et subtil, et un amusant portrait allégorique d'un bel homme à moustaches par Bernardo Strozzi en rouge et blanc (vers 1630); et pour le dix-huitième siècle une autre « Suzanne », très mousmuse celle-là, de Pellegrini, une scène de genre due au Napolitain Traversi, toute, comme d'habitude, en masques caricatu-

raux, Crosato, Diziani, un joli « bazzetto » de la jeunesse de Tiepolo, etc. On ne cite ici que des noms connus, mais ce qui étonnera, c'est l'abondance des « mineurs » de toutes les provinces, ce qui intriguera, c'est l'incertitude découlant des notices des deux intéressants catalogues pour quantité d'attributions, ce qui tiendra en arrêt, c'est la qualité et souvent l'aspect matériel très variable des tableaux. La présentation impose une réflexion d'ensemble.

Le monde des amateurs
D'où viennent tous ces ouvrages? Les divers responsables ont parfaitement tiré au clair la question, en donnant un éclairage intéressant, et même touchant, sur le monde des amateurs, depuis deux siècles. Le fonds italien du musée remonte à l'époque où, sous l'impulsion de François Devosge avant 1800, l'école de dessin de Dijon avait l'ambition d'envoyer ses lauréats se former à Rome; et comment se former là-bas sinon en faisant des copies et avant tout, des œuvres de Raphaël? Il faut donc s'attendre à en trouver beaucoup. Sans doute, la distribution d'œuvres d'art annexées à la suite des conquêtes révolutionnaires amena des pièces importantes, car Dijon fut plutôt gâté: Veronese, Albane, en 1801-1802, le Guido Reni, en 1809. Mais l'apocryphe fut ensuite presque le seul aliment nourri par les nombreux legs et donations provenant de collectionneurs, qui suivaient avec passion les ventes. Ainsi, les dons Tirolet en 1876, Maciet vers 1900,

leur ville, mais un peu trop accueillants dans leurs catalogues (1). Le fonds bourguignon était donc devenu un excellent terrain de manœuvre pour les « connaisseurs ». Il y avait d'abord le rôle ingrat de discréditer les nombreuses copies, que dans leur innocence les collectionneurs amateurs avaient généreusement prises pour des esquisses ou des répliques originales. Tel « Saint Roch », bonne composition en largeur, avec un grand effet de lumière, qui est hardiment publiée par les Magnin et leur ont le restaurateur Goullinot comme un « bazzetto » du Titoret: c'est sans nul doute une copie, postérieure d'un bon siècle, probablement napolitaine. Il y en a des dizaines, et assez souvent du siècle dernier, où on se faisait toujours la main pour ce genre d'exercice: un jeune Dijonnais a reproduit, vers 1840, la copie déjà faite par son maître Nalgon du grand Titien de San-Giovanni et Paola. En dehors de quelques faux caractéristiques qui traînent toujours un peu par là, et qui, leur époque s'éloignant, sautent aux yeux, on a ici une occasion parfaite de démêler les catégories des copies académiques, copies anciennes, répliques d'atelier, donc on a exposé en 1973 dans « la Revue de l'art » (n° 21) le rôle et la portée dans l'évolution moderne.

Ce tri n'est pas si simple. La désignation des peintres du second ou du troisième rang, non plus. On cherche toujours l'auteur exact de la singulière « Fuite en Égypte » (1) Mauro Natale: Le goût et les collections d'art italiens à Genève. Musée d'art et d'histoire, Genève, 1980.

Un congrès à Florence

Pour les dessins, il y a un peu moins de difficulté apparente: on relèvera un curieux *Guardi* religieux (une esquisse à la plume), un médaillon au lavas de bistre de Tibaldi, et de bonnes pièces en attente d'attribution. Car c'est ainsi, les collections, faites à l'aventure, apportent une sorte de bric-à-brac savoureux et curieux, qu'il faut peu à peu classer. Sans les passions et les convictions, si souvent illusoires, des amateurs

ANDRÉ CHASTEL

* Musée des beaux-arts: catalogue des peintures italiennes, par Mlle M. Guilleme, préface par P. Guilleme, introduction par J. Thuillier. — Musée Magnin: catalogue des tableaux et dessins italiens, préface par P. Jassot et P. Rosenberg, introduction et notices par A. Besson de Lavergne. (Jusqu'au 21 décembre.)

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

WU

Chromos

Pour l'émission de Jean Frapez,
"Les grands-mères", lundi 17
TF 1, Coline Serreau a filmé
doux Algériennes de Marseille,
également proches et lointaines.
La première a eu vingt enfants en
vingt ans, recueillie les chers
perdus. « Elle ne peut pas avoir
un bébé », dit très dans
ses bras », dit très dans
mar. Il écoute, porte peu. Ses
paroles ont force de vérité. Il
se laisse porter par la vie,
bonne ou mauvaise, avec l'es-
poir ténace de revenir au pays.
Sa femme ne le contrôle pas.
Elle l'a épousé sans le connaître,
ne l'a reproché rien d'autre que
le nombre de gamins. « J'en ai
fait pour ça, c'est pas à moi
de décider si on va vivre ou pas
ça veut souvent, on ramasse... »
Epanouie, aimante, elle a eu des
rancœurs avec les a
oubliées : « C'est seulement que
s'il m'était arrivé quelque chose,
on aurait dit c'est la sage-
femme... ». Elle a eu peur, a été
effleurée par un sentiment d'in-
justice. Le tout est noté dans
ses ritrs ses discours sub-
stantiels, ses regards radicaux.
Elle m'empêche pas de vivre.
Dernier sera un autre jour pour
la, la « mal mariée ».
Elle, la « mal mariée » dévaste le

lots de ces mésaventures, ces malheurs d'une femme qui a toujours été « commandée par tous les côtés », par ses deux maris, sa mère, sa famille. Elle n'avait le droit de rien, n'a jamais crié ni pleuré, jamais rien dit... Pécant des années, elle a vécu pour retrouver le fils que son premier mari lui avait retiré. Elle n'a rien oublié, elle pleure. « Je voulais la liberté à tout prix tranquille, maintenant je suis bien parce que les enfants sont élevés... Mais elle ne veut pas de mari, elle n'a plus confiance. Une figure de vieille aux rides tatouées, énigmatique, sourde.

Après une douzaine de personnages bouillonnants de vie, achetés au bonheur, deux autres de caractère dur, Coline Serreau a tout juste réussi à illustrer ses idées toutes faites d'Occidentale féministe. Elle n'a pas essayé ou n'a pas eu le temps d'être plus loin, de balayer les auteurs, de montrer les points de rupture, les contradictions, de faire entendre les questions. Son regard n'a pas pu s'élancer, ses affirmations : ce ne sont pas portraits, mais des chroniques, celui de la mère nourricière, celui de la femme exploitée.

COLETTE GODARD.

Les festivals

F. TRUBAUT (v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 1° (357-80-81) : les Deux Anglaises, 2° le continent.
CINE-POLAR (v.o.) : Espace Gaïté, 14° (320-94-96) : l'Inquisiteur, Dame en noir.
I. BERGMAN (v.o.) : Studio des Ursulines, 9° (354-28-19) : la Source.
MARK BROTHERS (v.o.) : Nickelodeon, 9° (252-12-07) : Plumes de cheval.
LES MAUDITS D'HOLLYWOOD (v.o.) : Action-La Fayette, 9° (878-30-50) : Berlin-Express.
W.C. FIELDS (v.o.) : Action-Chryse, 9° (325-85-78) : Si j'avais un cheval.

**CONTEURS
SUR FRANCE-CULTURE**

Succédant aux premiers contes et récits oraux diffusés les 4, 5, 6, 7 et 8 août à la suite des manifestations organisées au Centre Pompidou, on peut entendre, le 12 août, Nacer Kheir, fils de conteux tunisienne, écrivain et cinéaste : le 14 août, Mehdi Amini, journaliste à Côté d'Or, d'une recherche visant à ranimer la tradition orale : le 14 août, Edmond Prigent, professeur en Bretagne, où il cherche à transmettre les contes que lui disaient ses parents : le 15 août, enfin, Bruno de la Salle, poète et conteur à Cluses, de contes d'émigrations, chacun de ces récits oraux, témoins de la richesse et de la variété des traditions orales, de l'intérêt d'une transmission vivante, de la nécessité des efforts pour la préserver.

★ Les contesaux aujourd'hui : France-Culture, du 11 au 15 août 19 h 30.

**SONDAGES : FRANCE-CULTURE,
FRANCE-MUSIQUE ET FIP
EN HAUSSE**

Seion les résultats d'écoute cummulés des deux premières vagues de sondages 1980, publiés pour la première fois par l'Institut de sondages des supports de publicité, l'audience de France-Culture, France-Musique et FIP est en hausse constante.

Pour France-Culture, l'audience hebdomadaire est de 1 478 000 (soit 10,6 % de ceux qui écoutent « presque tous les jours » et de ceux qui écoutent « une ou deux fois par semaine ») contre 1 418 000 à la fin du premier semestre 1980, soit 7,3 % de la population. La progression est de 32,7 % par rapport à 1979.

Pour France-Musique, l'audience hebdomadaire est de 1 478 000, soit 10,6 %. La progression est de 32 %.

Pour FIP, l'audience est de 1 483 000 (soit 10,6 %) et la progression de 28,7 %.

Notons qu'en 1980 le nombre d'auditeurs correspond à 336 000 auditeurs.

- MERCREDI

PARAMOUNT ÉLYSÉES v.o. - LUXEMBOURG v.o. - PARAMOUNT MARIVAUX v.f.
PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f.
PARAMOUNT ORLÉANS v.f. - PARAMOUNT BASTILLE v.f. - PARAMOUNT GALAXIE v.f.
CONVENTION SAINT-CHARLES v.f.

DON ADAMS est **MAX LA MENACE** dans

LE PLUS SECRET DES AGENTS SECRETS

avec DON ADAMS dans le rôle de MAX LA MENCE. Après lui dans "LE FILS SECRÈTE DES AGENTS SECRÈTS"
une production JENNINGS LANG présentée par LEONARD STERN JYSLIA KRISTEL RHONDA FLEMING
DANA ELCAR et BILL DANA PAMELA HENSELEY ANDREA HOWARD NORMAN LLOYD KATHY WITOLD GASSMAN
écrit par ARNE SUTJAN et BILL DANA et LEONARD B. STERN et après les personnages créés par MEL BROOKS & BILLY HARRY le scénario de LAUD SCHREIN
produit par JENNINGS LANG adapté par CLIVE DONNER produit en association avec TIME LIFE FILMS un film UNIVERSAL distribué par Cines International Corporation

ONLY PARAMOUNT - LA VARENNE PARAMOUNT - BOUSSY-SAINT-ANTOINE BUXY
COLOMBES CLUB - ARGENTEUIL ALPHA - CRÉTEIL ARTEL - NOGENT ARTEL
PANTIN CARREFOUR

98-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-81) ; Convention - Saint-Charles, 15e (578-83-00) ; Paramount-Mallot, 17e (758-24-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (806-34-25).

Les grandes reprises

[illegible][illegible][illegible]

Les séances spéciales

L'ARMOUE A LA VILLE (It. v.o.):
Clymex 154° (543-67-42), 12 h.
12 h. 24 h.

LE CIRQUE DE MOSCOW (Sov.
v.f.): Gomaco, 6° (544-28-20), 16 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.):
12 h.: Saint-André-des-Arns, 6°
(326-48-18), 12 h. et 24 h.

FERNANDEZ CAT (A. v.o.): Saint-
André-des-Arns, 6° (326-48-18),
12 h. et 24 h.

HAROLD ST MAUDE (A. v.o.):
Luxembourg, 8° (537-97-70), 10 h.

HORDES (A. v.o.): 12 h.

HORDES SHOW (A. v.o.) (**): la
Claf, 5° (337-20-50), 22 h.

INDIA SONG (Fr.): le Selma, 5°
(325-95-99), 12 h. 15 et 24 h.

EXCEPTIONNELLEMENT A PARTIR D'AUJOURD'HUI 14 H. : U.G.C. NORMANDIE

GEORGES CRAVENNE présente

NOIRET • SERRAULT

ENRICO • AUDIARD

A partir de samedi : U.G.C. BIARRITZ - GRAND REK - U.G.C. CANO - U.G.C. OPERA
U.G.C. DANTON - BRESTAGE - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GARE DE LYON
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MAILLOT - U.G.C. GORELINS - 3 MURAT
5 SECRETAN - CYRANO Versailles - FRANCAIS Emblen - ARGENTEUIL - VELIZY 2
FLANADIS Sarcelles - U.G.C. Polcey - ARTEL Crestel - ARTEL Nogent - MEILLES Montreuil
CINEMA DE LA VILLE - MONTMARTRE - ARTEL Nogent - ARTEL Nogent

HAWAÏ : tout est à vendre

Honolulu (Hawaï). — Pourquoi ai-je voulu rentrer par Hawaï ? Rebrasser bêtement chemin quand j'étais au bout de l'Océanie ? A Port-Moresby, je louais un peu sur la carte du monde. Avec une belle envie de continuer vers l'ouest cette partie de « saute-mouton » ! Djakarta, Singapour, Manille... Retrouver, ne serait-ce qu'en passant, un parfum d'Ale. Voler en douce vers Bangkok, flâner cinq petites heures dans Calcutta, dormir à New-Delhi, et plonger au sud pour une escale en Orient. Oui, sur le chemin du retour, et pour le même prix, j'aurais bien grignoté quelques mezzes à Damas, des scampi-frutti à Naples et retrouvé Paris comme d'habitude en sautant les Alpes dans une fin d'après-midi, quand le mont Blanc devient tout rouge sous les ailes. On aperçoit bientôt Dijon sur la gauche de l'avion et il faut attacher sa ceinture. Depuis le temps que je rêvais de faire le tour du monde...

Or j'ai retourné cette puerile tentation et sauté dans un vieux DC8 d'Air Nivgin en partance pour Honolulu ! Du masochisme sans doute et un brusque accès de conscience professionnelle. Après six semaines de vagabondage sur le Pacifique, il manquait, pensais-je, un aspect capital du sujet. J'ai vu l'Océanie « atomisée » à Tahiti, mêlée, collée aux Cooks, préservée à Aïa, battue à Nouroua ou Tanna, « électrochoquée » en Papouasie-Nouvelle Guinée. Il reste à découvrir sa dernière version : l'Océanie manufacturée, empaquetée sous cellophane, promise par les marchands de plaisir et débilitée à la chaîne au rythme fou des charters. C'est un de ses possibles destins. Les îles du Pacifique, produits d'un marketing géant. Honolulu, en somme. Je m'attendais au pire. J'avais bien raison.

Comment dire ? Le pied à peine posé sur Hawaï, the Aloha State (l'Etat de l'amour), je n'étais plus reporter, ni voyageur ni flâneur. J'étais, en deux minutes, une bille de flipper crachée par la machine vers Waikiki, ballottée, cajolée, harponnée, un petit sac à dollars rebondissant d'une « distraction » à l'autre ; un zombie déjà capté dans le flot des touristes et comptabilisé dans les statistiques effrayantes du « Department of planning and economic development ». Trois millions et demi de visiteurs ont séjourné à Honolulu en 1979, ils y ont dépensé 2 milliards de dollars. Pas moins. J'ai retenu le chiffre ; c'était aussi le total de l'aide internationale au Bangladesh au début des années 70 quand on y mourait des cyclones et des famines. Il y a 80 millions d'habitants au Bangladesh. Bon ! Dix mille personnes au teint pâle débarquent ainsi, chaque jour, dans l'archipel et, pour la plupart, sur l'île principale d'Oahu, où se trouve Honolulu ; dix mille autres, plus bronzées, s'en repartent. Vingt mille passagers quotidiens pour l'aéroport, soixante-dix jets par vingt-quatre heures. Ajou-

tez-y les mouvements aériens incessants de la base militaire... Finites, bien finies, les pistes languissantes d'Océanie, avec de l'herbe près du bitume et des douaniers endormis. C'est un coup de cymbales. Hurlements des réacteurs, files de Boeing sur les taxi-ways traînées partout dans le ciel. Mes premiers pas vers la douane sont un peu flagados. Je coule, absurdi, avec une armée en civil qui se bouscule au guichet. La machine, heureusement, est bien rodée. J'introduis donc une carte de crédit dans cet ordinateur chargé à bloc des félicités polynésiennes. J'ai l'impression d'y déclencher des tas de petits cigotements, vibrations, chuintements. C'est parti. Par téléphone, depuis l'aéroport, je choisis un hôtel au hasard : il y a vingt-sept mille chambres à louer d'ici la seule île d'Oahu. Un autobus attend déjà. Nous filons par l'autoroute vers Waikiki et l'hôtel Sand Villa. Tous les bonheurs de l'Océanie sur un plateau ! — La journée commence comme un film de Woody Allen, par une cavalcade dans l'ascenseur de l'hôtel, où se pressent des familles en maillots. Un Américain solitaire tout juste débarqué de Phoenix (Arizona) veut m'entraîner à tout prix vers la plage pour y draguer de « chouettes pépés polynésiennes ». Il est déjà équipé de pied en cap : bermuda rose pâle, chemise baroloise, Ray Ban sur le nez et bonnet de toile blanche. Sur le pied de guerre, bien décidé à ne pas perdre une seconde dans l'île de l'amour. Fuyons. J'ai bien trop de kilomètres à faire dans cette foule caramélisée par le soleil et dont j'antend déjà les rumeurs.

Me voilà sur Kalakawa Avenue, qui coupe par le travers la presqu'île de Waikiki, où s'entassent les touristes. Les hôtels de trente étages y sont serrés les uns contre les autres, comme les restaurants, coffee shops ou salons de thé. Les trottoirs sentent le crème solaire et l'oxyde de carbone. Mais vraiment très fort ! Ça grouille de monde. Tous les dix mètres, des guichets vous proposent de louer une voiture à des prix imbattables. Hawaï est le seul Etat d'Amérique à 3900 kilomètres des côtes, où les citoyens U.S. ne peuvent amener leur automobile. On comprend que la première obsession soit d'en trouver une. A chaque coin de rue, des piles de journaux gratuits, guides, prospectus, sont à la disposition des passants. Où dîner ? Où passer la nuit dans le « vieux Hawaï », faire joujou avec les dauphins, écouter du ukulele, embarquer sur une pirogue double (air conditionné), voir « le plus spectaculaire show des mers du Sud » (taxes et pourboires compris), manger chinols, trouver un hélicoptère, acheter « d'authentiques vêtements polynésiens », prendre un bateau à fond vitré... Diable ! Je n'aurai jamais le temps. Je croise déjà la plus extravagante addition de races et de nationalités que l'on puisse imaginer. Et pas seulement

parmi les touristes. La population d'Hawaï (900 000 habitants) est la plus mélangée de tous les Etats-Unis. Caucasiens, Japonais, Philippines, Chinois, Coréens, Samoans... Plus nettement asiatique qu'américaine en tout cas. Les Hawaïens, quant à eux, dont la dernière reine, Liliuokalani, fut détronée en 1893 — sept ans avant l'annexion de l'archipel par les Etats-Unis (1) — ne sont plus qu'une infime minorité dans leur propre pays. A peine 1 % d'authentiques autochtones, 10 % si l'on compte les métis. Comment trouvera-t-il la *va'hiné* de ses rêves, mon voisin d'étage ?

Un endroit précis de Waikiki me fascine un peu et j'y reviens sans cesse : le *village center*, en plein centre de la ville. Sous les branches d'un énorme banyan fermé par les grates-ciel, disposés au hasard des stands et des terrasses décorées de bambous, se trouvent rassemblés tous les trésors de la culture océanienne. Faneux bric-à-brac ! On vend des bois sculptés et des coquillages, des colliers et des tasses enveloppées de plastique, des cartes postales tout format et des foulards parés, des photos genre coquin de Tahitiennes revues par Hollywood et des branches de corail désinfectées. Des groupes circulent à la queue-leu-leu dans ce labyrinthe tropical, hâlés ici et là par les camelots qui montent leurs marchandises. De sirupeux *tanouas* flottent sur cette foire. Près de l'entrée, on peut acheter des huîtres perlières vivantes en boîte de conserve avec eau de mer garantie pure et, suspendue en prime : « Tentez votre chance, vous trouverez peut-être une perle ! ».

J'ai eu raison de venir. Au festival de Port-Moresby, loin des touristes, dans les danses et les chants, l'Océanie entière célébrait, hier, la joie de possibles retrouvailles. En voici l'exact contrepoint : une réunion des productions culturelles du Pacifique, offertes — avec quelle science commerciale ! — sur le marché international du plaisir. Il fallait voir ça ! Une caricature absolue du fleau touristique auquel trop d'archipels rêvent de succomber. Qu'ils viennent donc au « village center » de Waikiki renifler l'Océanie prostituée. On n'y vend pas seulement des objets, les fantasmes aussi sont tarifiés. Tout au fond de ce caravansérail, plusieurs cafés et boîtes de nuit se font concurrence. L'une d'elles propose, de 20 heures à minuit, des spectacles au titre explicite : « Polynésians folles ». A partir de 22 heures, mais pour « dames seulement », on y offre un strip-tease masculin version « mer du Sud ». Sur la photographie qui sert de publicité, une matrone cramoisie, venue de l'Arkansas ou du Wyoming, s'agrippe d'une main à la scène et décollote de l'autre un beau Polynésien. Vive le paradis d'Hawaï !

Bien sûr que les plages sont belles, et somptueuses les pentes du volcan d'Oahu qui tombent sur la lagune ! Je fais trempette un moment sur Waikiki

Beach. Des cris, des courses sur le sable, des surfers... Mes voisins de serviette sont canadiens et m'entraînent aussitôt de leurs inquiétudes hawaïennes. Elles tiennent en un mot : la criminalité qui s'aggrave sur l'île d'Oahu. Toutes les villes américaines en connaissent l'inconvénient, certes, mais les spécialistes de la police et son chef, Francis Keala, s'accrochent à trouver un caractère « spécifique » à celle d'Honolulu. Elle est souvent le fait de jeunes Hawaïens déracinés scélérats dans la ville et « dépossédés » de leur patrie depuis belle lurette. « C'est normal de voler un maillotin (touriste) », disait un jeune Polynésien accusé en 1979 du meurtre d'un Finlandais (2). Commentaire laconique de l'*Honolulu Advertiser* : « Depuis une quinzaine d'années on note une augmentation des sentiments xénophobes chez les Hawaïens ». Autour de la grande base navale de Pearl-Harbor, les agressions contre les familles de militaires deviennent si fréquentes que la marine a dû interdire toute la zone aux civils. Quant aux bagarres entre soldats américains et autochtones, elles ont atteint un seuil critique. Le crime donc, la prostitution à grande échelle et la drogue. Les montagnes d'Oahu abritent quantités de plantations clandestines de pot (marijuana) que traquent les inspecteurs. En 1977 une grande opération « Green harvest » a été lancée. C'est l'ennemi du Disneyland polynésien. Une violence sourde et symbolique dans ces îles Sandwich où James Cook, découvreur de l'Océanie, termina son voyage... assassiné.

Si l'archipel américain est un exemple à peu près limite de dévastation culturelle, l'industrie touristique est aussi porteuse d'injustices plus strictement matérielles. Quelques grands propriétaires, une « mafia » disent les étudiants, s'en partagent les bénéfices. La flambée des prix des terres contraindrait les rares familles hawaïennes vivant encore d'agriculture à venir en ville trouver un « job » subalterne dans l'hôtellerie. Pour les experts, les Hawaïens sont pénalisés par leur culture et les valeurs communautaires dans lesquelles ils ont été élevés. Ils ne font pas le poids dans la jungle mercantile de Waikiki. On connaît tous ces mécanismes. Reste la délinquance ou le lyrisme des groupuscules politisés de l'université d'Honolulu. Un signe dérisoire, le cri à peine entendu d'une communauté qui disparaît. Quand on « pèse » 1 % à la balance des recensements, qu'espérer d'autre ?

J'ai loué un *pédicab* (tricycle-taxi) sauté d'un autobus à l'autre, circulé entre une mer bordée de béton et les rues surpeuplées. Je cours de Waikiki à Ala Moana en traversant des parcs et des autoroutes. J'ai l'impression de ne jamais sortir d'un immense centre commercial avec escalators, faux patios et parkings souterrains ; une « ligne Maginot » campée devant l'océan. Pour faciliter sans doute le travail des touristes, on a bâti sur Waikiki ces *enrassables* « complexes » intégrés, avec dédales de boutiques, piscines, salles de jeux, pharmacies. Harassant parcours ! Il m'amène, un peu par hasard et par l'autobus n° 8, dans le vieux centre d'Honolulu-City. Et alors, subitement, le silence se fait !

Je n'en crois pas mes oreilles. Plus un touriste, peu de voitures. Une vague languueur comme celle d'un bras de rivière abandonné ou d'un décor de cinéma entre deux tournages. Je

remonte, stupéfait, des petites rues autour de King Street. C'est un samedi, les bureaux et les administrations sont fermés : à 8 kilomètres des fureurs de Waikiki, la ville d'Honolulu sommeille. Les rues sont bordées de baraques un peu décapotées, de cinémas pornos et de cafés poussiéreux. Des Hawaïens à l'air paumé y jouent aux cartes en buvant des litres de bière. J'erre dans la rue principale d'un western de série B. Un peu louche, un peu trop silencieuse, inquiétante...

Etrange conversation au comptoir d'un de ces « saloons ». J'ai trouvé un vieux bonhomme au teint cuivré, Hawaïen authentique et bien assez saoul pour s'accrocher au bar des deux mains. J'ai du mal à comprendre ses grognements entrecoupés d'énigmatiques jurons. « Le problème, ici, c'est l'eau, me dit-il, parfaitement. » La réflexion me semble paradoxale dans la bouche d'un ivrogne. « Il n'y a pas assez d'eau dans l'île », ajoute-t-il. On ne peut plus arroser les champs de taros, voilà... C'est bien plus tard, en relisant un gros dossier sur Hawaï que l'éminent intérêt de cette conversation m'est apparu. Sur l'île d'Oahu surpeuplée, envahie par les touristes, éventrée, bradée, bétonnée, le problème numéro un est désormais celui de l'eau potable. On ne sa se que sur demande dans les restaurants, et les planteurs de taros — derniers agriculteurs hawaïens — sont en conflit permanent avec l'administration. Il leur faudrait beaucoup d'eau pour leurs cultures ancestrales. Ils n'y ont plus droit. Beau symbole !

Mais je n'allais pas partir déjà ! A quelques minutes de Pearl-Harbor et sans voir l'épave du croiseur *Arizona* ! Sans rôder un peu dans un golfe profond où s'est jouée l'Histoire. Comme tout le monde, et pour 8 dollars, j'ai donc embarqué le dernier matin sur l'*Adventure V*, une grosse vedette spécialisée dans le tourisme militaire. Elle remplit fort sur les vagues du Pacifique. Plus envie de rire, vraiment, j'avais pris une mine solennelle appropriée à la croisière. Impossible, hélas ! de la garder bien longtemps. Le voyage est devenu toutoufou au premier tour d'hélice. Sur le gaillard d'avant j'étais sagement assis sur mon banc. A droite, une petite Américaine avec nattes blondes et taches de rousseur, écoutait les Pink Floyd à pleine puissance sur son transistor ; à gauche, un Japonais entre deux âges parlait à sa femme en faisant des gestes. Expliquait-il son piqué sur Pearl-Harbor quand il était jeune aviateur ? Par les haut-parleurs du bord une bande magnétique en trois langues racontait, sur un ton dramatique, l'attaque du 7 décembre 1941. Des enfants couraient d'un pont à l'autre, et l'on débâtait des hot-dogs à la buvette. Quand on a pénétré dans le port martyr au son des Pink Floyd et dans des odeurs de moutarde, qu'on m'exécuse, mais je n'étais plus grave du tout. Ce n'est pas ma faute. Les touristes, c'est bien connu, ne respectent même pas les morts...

(1) Hawaï est devenu un Etat américain à part entière en 1959.
(2) *New York Times*, 19 août 1979

Mercredi :

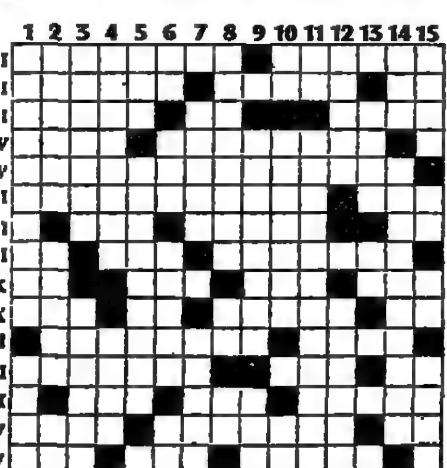
LA FIN DES ILES ?

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2733

HORIZONTALEMENT

I. Peut être utilisé contre les mormons ; Chargé quand il y a du liquide. — II. Petite marque d'affection ; Trompe ; Vieille ville. — III. Qui a donc un plus que satisfaction ; Adverbe ; Bricole quand il est petit. — IV. Le premier supprimé ; Machine pour tirer des traits. — V. Dans un temps. — VI. Rapporte les paroles de Moïse ; Se prend par quand il est grand. — VII. Permet de glisser ; Province de Belgique ; Comme parlait un propriétaire. — VIII. Règles ; Peut être classé avec les gens de robe ; Au-dessus du nasard. — IX. Dieu ; Exemple de fermeté ; Parait. — X. N'est pas fin quand il est gris. — XI. Apprit ; Pas payé ; Nom de tour ; Pronom. — XII. S'opposent aux phénomènes ; La sienne, par exemple. — XIII. Proposé, au-uvole ; Dresse marine ; Lea. — XIV. Four faire la peau ; Moitié de garpon ; Risquent de crever quand elles sont blanches. — XV. Parfois en ivre ; On peut y mettre un oignon ; Pronom. — XVI. Romancier ; Convoité par des coureurs ; Qui ne donneront pas de mal.



VERTICALEMENT

I. Piquent à la campagne ; Peut-vent avoir du mal à passer quand ils sont gros. — II. Qu'on peut facilement retourner ; Endroit où l'on se fait vraiment suer ; Conjonction. — III. Couverte ; Est facile à semer. — IV. Parfois grande quand on sort ; Nom de calife. — V. Peut être flottante au

dessert ; Nom qu'on donne parfois à un sa. — VI. Adverbe ; Peut servir de comin ; Se montre très hant ; Va avec tout. — VII. Se conduisit en tyran ; Parait encore plus petit quand on le met près de l'armoire. — VIII. Ne peut franchir que s'il est bien éclairé ; Qui a donc dû être déclaré ; N'a pas un grand lit. — IX. Peut relever tout ce qui est plat ; Puis-ance ; 10. Qui a donc pu nous enrichir ; Sortes de larves ; Note. — XI. Article arabe ; Qui font penser à des faucons. — XII. A la crême, pour une falce ; Peut être rangée parmi les plaisirs de la table. — XIII. Ville d'Allemagne ; Permet d'alimenter un brique. — XIV. Peut avoir de nombreux coins ; Sons de cloche. — XV. Un fleuve et deux lacs ; Sans intérêt pour le plongeur ; Article ; Qui peuvent faire rougir.

Solution du problème n° 2732

Horizontalement
I. Animalier. — II. Tétréelle. — III. Helmatos. — IV. Nb ; Eui. — V. Eptères. — VI. Tyran ; Ila. — VII. An ; Zoo. — VIII. Scies ; Nus. — IX. Mer ; Arues. — X. Edents ; Ta. — XI. Esmen.

Verticalement
1. Athlétisme. — 2. Née ; Gy ; Cédé. — 3. Rinsarates. — 4. Mém-brace ; MS. — 5. Ara ; J ; Sali. — 6. Lété ; Née. — 7. Illusions. — 8. Elol ; Fouet. — 9. Reskes ; Essal.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL — JEUX

Sont publiés au Journal officiel des 11 et 12 août 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 24 octobre 1967 relatif à la conversion industrielle ;
● Rectifiant le décret du 17 mars 1978 portant application en matière de prestations familiales des dispositions de la loi du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation de la sécurité sociale et portant modification du décret du 10 décembre 1946.

DES ARRETES

● Portant revalorisation des allocations familiales servies dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion à compter du 1^{er} juillet 1980 ;
● Portant création de caisses primaires d'assurances maladie dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, l'Essonne, les Yvelines et le Val-d'Oise.

UNE LISTE

● Des candidats français et étrangers admis à la sélection d'entrée au cycle préparatoire de l'Ecole nationale supérieure des P.T.T. en 1980.

LE « PORTRAIT CHINOIS »

Problème n° 19

Le « portrait chinois » — plus connu sous le nom de « Si c'était... » — consiste à faire deviner le nom d'un personnage, réel ou mythique, grâce aux réponses fournies aux questions exprimées sous la forme « Si c'était... ». Si c'était... un animal, lequel serait-ce ? Si c'était... un film, lequel serait-ce ?... Le portrait est dénommé « chinois » d'après l'acception de « chinoiserie » au sens de : subtilités, complications. Toutes les réponses font appel aux jeux de mots, aux calembours, fondés très souvent sur la polysémie des mots, et à l'érudition... souriante.

1. Si c'était un animal ?
— Un écureuil ou un veau.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

PARIS EN VISITES —

MERCREDI 13 AOUT

« Le Marais », 14 h. 30, métro Pont-Marie, Métro Allus.
« L'UNESCO », 14 h. 45, métro Cambourn, Métro Leptocole.
« Hôtel de Sully », 15 h. 52, rue Saint-Antoine, Métro Brestois.
« Château-Dame de Paris », 15 h. 55, portail central, Métro Ponce (Galerie nationale des monuments historiques).
« Saint-Germain-des-Près », 15 h. 55, métro Mabillon (Connaissance d'Art et d'histoire).
« Ile Saint-Louis », 15 h. 55, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

ANNONCES CLASSEES

	Le 8 août	Le 15 août
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

	Le 8 août	Le 15 août
ANNONCES ENGAGÉES	39,00	36,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc. leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour la production, le stockage et l'acheminement du pétrole. La société, en rapide expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre des opportunités de carrières très attrayantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

Ingénieur de Contrats

Basé à Monaco

En charge de la gestion des contrats et de la coordination de projets dans le monde entier. Qualifications et expérience:
* Diplôme d'ingénieur (mécanique appliquée) ou niveau équivalent.
* Bonne expérience minimale de 5 ans dans l'administration des contrats et le suivi des projets importants.
* Aptitude à représenter la société dans les négociations avec ses clients.

Directeur de Projet

Monaco

Pour contrôler et superviser simultanément plusieurs études d'installation et d'ingénierie et en calculer le coût estimatif.
Qualifications et expérience:
* Age: environ 35 ans. * Diplôme d'ingénieur (mécanique ou génie maritime).
* Expérience d'environ 10 ans acquise dans l'offshore pétrolier, dont 5 ans dans un bureau d'ingénierie, impliquant les études et l'établissement de cahiers des charges concernant les terminaux de tous types, plates-formes fixes et conduites sous-marines.
* Bonne connaissance de l'exploitation des champs pétroliers, de la construction maritime, de l'informatic, de l'utilisation de maquettes, des estimations de coûts.
Pour ces postes une bonne connaissance de l'anglais est essentielle.
La société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages extrasociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.
Veuillez envoyer votre curriculum vitae, avant le 3 septembre et joindre une photo 4x6.



Chef du Personnel
Single Buoy Moorings Inc.
P.O. Box 157
Principauté de Monaco.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Εν όψει της εντάξεως της Ελλάδος Η ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ διοργανώνει διαγωνισμούς για την πρόσληψη ΑΝΑΘΕΩΡΗΤΩΝ και ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΩΝ ΓΡΑΜΜΑΤΕΩΝ και ΔΑΚΤΥΛΟΓΡΑΦΩΝ

Αιτατούμενα προσόντα:

- ελληνική ιθαγένεια ή τέλεια γνώση της ελληνικής
- αναθεωρητές / μεταφραστές:
- πλήρης πανεπιστημιακή μόρφωση ή επαγγελματική εμπειρία
- ανώτατο όριο ηλικίας για αναθεωρητές 45 ετών - μεταφραστές 40 ετών
- υποχρεωτική γνώση αντιστοίχως 3 ή 2 κοινοτικών γλωσσών (Αγγλικά, Γαλλικά, Γερμανικά, Δανικά, Ιταλικά, Ολλανδικά)
- αναθεωρητές: επαγγελματική εμπειρία τουλάχιστον 5 ετών
- γραμματείς / δακτυλογράφοι:
- ανώτατο όριο ηλικίας 40 ετών
- ικανοποιητική γνώση μιας κοινοτικής γλώσσας
- γραμματείς: επαγγελματική εμπειρία τουλάχιστον 2 ετών

Οι υποψηφιότητες πρέπει να αποσταλούν το αργότερο στις 20.9.1980

Πά συμπληρωματικές πληροφορίες οι ενδιαφερόμενοι παρακαλούνται να απευθύνονται στις ακόλουθες διευθύνσεις όπου μπορούν να ζητήσουν το έντυπο υποψηφιότητας που πρέπει να χρησιμοποιηθεί υποχρεωτικά:

- Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 PARIS Cedex 16
- Comité Économique et Social, Division du Personnel, 2, rue Ravenstein, 1000 BRUXELLES, Belgique (Tél.: 512.39.20)

Η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή είναι συμβουλευτικό όργανο του Συμβουλίου και της Επιτροπής των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων. Απαρτίζεται από εκπροσώπους των εθνικών των εργαζομένων και όλων των άλλων κατηγοριών της οικονομικής και κοινωνικής ζωής. Η Γραμματεία της έχει 350 υπαλλήλους και εδρεύει στο κέντρο της πόλεως των Βρυξελλών.

UN AGENT DE MAÎTRISE

pour responsabilités dans l'administration et la gestion des personnels
Le candidat devra:
- Être âgé de trente ans minimum;
- Justifier d'une expérience confirmée dans la fonction personnelle et d'un niveau d'études supérieures équivalent à la licence en droit;
- Avoir une solide connaissance de la législation sociale une bonne aptitude aux relations humaines;
- Avoir le goût de la gestion administrative.
Le poste à pourvoir se situe dans une grande ville du Val-de-Loire.
Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé et prétentions sous n° 8.773 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08, qui tr.

IMPTE ENTREP. DE L'EST
travail, ingénierie du btm.,
spécialiste dans le traitement
de l'air, et des équipements
thermiques, recherche:
Dir. général adjoint (35 a. min.)
maitriser, bien les probl. de gest.
Possib. de particip. au capital.
Ecr. n° 8.754, « Le Monde » P.
5, r. Italiens 75427 Paris Ced. 08.

Ecole de Français
pour adultes étrangers cherche
PROFESSEUR, min. 30 ans,
exp. méthodes CREDIF exigée.
Plein temps. Poste permanent.
Cadre tr. exp. Env. C.V. obl.
à Institut de Français, 06230
Villeneuve-Mer - (93) 80-88-44.

Nous prions
instamment nos
annonces d'avoir
l'obligance de ré-
pondre à toutes les
lettres qu'ils reçoivent
et de restituer
aux intéressés les
documents qui leur
ont été confiés.

offres d'emploi

offres d'emploi

UN RESPONSABLE

Pour FOYER C.A.T. DE 20 ADULTES
HANDICAPÉS MENTAUX
Profil souhaité:

- Diplôme éducateur ou équivalent
- Ancienneté 5 ans + expérience
- Sens des responsabilités en gestion, animation, organisation du travail etc.
- Statut cadre
- Logement F3 assuré
- Convention collective de Mars 1966
- Prise de fonction urgente.

Adresser candidature + CV + photo à
ACTION et TECHNIQUE
B.P. 13 COYOLLES
02600 VILLERS COTTERETS



DAF FRANCE

recherche

UN JURISTE

Pour assumer au sein du Secrétariat
Général la fonction de CHEF DU SERVI-
CE JURIDIQUE.
Formation maîtrise de droit (ancienne
Licence) au minimum.
Expérience dans une fonction similaire
appréciée.
Pratique de la Langue Anglaise.

Adresser CV, photo et prétentions à
DAF France - Service du Personnel
SURVILLIERS B.P. 4 - 95470 FOSSES

SOCIÉTÉ AFFILIÉE À UN GRAND GROUPE
INDUSTRIEL ET FINANCIER FRANÇAIS
DE TAILLE NATIONALE SUR SON MARCHÉ

recherche

SON NOUVEAU

RESPONSABLE DE LA TRÉSORERIE ET DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

- Poste à pourvoir à BOULOGNE-BILLANCOURT
- Coordonnerait à JEUNE CADRE DÉBUTANT
Libéré obligations militaires

DIPLOMÉ DE L'I.E.P.

SECTION ÉCO. FINANCES

Adresser curriculum vitae et prétentions à
SERVICE DU PERSONNEL
11, rue Lazare-Hoche,
PROSERVICE 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Recherchons

UN RESPONSABLE

Pour FOYER C.A.T. DE 30 ADULTES
HANDICAPÉS MENTAUX intégrés
dans I.M.E. de 150 lits

- Diplôme éducateur ou équivalent
- Ancienneté 5 ans + expérience
- Sens des responsabilités en gestion; animation, organisation du travail etc.
- Statut cadre
- Logement F3 assuré
- Convention collective de Mars 1966
- Prise de fonction urgente.

Adresser candidature + CV + photo à
ACTION et TECHNIQUE
B.P. 13 COYOLLES
02600 VILLERS COTTERETS

Lycée français LOS ANGELES
recherche INSTITUTRICES et
PROFESSEUR espagnol. C.V. +
photo, à n° 2.532, « Le Monde » P.
5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

STE PARACHIMIQUE
située banlieue Est de Paris
recherche

INGÉNIEUR 30
ans pour son département
équipement.
Ce poste de responsabilité
demande des connaissances
chimiques, mécaniques, élec-
troniques et sur la transfor-
mation des matières plastiques.
Envoyer C.V. à n° 88.557,
CONTEXTE Publicité 20, av. de
l'Opéra, Paris 1^{er}, qui trans.

Nous prions nos lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir
bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressés et de
vérifier l'adresse, seule qu'il s'agit de
« Monde Publicité » ou d'une agence.

Importante entreprise recherche
Cadre administratif H.E.C., Sup.
de Co. + D.E.C.S., expérience
Audit indépend. Tél.: 297-49-25.

Ville de Garges-les-Gonesses
95140 - recrute:
UN (UNE) ASSISTANT (E)
SOCIAL (E) pour secteur
titulaire diplôme d'Etat
ou attestation à exercer
la fonction.
Salaire net mensuel:
3.229,35 F pour les trois
premiers mois de stage
et 3.777,47 F pour les neuf
autres mois.
Avantages statutaires
et particuliers.
Adresser candidature et C.V. à:
M. LE MAIRE.

SPM recrute
ÉLECTRONICIENS
niveau AT3 - ATP
microprocesseur apprécié.
Tél. 3^e R.V., P. 40, 225-63-41.

SOCIÉTÉ PARACHIMIQUE
située banlieue Est de Paris,
recherche

CHEF DE SERVICE
ACHAT - 30-35 ANS

avant
une bonne connaissance
de l'achat de produits
en chimie minérale
et chimie fine.
Envoyer C.V. à n° 68.555,
CONTEXTE PUBLICITÉ,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

T.I.T.N.

FILIALE THOMSON

C.S.F. INFORMATIQUE

recherche pour ses travaux
de conception et de réalisation
de systèmes de gestion
dans le domaine de l'inter-
matique répartie sur mini
et micro-ordinateurs ainsi
que pour ses travaux dans
le domaine des réseaux de
la communication, de messages
et de télé-informatique.
- INGENIEURS SYSTEMES
Formation des écoles, plusieurs
années d'expérience dans le
domaine du logiciel temps réel.
- INGENIEURS débutants
Option informatique
ou maîtrise informatique.
- ANALYSTES
PROGRAMMEURS
I.I.T. Informatique
Lieu de travail:
banlieue Sud (proximité Orly
ou 40 km Ouest de Paris).
Env. C.V., photo et prêt, en
précisant réf. S.O.F.T. à:
T.I.T.N. 5, rue Gustave-Eiffel,
91420 MORANGIS

Société recherche pour
BOULOGNE-BILLANCOURT

LICENCIÉ EN DROIT
expérience notariée
des problèmes fiscaux

CONTRAT pour un an
Prétentions: 200.000 F
un candidat au-dessus
de la cinquantaine.

Adr. C.V. et prétentions:
PROSERVICE (service du
personnel), 11, rue Lazare-Hoche
92100 BOULOGNE

INGÉNIEURS ELECTRONIC.
Il en III
Pr. Hollande, Option Télécom.
micro-onde, hyperfréquences,
1000-FRÉQ. DATA, 97, rue de
Roubaix, Paris-21 - 222-65-15.

secrétaires

Société Paris 13^e

recherche

pour service Export

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHE

bilingue français, anglais.

initiale pratique commerciale et

relation avec francophones.

- Situation stable.

- Restaurant d'entreprise.

- 13^e mois.

Adresser C.V. et prétentions, à

Régis-Frère, n° 7 02187 M.

85 bis, r. Beaumour, 75002 Paris

J. F. 26 ans.

SECRÉTAIRE DE REDACTION

5 ans d'exp. prof. prat. angl.

esp. études toutes propositions

Presses, éditions, imprimerie.

C.V. sur demande.

Ecr. n° 2.525, « Le Monde » P.

5, r. Italiens 75427 Paris Ced. 08.

SECRÉTAIRE DE REDACTION

expér. docum., écrit. et fabri-

cation, rech. poste responsable

liée, période, province ou Paris.

Ecr. n° 2.536, « Le Monde » P.

5, r. Italiens 75427 Paris Ced. 08.

capitaux ou

proposit. com.

Promotion Immobilière

Marketing intern. financement

PIETOR PALMA

PLAZZA OBISPO

BERENGUER DE PALOU 7

information

divers

L'Etat offre des emplois stables,

bien rémunérés à toutes et à

tous avec ou sans diplôme.

Pour les connaître lisez la revue

FRANCE CARRIÈRES (C. 16),

B.P. 402-00 Paris.

Documentation sur demande.

animaux

Vends jackals à poil long rous

(pure race), nés le 21 juin 1980.

Tél.: 445-92-88

VOIR NOTRE

IMMOBILIER

PAGE SUIVANTE

UN ENTRETIEN AVEC M. BARROT

La pléthore des médecins me préoccupe davantage que leurs relations avec la Sécurité sociale nous déclare le ministre de la santé

M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, vient de partir pour le Mexique et la Guinée où il va, notamment, tenter de « vendre » quelques hôpitaux. Il estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé avant son départ, avoir réglé pour l'essentiel l'épineux dossier de la convention entre les médecins et la Sécurité sociale (voir ci-dessous).

Fatigué mais heureux ou pressé. Ainsi se présente, après des mois de dures négociations, M. Barrot. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a le visage pâle de ceux qui passent leurs dimanches, fidèlement, à Yassineux (Haute-Loire), mais l'expression saine d'un politicien qui vient tout à la fois de réorganiser un ministère et de régler le dossier de la convention pour l'admettre. On a eu chaud. Mais on le dit pas, et on ne le dira pas.

Plus de 90 % des praticiens libéraux, aujourd'hui, sont donc convenus. Le ministre en vient d'abord aux médecins, nous dit M. Barrot, qui sont restés attachés à la tradition d'une médecine conventionnelle et sociale. Ce chiffre

un dossier sur les problèmes conventionnels). M. Barrot n'en a pas moins d'autres soucis, à commencer par la pléthore de praticiens qui le préoccupe, comme elle inquiète les intéressés eux-mêmes. C'est pourquoi le ministre de la santé prépare un certain nombre de mesures qui devraient normalement permettre une meilleure répartition des praticiens sur le territoire.

Pour acquiescer cette conviction, M. Barrot a beaucoup voyagé dans toute la France. Il n'est pas allé seulement en Haute-Loire. Il a rencontré des médecins de vingt départements. « Tous les contacts que j'ai eus me prouvent que, dès lors qu'on explique bien le contenu de la convention, les craintes s'estompent. Les médecins se disent : je ne suis pas un pauvre, je suis un professionnel de la médecine, ceux qui sont sur le terrain, tous les jours, et quelques professionnels du syndicalisme, qui s'obstinent à nier toutes contraintes. Leur comportement ne peut conduire les médecins qu'à une impasse et les assurés sociaux vers des risques certains. Si la convention obtenue était satisfaisante, les malades en seraient les bénéficiaires. Il est vain d'imaginer que nous résoudrons sur cet accord. Pour ce qui ne concerne pas les médecins, nous les rassurons : mettez cette convention sous surveillance, si vous le voulez ! Expérimentez-la ! Mais n'essayez pas de la boycotter. »

Car M. Barrot a d'autres soucis. Il explique, il n'est pas le seul, que, si une menace réelle pèse sur la médecine, en France, elle vient plus prosaïquement du surcroît de médecins. « La convention, c'est comme un rideau de théâtre. Derrière, il y a la démographie, qui est le fond du problème. » Que la France soit aujourd'hui sur-médecinée, comme elle est sur-équipée en lits hospitaliers, est un fait. Encore faut-il nuancer ce jugement suivant les régions. A l'heure actuelle, les médecins qui s'installent ne disposent d'aucun système d'information cohérent sur le degré de saturation possible de la zone où ils songent à s'installer. « C'est, déclare carrément le ministre, trop de pyromanie ! »

Aussi allons-nous monter, avec l'Ordre des médecins, un système de « pilotage » des installations. Nous donnerons aux praticiens des informations détaillées sur le volume des actes pratiqués dans la région où ils envisagent de s'installer. « Un tel système est déjà expérimenté en Aquitaine, trois fois par an, il sera généralisé. Trois médecins sur quatre s'installent à proximité immédiate de la faculté où ils ont fait leurs études. »

« Nous allons en outre, ajoute M. Barrot, encourager les médecins à quitter la profession, dans toute la mesure du possible, dès l'âge de cinquante ans, et à aller à l'étranger. Nous allons aussi rémunérer les généralistes qui voudront bien former à leurs côtés des étudiants stagiaires après leur sortie de la faculté. Enfin, conclut le ministre, comme la réforme des études médicales va réduire le nombre de diplômés, nous allons encourager l'emploi de créer un assistant temporaire ou s'engageront les internes qualifiés, et ce pour une période qui pourra être d'environ trois mois. Il s'agit d'apaiser la démographie médicale des années 1985-1990. Après 1990, tout ira mieux. »

L'adhésion massive des médecins à la nouvelle convention reflète avant tout la recherche de la sécurité

Six semaines après la signature de la convention qui lie pour cinq ans le corps médical et les caisses de Sécurité sociale, alors que les états-majors syndicaux sont largement dégauchés et que le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale s'envole pour le Mexique avec l'espoir de « vendre » quelques hôpitaux en Amérique latine, l'immense majorité des assurés sociaux — et bon nombre de médecins — s'interrogent sur l'avenir du système de soins. Plus de 90 % des médecins sont aujourd'hui convenus (« le Monde » du 2 août 1980).

En quoi le texte, dont la mise en œuvre complète sera effective à la rentrée affectera-t-il le régime des remboursements, voire le style même de la médecine de ville ? Cette convention, à laquelle s'est violemment opposée la

principale organisation représentative des médecins, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) — qui a refusé de signer — représente-t-elle une régression réelle sur les acquis sociaux antérieurs, comme l'affirment la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN ? Constitue-t-elle au contraire, comme le soutiennent ses signataires, le seul moyen de préserver, dans un climat économique tendu, une médecine à la fois libérale et sociale ?

Pour l'heure, chacun campe sur ses positions et les échéances de septembre devraient être décisives. La C.S.M.F., en particulier, qui représente quelque 85 % des médecins syndiqués, pourra-t-elle rester à l'écart des mécanismes conventionnels sans dommages pour le système lui-même ?

En contrepartie de cette liberté, il perd les avantages sociaux (retraite, assurance maladie) et fiscaux que détenaient ses collègues du premier secteur. Il devra, pour les obtenir, payer lui-même pour conserver ces avantages. 5,75 % des médecins (soit quatre mille deux cents) ont choisi cette solution. Telles sont les données brutes et les résultats chiffrés fournis par les caisses de Sécurité sociale et le gouvernement. Comment peut-on, aujourd'hui, les interpréter ?

● Le médecin qui s'engage à respecter les tarifs conventionnels, soixante mille d'entre eux ont opté pour ce système, à savoir 81 % des médecins libéraux. Le malade sera remboursé à 75 %, comme auparavant, de ses dépenses. (Il s'agit du secteur dit « numéro 1 »).

● Le médecin qui, quoique appartenant, lui aussi, au « premier secteur » bénéficie du « droit permanent » (D.P.) de dépasser les tarifs conventionnels, en raison de sa « notoriété » et de ses titres particuliers. Ce praticien pourra, comme auparavant, demander au malade « avec tact et mesure » les honoraires qu'il fixera lui-même, selon ses critères propres. Le malade sera remboursé en fonction du tarif conventionnel, et paiera la différence lui-même. Seule modification par rapport à l'ancien système : ce droit permanent à dépassement, inventé en son temps pour inciter les médecins « titrés », à rallier le système conventionnel, s'éteindra avec ses bénéficiaires. « Ce droit acquis » va disparaître, 12,5 % des médecins (soit neuf mille cent) en disposent actuellement.

● Le médecin du « deuxième secteur ». Il est considéré comme conventionnel mais il choisit, lui aussi, de fixer librement ses tarifs, sans pour autant présenter de titres ou de justifications particulières.

TENSION ENTRE LES MARAÎCHERS D'ORLÉANS ET LEURS OUVRIERS IMMIGRÉS

(De notre correspondant.)

Orléans. — Trois ouvriers salonniers marocains ont été lésés par des coups et blessures volontaires et involontaires, et accusés de l'assaut d'arrêt d'Orléans, après une bagarre avec leur employeur, M. Barrot, maraîcher à Saint-Pryvé-Saint-Mesmin (Loiret). Ce dossier a été légèrement bécoté, tandis qu'un quatrième travailleur marocain a dû être hospitalisé.

M. Barrot a porté plainte. Sa version des faits est contestée par d'autres témoins, ainsi que par la C.G.T. qui réclame la libération immédiate des trois hommes.

Une cinquantaine de maraîchers se sont rendus au siège orléanais de l'Inspection des lois sociales en agriculture pour demander qu'il soit mis fin aux contrats de travail de ces salariés. Reçus par le directeur du cabinet du préfet, les patrons maraîchers qui reprochent aux pouvoirs publics de « manquer d'autorité », réclament l'expulsion immédiate des fauteurs de troubles.

Depuis plus de trois mois, la tension est vive entre les maraîchers de la région d'Orléans et leurs ouvriers marocains, soutenus par la C.G.T. qui demande la transformation des contrats de travail temporaires en contrats permanents. La C.G.T. estime que le maraîchage n'est pas une activité saisonnière, puisqu'elle s'étale maintenant sur toute l'année, alors que les contrats proposés sont d'une durée maximale de huit mois.

Plusieurs manifestations et une grève au mois de mai, ont eu lieu. Vingt-cinq travailleurs immigrés ont assigné quatre de leurs employeurs en justice : le tribunal des référés d'Orléans a alloué une somme de 9 000 F à l'un des plaignants pour un redressement d'heures supplémentaires. Il a désigné un expert pour examiner les conditions dans lesquelles les contrats de travail sont appliqués. — R. G.

Un « double secteur »

A la Confédération des syndicats médicaux, on ne décolère pas. « La principale clause de la convention, déclare le docteur Gérard Bès, secrétaire général, n'est pas dans l'organisation de ce double secteur, qu'à l'extrême rigueur nous aurions pu accepter (de fait la C.S.M.F. avait proposé elle-même en janvier un système assez voisin). Ce que, en revanche, nous ne pouvons tolérer, c'est le principe d'un double secteur mécanisme, et selon lequel, comme l'écrit expressément la convention (article 21), les parties signataires se fixent chaque année, de façon concertée, des objectifs de dépenses portant, d'une part, sur les honoraires et, d'autre part, sur les prescriptions, compatibles avec les recettes disponibles de l'assurance-maladie. » Ce principe que la C.S.M.F. dénomme l'« enveloppe bloquée », les dépenses ne peuvent croître plus vite que les recettes — a été la pierre d'achoppement de la négociation.

« Nous ne pouvons supporter, s'exclame le docteur Bès, de subordonner l'exercice de la médecine à un pur principe comptable. Nous acceptons fort bien la notion de maîtrise concertée des dépenses. Pas au détriment des malades individuels que nous devons soigner. Nous refusons cette politique de rationnement et de partage : « Modérez vos prescriptions, vos honoraires seront plus élevés. »

A la Fédération des médecins de France, que préside le docteur Bétol, on a une autre vision de la convention, on parle au nom du réalisme. Les principes comptables, dit le docteur Bétol, ont toujours été à l'arrière-plan des négociations conventionnelles ; qu'y a-t-il de changé ?

Des incertitudes

En fait, et au-delà des interprétations syndicales, l'examen des chiffres livre plusieurs enseignements et quelques incertitudes.

Le premier enseignement est à chercher dans l'adhésion massive des médecins libéraux au régime conventionnel. Certains avaient craint, ou craint, qu'un bon tiers des praticiens n'abandonnent franchement le système ou, moindre mal, n'entrent

« dans le secteur aux honoraires libres. Cette prévision ne s'est pas réalisée, et la surprise même qu'a provoquée ce résultat est révélatrice d'un fait : on a sous-estimé, depuis plusieurs années, certains éléments aujourd'hui dominants de sociologie médicale. Beaucoup de médecins, et notamment les jeunes, n'aspirent aucunement à une compétition dont ils savent qu'elle sera rude. Nombre d'entre eux prolongent dans ce but leurs études, cherchant à conserver aussi longtemps que possible la protection efficace d'un giron hospitalo-universitaire qui leur évite, au surplus, le maintien de l'argent auquel certains répugnent. La pratique hospitalière, l'exercice salarié, la médecine de groupe, dans une moindre mesure, jouent à cet égard un rôle comparable et dérivent du souci d'une délicate chasse au patient. En outre, beaucoup de ceux qui ne sont installés « en ville » — ou à la campagne, depuis moins de dix ou quinze ans, ne cherchent pas seulement dans le système conventionnel tel qu'il fonctionne une relative protection contre des aléas financiers. Ils y voient aussi une adhésion à un régime de médecine libérale dont ils souhaitent profondément, dans leur majorité, le maintien. Ceux qui d'ailleurs se sont le plus violemment insurgés contre l'actuelle convention — par exemple les membres du Syndicat de la médecine générale, tendance « dure » d'une jeune gauche médicale — sont ceux qui souhaitent ouvertement la destruction du système tel qu'il fonctionne, qu'ils jugent inégalitaire et antisocial.

Le deuxième enseignement a trait au comportement des patients. Tout a montré, au cours des cinq dernières années, que la consommation médicale ne s'accroît nullement en raison de la crise économique et des difficultés financières croissantes que rencontrent les familles. On peut même se demander si ces difficultés n'engendrent pas, précisément, un comportement opposé à celui qu'espéraient les économistes, à savoir une « surchauffe » de ce type de consommation, dernier poste sur lequel on accablait des patients. Tout a montré, au cours des cinq dernières années, que la consommation médicale ne s'accroît nullement en raison de la crise économique et des difficultés financières croissantes que rencontrent les familles. On peut même se demander si ces difficultés n'engendrent pas, précisément, un comportement opposé à celui qu'espéraient les économistes, à savoir une « surchauffe » de ce type de consommation, dernier poste sur lequel on accablait des patients. Tout a montré, au cours des cinq dernières années, que la consommation médicale ne s'accroît nullement en raison de la crise économique et des difficultés financières croissantes que rencontrent les familles. On peut même se demander si ces difficultés n'engendrent pas, précisément, un comportement opposé à celui qu'espéraient les économistes, à savoir une « surchauffe » de ce type de consommation, dernier poste sur lequel on accablait des patients.

Par conséquent, si le système de protection sociale dont la France s'est progressivement dotée depuis 1950 doit affronter de nouvelles secousses, le réaménagement auquel nous venons d'assister constitue-t-il une régression de type néo-libéral, à situer dans la ligne suivie par M. Barrot : libération des prix, confiance aveugle dans les mécanismes d'autorégulation du marché, réhabilitation constante — jusque dans le système de soins — de la concurrence ? Il est trop tôt pour en juger : quelque 18 % des médecins, dans le nouveau régime, fixeront librement leurs prix (ceux qui disposent du D.P. et ceux du secteur « libre »). Dans un an, puis en 1982, les médecins auront le droit de changer leur affiliation. Si nous assistons alors à une adhésion massive au secteur « libre », si les D.P. disparaissent progressivement — ce deuxième secteur se gonfle constamment, au détriment des assurés, c'est sans conteste la mort, à terme, de l'actuel système conventionnel. Il faudra en changer.

Cela dit, en l'état actuel des choses, venons-nous d'assister à un remaniement qui constitue — malgré des éléments régressifs — un moindre mal, compte tenu des gigantesques difficultés de l'économie, auxquelles devra de nouveau faire face, dès 1981, l'assurance-maladie (un déficit de 3,5 milliards de francs) ? Telle est la thèse qui prévaut, depuis quelques mois, avenue de Ségur. Il fallait, dit-on au ministère de la Santé, un remède de cheval pour éviter le pire. Enait-ce un juste parti ?

CLAIRE BRISSET.

Les négociations sur la durée du travail

Mieux vaut ne pas reprendre une discussion illusoire si le patronat continue de vouloir décider seul affirme M. Edmond Maire

Dans un long article, à paraître dans l'hebdomadaire C.F.D.T.-Syndicats, daté du 14 août, M. Edmond Maire expose les « deux exigences » de la centrale de la rue Cadet pour un accord sur la durée du travail.

« Nous le rappelons, écrit-il, pour écarter toute illusion : ce que se méprennent sur l'état de la négociation nationale interprofessionnelle : le jesse est trop large, le désaccord de la C.F.D.T. est trop net ; nous n'en sortirons pas sans un changement important dans la position du patronat. Pour la C.F.D.T., deux exigences apparaissent : c'est une véritable précondition à tout progrès contractuel : l'une porte sur les principes, le pouvoir de décision en matière d'aménagement du temps de travail ; l'autre porte sur le contenu de la réduction de la durée du travail. Le patronat doit savoir clairement qu'il n'y aura pas d'accord sans une avancée qualitative sur les principes et sans un progrès quantitatif sur le contenu. »

Après avoir réaffirmé que « le contrat est largement préférable au législatif », le secrétaire général de la C.F.D.T. développe ces deux points.

1) L'aménagement du temps de travail : « Il doit être bien clair pour tous, souligne la C.F.D.T., ne saurait donner son accord à tout aménagement de la durée du travail imposé aux salariés contre leur avis. Sur un domaine qui concerne tous les salariés, la vie des gens, il faut, au contraire, définir des règles de consultation de tout le personnel de négociation syndicale dans l'entreprise et, en outre, pour le comité d'entreprise de bloquer les décisions patronales allant à l'encontre de la volonté des travailleurs. Le contrôle, par les travailleurs et les syndicats, des aménagements du temps de travail n'est pas échangeable contre quelques jours de congé supplémentaires. (...) Pour redire les choses autrement : pour la C.F.D.T., la reprise des négociations avec le C.N.F.P. ne doit se faire que si le patronat remet en cause sa volonté de décider de la durée du travail. Dans le cas contraire, mieux vaut ne pas reprendre une discussion illusoire en septembre. »

2) La réduction de la durée du travail : « Des progrès ont été réalisés, estime M. Edmond Maire. Mais ils sont insuffisants. Trois points en particulier doivent être améliorés : le calendrier d'obtention des quarante heures de congé — ou cinq jours fériés doit être accéléré, dans des conditions identiques pour toutes les entreprises (...); les salariés effectuant des travaux pénibles doivent bénéficier d'une réduction effective d'une heure par semaine, les travailleurs faisant les horaires les plus longs (...) ne doivent pas être exclus de l'accord. Le patronat doit aussi admettre que la complexité de son projet actuel concernant les heures supplémentaires risque de se retourner contre les travailleurs : il faut simplifier le mécanisme et se refuser à y maintenir les négociations actuellement prévues par la réglementation. »

Cela dit, ajoute-t-il, la C.F.D.T. confirme sa profonde

volonté d'aboutir. Elle pense qu'un accord est possible. Elle en appelle à la mobilisation collective des militants dès le début de septembre pour exercer la pression la plus forte. »

Dans la dernière partie de son article, le secrétaire général de la C.F.D.T. contre-attaque vivement à l'égard de la C.G.T. « L'attitude de la C.G.T. dans la négociation sur la durée du travail est éclairante, écrit-il. La C.G.T. — ou plus précisément ses porte-parole — ne veulent pas d'accord avec le C.N.F.P. (...) La C.G.T. veut en effet montrer clairement aux travailleurs qu'une avancée importante n'est possible avec ce patronat et avec ce pouvoir politique. (...) Les solutions, pour l'essentiel, viendront, d'ailleurs, des changements politiques. (...) La condition que le parti communiste soit le plus fort et qu'il domine ses partenaires. Bref, dans ses choix récents, la C.G.T. ne route pas pour le syndicalisme. »

M. Maire poursuit : « Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la C.F.D.T. soit devenue la cible principale des dirigeants de la C.G.T. Car nous représentons l'obstacle à leur projet. Notre volonté d'action unitaire pour arracher des résultats significatifs d'un changement, des maintiens et par l'action syndicale, constitue la stratégie alternative la plus redoutable pour la C.G.T. »

Il conclut : « Nous espérons vivement que la C.G.T. ne s'écartera pas d'elle-même des négociations et, même, pourquoi pas ? qu'elle y jouera un rôle syndical positif. Quant au patronat, si parfois l'idée lui vient de faire un cadeau à la C.G.T., de donner sa préférence à son sectarisme et son isolement en voulant l'écarter des négociations, qu'il ne compte pas sur nous ! »

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Directeur général de l'Office de Commercialisation et d'Exportation recevra jusqu'au 10 septembre 1980, à 18 heures, les offres de prix relatives à la fourniture de plants de tomates de variété, récolte 1980, conformément à la répartition :

- VARIÉTÉ BINTJE ET SIMILAIRES : — 7.000 tonnes classe A — 1.000 tonnes classe SE et E
- VARIÉTÉ ROSEVAL : — 250 tonnes

Le cahier des charges peut être retiré au siège de l'Office, 45, avenue des F.A.R., Casablanca (Direction des Primeurs), et à la Direction Commerciale de l'O.C.E., 33, avenue de Wagram, Paris (17^e).

Les soumissions, sous pli cacheté, devront porter la mention « Appel d'Offres Semences Pommes de Terre » et être adressées avant la date ci-dessus indiquée à :

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION 45, avenue des F.A.R. CASABLANCA - MAROC.

AFFAIRES

LA RESTRUCTURATION DE LA PÉTROCHIMIE FRANÇAISE

Les négociations entre Elf et la C.F.P. piétinent

Attendu le 30 juillet, espéré le 6 août, l'accord entre les deux groupes pétroliers français Elf-Aquitaine et Total-Chimie, sur le partage des actifs chimiques et pétrochimiques rachetés par le premier à Rhône-Poulenc (« le Monde » du 10 juillet), n'est toujours pas réalisé de même que piétine la négociation sur l'intégration de ces actifs dans ATO-Chimie leur filiale commune à 50-50 et la définition de la stratégie industrielle à donner au nouvel ensemble.

D'où viennent donc les difficultés actuelles ? A l'origine de la création d'ATO, en décembre 1971, les deux groupes étaient convenus de partager solidement à toute nouvelle affaire, qu'il s'agisse d'une installation ou d'une acquisition à effectuer. L'accord conclu à l'époque leur en faisait même l'obligation réciproque.

Elf-Aquitaine a été « fair play ». La compagnie a averti la France des pétroles quand elle a ouvert, en janvier, des négociations avec Rhône-Poulenc en vue de lui racheter sa chimie lourde. Mais, d'après les renseignements

glanés à différentes sources, elle se serait montrée beaucoup moins pressée par la suite à respecter les engagements pris. Le S.N.E.A. alimenterait, semble-t-il, profiter de cet apport industriel important pour aménager l'accord contracté de 1971. Non pour remettre en cause la parité dans ATO, mais pour mieux définir les responsabilités de chacun et pour en transformer les conditions de gestion.

La C.F.P., dit-on, aurait accepté l'aménagement proposé dans la mesure où il permettait d'améliorer le fonctionnement de la chimie commune par une meilleure optimisation des opérations des deux groupes, à condition, bien sûr, qu'une telle optimisation ne se fasse pas au détriment de l'un ou de l'autre des partenaires. Mais à l'évidence ni Elf-Aquitaine, ni Total n'ont la même vision de cette optimisation industrielle qui tout d'abord de la stratégie à définir. Tout en affirmant que « le nouvel ensemble doit être organisé de façon que chacun puisse y faire sa cuisine », M. Chalançon, président de la C.F.P., a pensé avoir ajouté lors de la présentation de l'accord avec Rhône-Poulenc : « Je désire avoir une position chez ATO qui soit en harmonie avec notre raffinage ». Total devient clair, surtout quand on se souvient de ses dernières paroles : « Je cherche à faire une opération de rationalisation industrielle en réalisant une synergie entre le raffinage et la pétrochimie ».

A la C.F.P., on voit les choses de façon assez différente. Sur tout le montant de la facture de l'ensemble de l'année 1978. Plus de la moitié de l'approvisionnement français (56,30 %) a été assuré au cours de ces six derniers mois par deux pays, l'Arabie Saoudite et l'Irak, dont les prix des bruts ont été inférieurs à la moyenne générale (en C.A.P., 861,68 francs la tonne par rapport à 924,78 francs pour l'Irakien, alors que la moyenne s'établit à 939,02 francs par tonne).

Les chiffres du premier semestre montrent que la France devrait respecter pour 1980 les engagements pris à Bruxelles de ne pas dépasser un plafond d'importation de 117 millions de tonnes. Rappelons que les statistiques des douanes ne comportent pas l'achat et la vente de produits raffinés.

ANDRÉ DESSOT.

ÉNERGIE

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PÉTROLE ONT BAISSÉ DE 10,55 % AU PREMIER SEMESTRE

Les importations françaises de pétrole ont diminué de 10,55 % pendant le premier semestre par rapport à la même période de 1979 et atteignent 97,2 millions de tonnes. Ces statistiques que vient de publier la direction générale des douanes sont en contradiction avec les chiffres que nous avions donnés — sur la foi d'une dépêche — dans le Monde du 9 août.

Le coût global de ces achats du premier semestre est proche de 64 milliards de francs (53,5), soit le montant de la facture de l'ensemble de l'année 1978. Plus de la moitié de l'approvisionnement français (56,30 %) a été assuré au cours de ces six derniers mois par deux pays, l'Arabie Saoudite et l'Irak, dont les prix des bruts ont été inférieurs à la moyenne générale (en C.A.P., 861,68 francs la tonne par rapport à 924,78 francs pour l'Irakien, alors que la moyenne s'établit à 939,02 francs par tonne).

Les chiffres du premier semestre montrent que la France devrait respecter pour 1980 les engagements pris à Bruxelles de ne pas dépasser un plafond d'importation de 117 millions de tonnes. Rappelons que les statistiques des douanes ne comportent pas l'achat et la vente de produits raffinés.

ÉTRANGER

CANADA

L'industrie canadienne n'a fonctionné qu'à 66,3 % de ses capacités durant le premier trimestre de 1980, soit un recul de 1,2 % par rapport aux trois derniers mois de 1979, et de 1,8 % par rapport à la moyenne générale réalisée l'année précédente. Parmi les grands secteurs industriels, seul celui des mines — qui comprend les puits de pétrole — a enregistré une très faible amélioration par rapport à la fin de 1979, passant de 78,8 % à 78,9 %. Pour sa part, la production manufacturière a reculé de 1,1 % durant la même période. — (A.F.P.)

ÉTATS-UNIS

Les ventes américaines au détail ont progressé en juillet, pour le deuxième mois consécutif. Selon le département du commerce, ces ventes ont totalisé 77,1 milliards de dollars, en hausse de 2 % sur celles de juin. Les seules ventes de biens durables ont augmenté de 4,8 %, totalisant 24,2 milliards. Les ventes d'automobiles, en particulier, ont fait un bond de 8,3 %, s'élevant à 12,6 milliards. Dans les milieux économiques, on voit dans cette reprise des ventes en détail un nouvel indice que la récession américaine pourrait bientôt s'achever. — (A.F.P.)

R.F.A.

Le ralentissement conjoncturel a amené, en Allemagne fédérale, une augmentation des faillites de 10 % au premier semestre par rapport aux six premiers mois de 1979. Selon l'Office fédéral des statistiques, ce sont le commerce et les services qui ont été les plus touchés parmi les trois mille quatre-vingt-huit faillites d'entreprises enregistrées de janvier à juin.

SUISSE

Hausse modérée du coût de la vie. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % en Suisse en juillet et de 3,3 % en un an. Cette hausse du coût de la vie est principalement imputable, comme en juin (+ 0,4 %), à la hausse des prix des produits alimentaires, notamment celle des fruits, provoquée par les conditions atmosphériques. — (A.F.P.)

VAUXHALL RÉDUIT SES HORAIRES DE TRAVAIL

La direction de Vauxhall, filiale britannique du groupe automobile General Motors, a annoncé aux 30 000 salariés de ses usines de Luton, Ellesmere Port et de Dunstable en Grande-Bretagne, que les horaires de travail seront réduits et les heures supplémentaires supprimées jusqu'à la fin de l'année.

Cette décision, dont les détails n'ont pas été révélés, s'explique par la baisse des ventes des véhicules Vauxhall (13 % de moins qu'il y a un an au cours des sept premiers mois) en Grande-Bretagne et à l'étranger, baisse qui nécessite une réduction de la production et des stocks. En juin, l'usine de Luton avait déjà été arrêtée deux semaines.

Renault-Gitane va ouvrir une nouvelle usine à Saint-Péven-Betz (Loire-Atlantique) à 40 kilomètres de l'usine mère située à Machecoul. Cette nouvelle unité, qui devrait employer quatre-vingt salariés en 1981 et cent soixante en 1982, pourrait produire cent vingt mille bicyclettes par an. Elle représente un investissement de 28 millions de francs. Renault-Gitane, filiale du groupe nationalisé depuis 1975, emploie cinq cent cinquante personnes à Nantes.

M. Pierre Bilger, directeur du cabinet de M. Maurice Papon, ministre du budget, vient d'être nommé au grade de chef de service. M. Bilger conserve ses fonctions de directeur de cabinet. (Né le 27 mai 1948, M. Pierre Bilger fut affecté en 1967, à la sortie de l'ENA, à l'Inspection générale des finances. Chargé de mission à la direction du budget, de 1972 à 1974, il fut ensuite appelé au cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, au ministère de l'économie et des finances, comme chargé de mission, puis conseiller technique de 1974 à août 1976, avant d'occuper les mêmes fonctions au cabinet de ses successeurs MM. Michel Durand (septembre 1976-avril 1977), puis Robert Bouillat, d'avril à octobre 1977. Il était depuis cette date sous-directeur (première sous-direction) à la direction générale des finances, puis, en avril 1978, par M. Papon à prendre la direction de son cabinet au ministère du budget.)

Investissements étrangers : Nouvelles mesures de libéralisation. — Un arrêté, publié au Journal officiel du 9 août, complète les mesures de libéralisation des investissements étrangers dans les pays du Marché commun et européens en France (le Monde du 6 août). L'arrêté du 9 août concerne cette fois les relations financières entre la France et les autres pays étrangers. Les investissements français directs à l'étranger sont désormais dispensés d'autorisation préalable s'ils ne dépassent pas 5 millions de francs, au lieu de 3 millions auparavant. De même, pour les investissements étrangers en France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 145 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL

(en millions de francs)

PREMIER SEMESTRE	1979	1980	Variation
A.G.F. Vie	1 583	1 814	+ 14,6 %
A.G.F. - I.A.R.T.	2 260	2 523	+ 11,6 %
	3 843	4 337	+ 12,8 %

Les deux sociétés A.G.F. Vie et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales de la Société Centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des Sociétés constituant le Groupe des A.G.F.

- 1 500 AGENTS GÉNÉRAUX
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX
- ET LES REPRÉSENTANTS DES A.G.F. DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés contrôlées à plus de 50 % par la Compagnie s'est élevé pour le premier semestre 1980 à 13 111 millions de francs, hors taxes, en augmentation de 26 % par rapport au premier semestre 1979.

Ce montant inclut le chiffre d'affaires de diverses sociétés, telles que Salmat et Bric, Devaux, Lamont, Tréfileries et Câblages de Lens, Société Lenoire du Culvre, dont le groupe a pris le contrôle à la fin de l'année dernière ou au cours du deuxième trimestre de l'année en cours ; il ne comprend plus le chiffre d'affaires d'Arnaud-P.A.E., dont le contrôle a été cédé à l'automne 1979, ni celui de S.G.E. Nigéria, dans laquelle le groupe n'a plus qu'une participation minoritaire et qui figure désormais parmi les sociétés affiliées. Le taux de progression à structure comparable du chiffre d'affaires consolidé hors taxes des sociétés contrôlées est d'environ 17 %.

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées s'élève à 6 931 millions de francs, en progression de 15,5 % par rapport au premier semestre de 1979 (+ 11 % à structure comparable).

Au total, le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 20 042 millions de francs pour le premier semestre 1980, en augmentation de 22,3 % par rapport au premier semestre de 1979, la progression à structure comparable étant de 14,5 %.

La répartition de ce chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

Millions de francs	1979	1980	Variation
Sociétés contrôlées :			
Entreprise électrique	1 097	1 270	+ 15,6 %
Entreprises et industries	2 600	2 843	+ 9,3 % (1)
Télécommunications et informatique	2 880	3 215	+ 11,6 % (2)
Câbles	1 421	1 421	0 %
Accumulateurs et piles	1 161	1 287	+ 10,8 %
Grand public	288	349	+ 21,2 %
Matériel	720	720	0 %
Autres secteurs	949	931	- 1,9 % (3)
Total	10 406	13 111	+ 26 %
Sociétés affiliées :			
Alsthom-Atlantique	5 058	5 369	+ 6,1 %
Autres sociétés affiliées	944	1 562	+ 65,4 % (4)
Total	6 002	6 931	+ 15,5 %
Total général	16 408	20 042	+ 22,3 %

- (1) A structure comparable + 12,2 %.
- (2) A structure comparable + 31,2 %.
- (3) A structure comparable + 38,2 %.
- (4) A structure comparable + 30 %.

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS ET LE MARCHÉ DE L'EUROFRANC

Le Royaume de Suède vient de conclure un emprunt obligataire d'un montant de 400 millions d'eurofrancs français. La signature de l'opération a eu lieu dans les locaux de l'ambassade de France à Stockholm, en présence des représentants du National Debt Office, d'une part, et de ceux de la Banque nationale de Paris et de la Caisse des dépôts et consignations, d'autre part.

Les contrats de 200 millions de francs, qui ont une durée de 5 ans, ont été émis au pair avec un intérêt de 12 1/2 % l'an.

Il s'agit là de la première émission sur le marché de l'eurofranc pour le Royaume de Suède et de la plus importante émise, en volume, lancée par un emprunteur étranger sur ce marché.

FRANCE GARANTIE

Le dividende a été mis en paiement le 24 mars 1980 et non le 30 juin 1980.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ bas + haut	Rep. + ou Des.	Rep. + ou Des.	Rep. + ou Des.
\$ E.-U.	4,1329 4,1340	+ 25 + 25	+ 25 + 25
\$ Can.	3,5659 3,5680	+ 13 + 13	+ 13 + 13
Yen (100)	1,8329 1,8330	- 20 - 10	- 20 - 5
DM	2,1139 2,1165	+ 35 + 35	+ 75 + 110
Florin	2,1240 2,1280	+ 5 + 30	+ 12 + 45
F.S. (100)	14,5330 14,5190	+ 20 + 20	+ 120 + 120
F.S. (100)	2,5980 2,591	+ 85 + 130	+ 280 + 280
L. (1000)	15,374 15,374	+ 112 + 112	+ 112 + 112
F. franc.	10,172 10,172	+ 112 + 112	+ 112 + 112

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/4	9 1/8	9 3/8	9 3/4	10 1/8	10 3/8	10 7/8	11 1/4
\$ E.-U.	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/2	10 3/4	10 7/8	11 1/4
Florin	9 3/4	10 1/2	9 5/8	10	10 1/2	10 3/4	10 7/8	11 1/4
F.S. (100)	14,5330	14,5190	14,5330	14,5190	14,5330	14,5190	14,5330	14,5190
F.S. (100)	2,5980	2,591	2,5980	2,591	2,5980	2,591	2,5980	2,591
L. (1000)	15,374	15,374	15,374	15,374	15,374	15,374	15,374	15,374
F. franc.	10,172	10,172	10,172	10,172	10,172	10,172	10,172	10,172

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN YARMOUK UNIVERSITY

INVITATION FOR PREQUALIFICATION OF CONTRACTORS

Yarmouk University announces its intent to construct the first stage of the main campus which consists of :
1. Infrastructure works for the ultimate development of the campus including roads, main network, telecommunications, electrical power, sewage treatment plant, hot and cold water and buildings of the central service area. (total area about 45.000 m²). Area of campus is about 2.800 acres.
2. Building of the Faculty of Engineering (about 90.000 m²). The Faculty of Medical Sciences (about 80.000 m²) and the buildings of the Social Services Spine (about 100.000 m²).
All construction work shall be in accordance with the detailed design, specifications and bills of quantities prepared by Kenzo Tange and Uteco in association with Al-Jishariyoun. The project will be divided into separate tenders according to type of work. Either present system or conventional construction is permitted to be implemented for the project.
The University seeks to prequalify interested international contracting firms and/or joint venture teams, and therefore invites those firms and/or joint ventures with experience in similar work to submit their prequalification data for this purpose to :
CENTRAL TENDER COMMITTEE - WORKS
YARMOUK UNIVERSITY
P.O. Box 26134 AMMAN
JORDAN
Telex 22488 YARMOUK JO
Telephone: 342777 - 75-78-80-81.

The prequalification application should include catalogue, date of establishment, financial status supported by bank letter, names of constructed similar projects with some available equipment proposed to be utilized on university project and key technical personnel to be employed for the university project with their experience.
The terminal date for submission of prequalification application is 12.00 noon local time on Saturday, September 20, 1980.
A short list will be prepared by the university consisting of the prequalified firms who shall be permitted to bid for the different parts of the project. The first bid will be issued late 1980 for infrastructure.

LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE

gérées par la caisse des dépôts et consignations

LE LIVRET PORTFEUILLE	LE LIVRET OBLIGATIONS	LE LIVRET MONÉTAIRE
Une SICAV "diversifiée"	Une SICAV "obligations"	Une SICAV "monétaire"
LLP	SEFO	LEB
ACTIONS FRANÇAISES 27,2 %	ACTIONS FRANÇAISES 37,2 %	ACTIONS FRANÇAISES 30,80 %
OBLIGATIONS FRANÇAISES 39,2 %	OBLIGATIONS FRANÇAISES 39,1 %	OBLIGATIONS FRANÇAISES 30,80 %
ACTIONS ÉTRANGÈRES 17,2 %	ACTIONS ÉTRANGÈRES 0,5 %	ACTIONS ÉTRANGÈRES 4,76 %
OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES 5,2 %	OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES 2,1 %	OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES 0,75 %
LIQUIDITÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF 10,0 %	LIQUIDITÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF 4,9 %	LIQUIDITÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF 3,20 %
Actif net F. 1 630 045 844,86	Actif net F. 2 973 300 638,36	Actif net F. 918 183 472,07
Nombre d'actions en circulation 6 054 424	Nombre d'actions en circulation 6 075 000	Nombre d'actions en circulation 5 794 124
Valeur liquidative F. 252,72	Valeur liquidative F. 270,72	Valeur liquidative F. 170,72
Dividende net + Arrêt F. 13,27	Dividende net + Arrêt F. 24,16	Dividende net + Arrêt F. 11,81

Situation au 30 juin 1980

GRUPE UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT

Les produits et agios encaissés par le groupe au cours du premier semestre 1980 ont atteint 401 500 000 F contre 369 800 000 F pendant le premier semestre 1979.
Les résultats d'exploitation, en baisse au début de l'exercice en cours, se sont redressés par la suite et bien que, après impôt et provisions jugées utiles, ils n'étaient plus, au 30 juin, que légèrement inférieurs à la moitié de ceux de l'an dernier.
Si la décade du loyer de l'argent qui se dessine devait se maintenir, à fortiori, s'accroître, il est vraisemblable que le bénéfice net semblable pour l'année entière, tant de l'U.I.C. que de ses principales filiales, la Société financière SOFAL, se présenterait en augmentation sur celui de 1979, permettant de poursuivre la politique d'amélioration régulière de la distribution.

CIT-ALCATEL

Pour le premier semestre 1980, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé, pour la société proprement dite, à 1 739 MF contre 1 596 MF pour le premier semestre 1979, et pour l'ensemble constitué par CIT-Alcatel et ses filiales, à 2 350 MF, contre 2 033 MF, soit une progression de 14,5 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT

en France et à l'étranger
Le dividende a été mis en paiement le 24 mars 1980 et non le 30 juin 1980.

TÉLEX PARTAGE

ÉTRAVÉ SERVICE TÉLEX : PARIS 345.21.62

مركز من الأصلي

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. HOMOSEXUELS : « Nous vous citons », par Errol; « Sortir du placard », par Hervé Lablanc; « Et les dévotions », par Gisèle Vail; « Le droit à l'indifférence », par Jean-Noël Sangis.

ÉTRANGER

3-4. AMÉRIQUES

— ETATS-UNIS : la préparation des élections présidentielles.
— BRÉSIL : le taux annuel de hausse des prix a dépassé les 100 % en juillet.

5. PROCHE-ORIENT

— Jérusalem se constitue plus un thème de négociation, écrit M. Begin au président Sadat.

6. AFRIQUE

— RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : impose dans les négociations entre le gouvernement et les noirs.

7. ASIE

— Les suites de l'attentat de Bologne.

SOCIÉTÉ

7. La section du groupe de travail de l'ONU sur l'esclavage : un rapport dénonce l'exploitation de 500 000 enfants italiens.

8. JUSTICE

— La nouvelle carte des formations universitaires.

9. MÉDECINE

— La Cour des comptes et l'hôpital.

10. RELIGION

11. SPORTS

LE MONDE DES SCIENCES ET TECHNIQUES

9. Pierres précieuses et pierres fines pour joailliers, ces pierres fines qui s'en sont pas.

— Nouvelles recherches, nouvelles applications, le bit reste mal connu.

CULTURE

11. CINÉMA : la Mère de Vanice.

— Monty Python à Avignon.

12. PEINTURE

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Guillebaud; Méthéorologie; Informations « Services »; Jeux.

16. PRESSE

— Polémique entre « l'Humanité » et l'Agence France Presse à propos de l'Afghanistan.

RÉGIONS

18. CENTRE : la chasse aux industries a été bonne à Vendôme (Loir-et-Cher).

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : une belle aventure architecturale à Grillon (Vaucluse).

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : l'avenir du système de soins : l'adhésion formelle des médecins à la nouvelle convention reflète avant tout la recherche de la sécurité.

20. AFFAIRES

RADIO-TELEVISION (13-14)

— Annonces classées (17-18); Carnet (8); Journal officiel (19); Programmes spectacles (12-13); Mots croisés (15); Bourse (21).

LA FLOUNDER SOUS-MARINE

Accéder aux merveilles et aux richesses du monde sous-marin, c'est le rêve de chacun. Loin du surmenage de la vie quotidienne la plongée sous-marine répond idéalement à un besoin de détente. Mais il ne faut surtout pas se lancer dans l'aventure sans précautions ni connaissances élémentaires.

La plongée et sa technique s'apprennent. En termes clairs, simples, directs et précis, François Duthail dévoile tout ce qu'il convient de savoir pour apprécier et pratiquer la plongée sous-marine sans risques.

Toutes les activités sont passées en revue (plongée libre, pêche, archologie, biologie, etc.), et, mieux, ce livre abondamment illustré (documents couleur, croquis) présente de formidables perspectives professionnelles insoupçonnées jusqu'à ce jour. Bref, « la Plongée sous-marine » de François Duthail est le livre-clef d'une activité aux mille aspects. Collection SPORTS 210 Ed. Solar.

Le numéro de « Monde » daté 12 août 1980 a été tiré à 497 950 exemplaires.

A B C D E F G

POUR PEU QUE LUI SOIT PRÉSENTÉ UN PLAN DE REDRESSEMENT CRÉDIBLE

L'État est prêt à apporter 150 millions de francs à la société nouvelle Manufrance

Le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) se réunit ce mardi 12 août dans l'après-midi dans un grand hôtel parisien. Assistera-t-on de nouveau à un marathon comme lors des deux dernières réunions ? On ne peut l'écarter, tant il est vrai que cette séance est importante pour l'entreprise stéphanoise. De deux choses l'une en effet : ou bien le conseil adopte définitivement un plan de relance bénéficiant de l'aide des pouvoirs publics. Ou bien il n'y parvient pas et, dans cette hypothèse, on voit mal comment pourrait être évité le dépôt de bilan.

Dans l'attente des résultats de cette réunion, les travailleurs de Manufrance, revenus de vacances pour certains, ont décidé d'occuper les locaux. Ils ont reçu lundi 11 août l'appui du parti communiste qui, par la voix de M. Charles Fiterman, a mis en garde les pouvoirs publics contre les conséquences de tout nouveau retard, de toute

nouvelle exigence et plus encore d'un refus d'attribution des moyens financiers.

De son côté, M. Joseph Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Étienne, a annoncé que la MACIF, actionnaire principal de la S.N.M., avait finalement accepté de donner sa caution au prêt de 40 millions de francs que pourrait consentir la société ancienne à la nouvelle. Pour garantir cette caution, la MACIF détiendrait 70 % des actions d'une société holding qui rachèterait les immeubles, les machines et le titre le Chasseur français, pour un prix de 100 millions de francs (très inférieur à la valeur réelle de ces actifs), dont le paiement serait échelonné à partir de 1982.

Mardi en fin de matinée, le ministre de l'économie a réagi que l'État était prêt à apporter une aide de 150 millions de francs à Manufrance pour peu que le conseil d'administration de celle-ci présente un plan de redressement crédible.

Si elle est confirmée, la décision prise par la MACIF — cette mutuelle d'assurances devenue l'actionnaire principal de la S.N.M. — de cautionner le prêt de 40 millions de francs que pourrait consentir l'ancienne société Manufrance à la nouvelle, lèverait un des obstacles qui auraient pu s'opposer à une relance de l'entreprise stéphanoise.

Les pouvoirs publics, en effet, avaient mis deux conditions à leur aide, non actionnaires de la S.N.M. : le plan de redressement présenté au Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (C.O.S.I.) — organisme chargé de venir en aide aux entreprises en difficultés — devait être crédible. La première condition est remplie; reste la seconde.

Lors de la dernière réunion du conseil d'administration le 29 juillet, M. Elais de Saint-Just, nommé à cette occasion administrateur délégué de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.), a présenté un plan de redressement comportant notamment, outre une révision des statuts de l'entreprise, qui serait transformée en société à directeur et conseil de surveillance, la vente de la plupart des magasins de la société

stéphanoise et la création de trois filiales groupant, l'une la vente directe (vente par correspondance, vente par catalogue), l'autre la fabrication (armes, cycles, machines à coudre), une troisième, sorte de holding, étant propriétaire du titre du Chasseur français et des actifs dérivés par l'ancienne société à la nouvelle. Les grandes lignes de ce plan étaient de nature à satisfaire les pouvoirs publics qui, depuis longtemps, soutenaient une filialisation des activités de Manufrance, seule possibilité réelle, à leurs yeux, d'attirer de nouveaux investisseurs.

Le plan Saint-Just n'en a cependant pas pour autant été immédiatement adopté par les fonctionnaires, qui estimaient que les prévisions de développement de la firme, telles qu'elles étaient présentées par M. de Saint-Just, n'étaient pas réalistes. Dans son étude, le nouvel administrateur prévoyait que les pertes de Manufrance atteindraient 27 millions de francs en 1980, 21 millions de francs en 1981, et qu'un résultat positif — 3,5 millions de francs — serait dégagé dès 1982, qui atteindrait 21,4 millions de francs en 1983. Les besoins financiers étaient estimés à 334,4 millions

de francs pour la période 1980-1983, dont 142 millions de francs pour les investissements et 48 millions pour éponger les pertes de 1980 et 1981.

Les fonctionnaires du C.I.A.S.I. ont estimé que cette étude pechait par optimisme. Ils ont donc demandé à M. de Saint-Just de revoir ses estimations en baisse et de tenter de mesurer les effets d'une telle révision sur l'emploi. En clair, les fonctionnaires estiment que des licenciements ou des suppressions d'emplois supplémentaires doivent être envisagés si l'on veut élaborer un plan crédible qui pourrait alors être soutenu massivement par l'État. Ce sont, en effet, quelque 150 millions de francs que les pouvoirs publics sont prêts à apporter à Manufrance.

Que va faire le conseil ? Adoptera-t-il un plan plus sévère pour pouvoir bénéficier de cette aide indispensable ? Et dans cette hypothèse, quelle serait la réaction des salariés ? La S.N.M. qui manifestement entend faire de Manufrance un des chevaux de bataille de l'été ? La réunion conseil promettrait d'être longue.

Ph. L.

A Genève

Un Irakien est élu président de la conférence sur la non-prolifération des armes nucléaires

De notre correspondante

Genève. — La deuxième conférence chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui réunit, à partir du 11 août, pour cinq semaines au Palais des Nations à Genève, une soixantaine de pays (le Monde daté 10-11 août), allait s'ouvrir dans un climat empreint d'indifférence, quand survint un événement plutôt inattendu : c'est un membre du gouvernement irakien, M. Ismat Kittani, sous-secrétaire aux affaires étrangères, qui a été élu sans débat président de la réunion.

Cette élection est ressentie comme un succès par certains pays du tiers-monde, qui se sentent frustrés de ne pas faire partie du club des puissances atomiques, mais elle n'a pas manqué de provoquer quelque malaise. En effet, l'absence de la France, le récent accord nucléaire franco-irakien, on plus précisément l'inquiétude qu'il suscite, n'étaient pas absents de l'esprit des participants.

(1) La conférence a entendu un message de M. Waldheim, selon lequel « il s'agit d'empêcher que d'autres États, en dehors des cinq existants, se dotent d'armes nucléaires et de réduire progressivement l'arsenal nucléaire jusqu'à le faire disparaître. Cela entraîne de la part des États qu'ils aient ou non l'arme nucléaire des obligations et des responsabilités ».

Pour sa part, M. Sigvard Eklund, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) basée à Vienne, s'est montré confiant en l'avenir. Il a mis en valeur les bienfaits de l'utilisation pacifique de l'atome et déploré les réticences de plusieurs pays à cet égard. Ce optimisme semble être partagé par M. Leonid Brejnev. Dans un message adressé à la conférence, le président soviétique se félicite de la conclusion du Traité de non-prolifération et du développement d'une coopération internationale fructueuse dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

et a réuni des conditions propices à l'emploi massif de l'énergie atomique à des fins créatrices. Soit dit en passant, le Traité sur la non-prolifération « sert effectivement les intérêts de tous les pays, grands aussi bien que petits, nucléaires et non nucléaires, industriels et en développement ». M. Brejnev conclut en affirmant que l'U.R.S.S. n'utilisera pas d'armes nucléaires contre les pays qui ont refusé d'en disposer ou d'en accepter sur leur territoire. « Nous sommes prêts à conclure un accord à cet effet avec tout pays concerné », écrit-il.

En revanche, M. Frank Barnaby, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, a fait part, au

UNE BOMBE POUR LA PRESSE ?

Dans son discours à la conférence de Genève, M. Eklund, le directeur suédois de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a fait une suggestion frappante. Dans le but, a-t-il dit, « de donner aux moyens d'information dans le monde entier une idée de la puissance destructive des nouvelles armes nucléaires », les pays disposant de cette arme devraient « organiser une explosion de démonstration ».

M. Eklund n'a pas dit où devrait être expérimentée cette « bombe pour la presse », laquelle, a-t-il précisé, « ne serait pas nécessairement la plus perfectionnée » des armes existantes. L'expérience devrait néanmoins être compatible avec le traité de limitation partielle des essais nucléaires, qui interdit les expériences en atmosphère.

M. Eklund a encore précisé que cinquante-trois explosions nucléaires ont été enregistrées en 1979, ce qui porte à quatre cent vingt le nombre des expériences réalisées par les cinq puissances nucléaires au cours des dix dernières années. L'arsenal de ces cinq puissances atteint aujourd'hui cinquante mille charges atomiques, pour une puissance équivalente à un million de fois la bombe d'Hiroshima ou encore à 3 tonnes d'explosif classique par être humain.

L'explosion publique d'une de ces charges, estime M. Eklund, « déclencherait une réaction massive de l'opinion contre les armes atomiques, dans les États nucléaires comme dans les autres ».

Cours d'une conférence de presse, de sa profonde angoisse face à la prolifération des réacteurs nucléaires, laquelle, faute d'un système de contrôle adéquat, risquerait d'être aisément transformée en machines de guerre atomiques. Les pays industrialisés devraient, à son avis, venir en aide au tiers-monde, afin que celui-ci dispose d'autres sources d'énergie nécessaires à son développement. — I. V.

(2) Commentant l'élection de M. Kittani, qui a été précédé de M. Jagan Thakur (Bhoutan), dont les pays occidentaux avaient retiré la candidature, l'agence irakienne de formation IBA appelle les pays arabes à « adopter une position commune pour faire face à la campagne mondiale contre le programme nucléaire pacifique ». Cette position, ajoute-t-elle, « doit être un prolongement de la coopération existant entre les pays non alignés et ceux du bloc soviétique ».

Le refus de la maison-mère française a entraîné la démission du P.D.G. Un représentant du groupe Wilnot devrait rencontrer mercredi 13 août les principaux créanciers, afin de trouver une solution au conflit. Pour l'heure, en effet, « aucune décision irrévocable n'a été prise », a déclaré un représentant de la Chase Manhattan Bank. Si le différend persistait, la chaîne Korvettes pourrait être contrainte de déposer son bilan.

● M. Doublier-Villette, président de l'association Les Croisés du Sacré-Cœur, a annoncé, lundi 11 août à Lourdes, que les catholiques traditionalistes présenteront un candidat à l'élection présidentielle. Le nom de ce candidat sera rendu public le vendredi 15 août.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies • Fabrication traditionnelle

ROGES et TAILLEURS SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de Valenciennes, PARIS (9ème)

Tél. 742-70-41

OUVERT EN AOUT

mercredi, mercredi, jeudi de 10 h. à 18 h.

LES TARIFS DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ VONT AUGMENTER LE 15 AOÛT

Le comité national des prix se réunit le mercredi 13 août pour entériner la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité décidée par les pouvoirs publics. Cette augmentation, qui sera en moyenne de l'ordre de 5 % pour l'électricité et de 8,5 % pour le gaz, entrera en vigueur avant la fin de la semaine.

Les dernières hausses remontent au 4 janvier 1980. Elles avaient été, pour les usages domestiques, de 11,8 % pour le G.D.P. et de 10,8 % pour l'É.D.F. Depuis lors, les responsables des deux entreprises nationales s'étaient inquiétés du retard apporté dans le relèvement de leurs tarifs. Le Gaz de France doit en effet supporter un fort renchérissement de ses approvisionnements extérieurs à un moment où la part des importations dans la consommation nationale de gaz s'accroît. Au mois de mai, le président du Gaz de France avait prédit de lourdes pertes pour 1980 si les tarifs n'étaient pas relevés rapidement.

Electricité de France a, pour sa part, subi le contre-coup des hausses pétrolières. Rappelant l'intention affichée par le mouvement de répercuter toute hausse du prix du pétrole à la hausse du prix du courant, le président d'É.D.F. avait estimé le moment le venu de la hausse. Une hydraulique exceptionnelle et la baisse depuis quelques semaines des prix du fuel lourd ont permis de retarder la hausse.

La famine en Ouganda

KAMPALA DONNE LE FEU VERT AU PLAN FRANÇAIS

Les autorités ougandaises ont donné le feu vert, lundi 11 août, à la suite, au plan français, d'aide humanitaire dans le Karamoja, province du Nord-Est où sévit la famine depuis plusieurs mois (le Monde daté 10-11 août). M. Paulo Mwanga, président de la commission militaire au pouvoir à Kampala, a exprimé à M. Jean-Xavier Clément, l'ambassadeur français, sa satisfaction devant la rapidité avec laquelle le plan a été mis sur pied.

A l'Elysée, on indiquait mardi en fin de matinée que le lieutenant-colonel Pfister, chargé d'organiser une base d'appui à Paris, rendrait mercredi à Soroti, à 250 kilomètres au nord-est de Kampala. Les Français ont déjà procédé à l'achat de six camionnettes à Nairobi ainsi qu'à celui, en France, de deux autres véhicules. Les deux hélicoptères prévus pour cette opération — et qui seront basés à Soroti — doivent être opérationnels, comme annoncé, le 16 août.

La grève des marins-pêcheurs

Le conflit s'étend à des ports du Calvados

La « grève » des marins-pêcheurs partie de Boulogne-sur-Mer s'étend à d'autres ports du Calvados. A Port-en-Bessin, deuxième port de pêche artisanal français, et à Grandcamp, ils ont décidé de rester à quai comme à Etaples, le petit port de Boulogne. Les artisans pêcheurs veulent ainsi protester contre l'augmentation du prix du fuel.

M. Joël Le Theule, ministre des transports, doit, au cours d'une conférence de presse réunie ce mardi 12 août après-midi, préciser sa position dans ce conflit.

A Port-en-Bessin, le lundi 11 août, une centaine de femmes de marins ont envahi les locaux des affaires maritimes en y « enfilant » les deux fonctionnaires qui s'y trouvaient. Cette occupation a duré 15 heures. Pendant ce temps, les vingt-sept marins-pêcheurs qui étaient présents, ce même jour, à Port-en-Bessin, votaient à l'unanimité une « grève à quai » illimitée et déclaraient de rappeler ceux qui étaient en mer.

La flottille de pêche portaise est de quatre-vingt-six bateaux, qui ont pêché l'an dernier près de 11 000 tonnes de poissons. Sa situation est d'autant plus délicate que les conditions climatiques et une nouvelle réglementation anglaise ont entraîné une chute brutale des prises d'embarcadour et de rouget barbet, qui forment habituellement les principaux apports en cette zone.

Les grévistes de Port-en-Bessin réclament essentiellement que le gouvernement ramène le prix du carburant à son prix moyen l'an dernier : 50 centimes environ le litre, soit 45 centimes de moins qu'actuellement.

Ce même lundi, en fin d'après-midi, les marins du port voisin de Grandcamp ont barré les accès au port.

Pendant ce temps, dans le Nord, la situation reste en l'état. Les marins-pêcheurs de Boulogne et d'Étaples ont bloqué lundi 11 août, dans l'après-midi, pendant quelques heures, l'aéroport du Touquet; des départs d'avions ont dû être retardés. Ils ont aussi bloqué l'opération ville morte qui est organisée le mercredi 13 août à Boulogne-sur-Mer. Une délégation du P.C.F., conduite par M. Roland Leroy, député de Seine-Maritime, directeur de l'Éclairage, et par M. Jean Barde, député du Pas-de-Calais, doit se rendre ce mardi dans cette ville.

La grève de Boulogne ne gêne pas actuellement l'approvisionnement de la région. M. Michel Thierry, directeur adjoint du service poisson du marché d'intérêt national installé aux portes de Paris.

« Le mois d'août, dit-il, est une période calme pour le marché parisien. Les arrivages de poissons qui étaient de 250 tonnes environ l'an dernier à cette époque, sont, ce mardi 12 août, de 370 tonnes. Mais les importations ont augmenté de 10 à 15 % pour compenser le manque d'arrivages en provenance de Boulogne ».

D'autre part, M. Léonce Deprez, député U.D.P. du Touquet et président du syndicat intercommunal de la région d'Étaples, a adressé à M. Joël Le Theule, ministre des transports, une lettre dans laquelle il déclare notamment : « Le conflit qui oppose les armateurs à leurs équipages pour- rait trouver une solution si des mesures gouvernementales venaient alléger les charges qui pèsent sur les frais généraux des entreprises maritimes ».

MORT DU CINÉASTE WILLI FORST

Le cinéaste autrichien Willi Forst est mort le 12 août. Il était âgé de soixante-seize ans.

[Né à Vienne le 7 mars 1904, Willi Forst est le séducteur souriant, le roi de l'opérette pendant quinze ans, de 1930 à 1945. Comédien, il tourne plusieurs films avec Greta von Bolyar, qui sont de grands succès populaires sans prétention. Luthien aborde la réalisation avec des comédies (Marschner en 1956, Les amants en 1958, Opérette en 1960 et l'Auberge du Chancel-Blanc en 1965), auquel il essaie d'apporter une touche subtile, mais son goût du spectacle l'emporte.]

en Mont-Martre au cinquante-deux rue Lamarck

RESTAURANT A. BEAUVILLIERS

Officier de Bouche

ouvert le vendredi 15 août - Tél. : 254.19.50 / 255.82.76



هكذا من الأصل